

La Chronique des lectures 2004

Sous la responsabilité de Michel Cahen

Présence et ingérence des militaires dans la vie politique brésilienne (1964-2004)

Une synthèse bibliographique*

« Il est improbable que les institutions politiques et démocratiques se développent, à moins que les forces militaires et la police ne soient sous le contrôle absolu de représentants démocratiquement élus ».

Robert Dahl

Depuis la fin du régime militaire et le début du processus de transition démocratique, les études politiques, aussi bien sur les militaires fédéraux (forces armées) et les militaires des États fédérés (police et corps de pompier militaires), que sur le lien entre ces institutions, restent reléguées à un rôle mineur dans la littérature des sciences sociales brési-liennes. Une partie de ce désintérêt est due, notamment, aux évaluations trop hâtives qui ont porté préjudice à une approche plus systématique de la question. Ainsi en est-il de l'opinion que les militaires, retournés dans leurs casernes, ne présentent plus une menace pour le pouvoir, du moment qu'ils sont favorables à l'instauration d'un gouvernement civil. Selon cette

* Traduit du portugais (Brésil) par Marion Gret, révision par Michel Cahen et Brigitte Lachartre. Cet article est une version augmentée du texte « A literatura sobre relações civis-militares no Brasil (1964-2002) : uma síntese » paru dans la *Revista Brasileira de Informações Bibliográfica em Ciências Sociais*, 55, 2003 : 59-72.

conception, on s'acheminerait inexorablement vers la consolidation de la démocratie brésilienne¹.

L'objectif de cet article est de présenter différentes visions de la réalité militaro-civile brésilienne qui ont été exprimées depuis 1964, sous la forme notamment d'ouvrages universitaire ou journalistique, par des chercheurs brésiliens ou étrangers publiés en portugais. L'accent est mis sur les publications qui, directement ou non, contribuent à une meilleure connaissance du rôle des militaires dans la politique depuis le début du régime militaire jusqu'à aujourd'hui. Quelques considérations préliminaires à l'attention du lecteur francophone sont nécessaires.

Tout d'abord, il faut mentionner l'influence des idées françaises parmi les officiels de l'armée brésilienne depuis l'Empire. En particulier, après la guerre contre le Paraguay, le positivisme inspiré d'Auguste Comte a dominé les classes moyennes urbaines composées de professionnels libéraux, de journalistes ou de petits entrepreneurs avides d'en finir avec leur ruralité, leurs liens patrimoniaux et les frontières sociales* d'alors. Dans ce contexte, débuta une relation entre civils et militaires qui se perpétua jusqu'au coup d'État de 1964, lorsque ces derniers rompèrent avec la ligne modérée et interventionniste pour occuper le pouvoir.

En outre, au cours du mandat présidentiel d'Epitácio Pessoa (1919-1922), l'armée brésilienne se modernisa sous l'influence de la Mission française. Cette dernière structura, de manière pratiquement définitive, les schémas d'intégration, d'évaluation, de promotion et de carrière, ainsi que l'idéal corporatiste de l'armée brésilienne. Jusqu'alors, les forces brésiliennes étaient traversées par un conflit idéologique entre partisans d'une armée de proximité, conforme aux concepts germaniques, et défenseurs d'une armée plus proche du modèle français².

Seront présentés ici des travaux portant principalement sur les prémices du coup d'État de 1964, puis, des ouvrages qui traitent de la période des gouvernements militaires (1964-1985), pour insister, enfin, sur les productions universitaires postérieures à 1985. Les thèses, essais et articles publiés, lorsqu'ils sont mentionnés, le sont au titre d'un éclairage complémentaire.

Cependant, l'analyse des travaux à suivre n'épuise pas l'ensemble des lectures pertinentes sur le sujet. Dans un exercice de cette nature, l'idée est, de divulguer de manière synthétique, la production des chercheurs, les matrices théoriques les plus représentatives, afin d'éclairer les conditions et les conséquences de la présence militaire dans la politique brésilienne.

Pour ce qui des matrices théoriques, il convient de souligner qu'elles posent problème pour l'analyse des ouvrages ici exposés car elles ne sont pas toujours explicitées par les auteurs. Une grande partie des travaux

1. Le terme « consolidation » doit être utilisé avec précaution, car il s'agit d'un concept postérieur aux faits. Il convient de rappeler que la littérature évoquait, jusqu'au coup d'État de Pinochet, la démocratie chilienne comme étant « consolidée ». Même chose pour le Venezuela pré-1992, date de la première tentative de coup d'État dirigée par Hugo Chávez.

* *Ndlr* : le terme utilisé dans le texte original est *estamental* : l'estamento est un concept sociologique (sociologie weberienne) qui qualifie ainsi une forme de stratification sociale en couches, ces dernières étant plus fermées que les classes sociales, mais plus ouvertes que les castes. Quelques auteurs qualifient la société rurale brésilienne du début du XX^e siècle (jusqu'aux années 1950 environ) de société estamental, en référence au peu de mobilité sociale et aux règles sociales particulières qui régissent la société.

2. Pour approfondir l'idéologie et l'influence françaises dans la formation de l'armée brésilienne, voir CORRÉA (1997), HAHNER (1975), LINS (1967), SODRÉ (1965).

publiés par les éditeurs au Brésil, qu'ils soient de type universitaire ou destinés au grand public, sont des réécritures d'essais et de thèses dans lesquelles, par nécessité ou pour s'adapter aux circonstances, le cadrage théorique est toujours flou. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un ouvrage grand public, ce cadrage est parfois absent. Pour cette raison, il s'est avéré difficile d'élaborer une méthodologie de présentation des travaux. Enfin, avant d'établir le catalogue des productions les plus significatives concernant le rôle politique des militaires entre 1964-2004, il faut signaler certains travaux non relatifs à la période évoquée.

Castro (1995) mène une étude ethnographique qui met en évidence l'origine sociale, la vie quotidienne et l'environnement intellectuel qui entoure les militaires à la fin de l'Empire et dans les premiers temps de la République. Il montre le profil de la formation des cadets de l'AMAN (*Academia Militar das Agulhas Negras*) parle biais d'une immersion remarquable dans l'origine de la mentalité et de l'esprit de corps des militaires de l'armée. En établissant la biographie de Benjamim Constant, Lemos (1999) révèle que les structures sociales de l'Empire ne permettent pas une grande mobilité sociale. Cela conduit des hommes comme Constant à opter pour la carrière militaire, non comme un sacerdoce mais pour gagner leur vie. Il faut rappeler que les hommes qui proclament la République, même parmi les militaires, n'exercent pas la même influence sur le pouvoir en fonction de leur origine sociale.

Corrêa (1997) analyse l'influence de la pensée positiviste dans la formation de la mentalité militaire du Brésil. Son approche, cependant, diffère de celle utilisée tant par Castro que par Lemos. En premier lieu parce qu'il étend son analyse sur une période qui remonte bien avant la *República Velha* pour aller jusqu'en 1964. En second lieu, parce qu'il montre, à la lumière de l'œuvre de Comte, les incongruités, les limites et les adaptations du positivisme par les militaires. Il démontre que l'« esprit positiviste » est présent au sein de l'armée, fondamentalement par le biais de la culture de l'interventionnisme et de l'ingérence militaire sur le plan politique. Corrêa met aussi l'accent sur le rôle des élites politiques civiles dans la formation d'une culture antidémocratique de la République.

Prestes (1999), n'analyse pas le *tenentismo* (la révolte des jeunes lieutenants) sous l'angle d'un corporatisme univoque. Il met en évidence les diverses nuances du *tenentismo* en défendant l'idée que les officiers, comme Luís Carlos Prestes et Juarez Távora, ne peuvent être mis dans la même catégorie de pensée. Leiner (1997) ébauche une théorie de la hiérarchie militaire en tant que fait social pour l'institution militaire. Coelho (2000), à la suite de ses travaux de 1976, analyse l'insertion de l'armée dans le scénario politique national. C'est le premier travail à mettre l'accent sur la place des militaires parmi les principales élites au Brésil, ainsi que le premier à établir une bibliographie autour des courants interprétatifs de l'époque. Oliveira (1997) concentre son étude sur la relation entre la pensée et les interventions militaires au Brésil. Les personnages et les groupes au sein des forces armées sont identifiés selon des aspirations et des projets politiques communs. D'autres travaux peuvent être trouvés chez Coelho (1985).

Le coup d'État militaire de 1964³

Une recherche empirique, pionnière et détaillée, sur le montage de la conspiration civilo-miliraire visant à destituer le président João Goulart a été réalisée par Dreyfuss (1981). Ce dernier arrive à la conclusion que la conspiration était de caractère capitaliste et à dominante multinationale. Associée à des responsables civils et militaires locaux, la conspiration l'a emporté dans la lutte des classes en déposant Goulart, empêchant, selon les conspirateurs, toute tentative des communistes de prendre le pouvoir. D'un point de vue méthodologique, Dreyfuss se fonde sur la théorie gramscienne du concept d'hégémonie et, en ce sens, son analyse est avant tout, structurelle. Bandeira (1997) utilise aussi l'analyse structurelle, en décrivant le rôle central que les États-Unis ont eu dans la cooptation des chefs militaires et des hommes d'affaires pour faire tomber le président João Goulart. En ce sens, ce sont les structures qui prévalent sur l'action des individus dans les deux travaux et, selon cette approche, le coup d'État devait fatalement se produire.

Dans une perspective différente, Figueiredo (1993) et Santos (1986) présentent une vision qui n'est ni structuraliste ni déterministe sur l'éclosion du coup d'État. Bien au contraire, ils élaborent une étude sur les préférences des acteurs politiques et leurs stratégies visant à maximiser leurs objectifs qui finissent par conduire à une impasse démocratique. De ce fait, la thèse de la conspiration n'est pas prépondérante, et lui est préféré celle de l'inaptitude du gouvernement Goulart à gérer les désaccords politico-partisans, ainsi que l'erreur du Président à s'éloigner de la droite non conspiratrice qui lui avait fourni le siège de vice-Président de la République. Ce faisant, il développe l'idée que, du fait d'une attitude erratique, le gouvernement Goulart a nourri l'affaiblissement politique, au lieu de le réduire. Goulart n'a pas été capable de stabiliser ses soutiens démocratiques et a fini par générer des postures à la fois centralistes et désagrégatrices, tant sur un plan individuel que systémique. En analysant le rôle des acteurs politiques, catégorie centrale de l'étude, Figueiredo démontre que le coup d'État aurait pu être évité si les acteurs politiques s'étaient comportés de manière différente⁴.

Le régime militaire (1964-1985)

En s'intéressant aux travaux qui établissent un portrait de la période comprise entre 1964 et 1985, une remarque préalable doit être faite sur les difficultés de la méthode de l'entretien. Dans cette série, les travaux de Araújo, Castro & Soares (1994a, 1994b, 1995), Araújo & Castro (1997) et Couto (1999a ; 1999b), établissent de nouveaux paramètres pour analyser cette période. Même dans les limites méthodologiques imposées à un entretien, telle l'influence des jugements de valeur de la personne interrogée, ces

3. Il existe plusieurs conceptions pour qualifier ce qui s'est passé en 1964 : révolution, contre-révolution, contre-coup d'État et coup d'État. Cette dernière, la plus fréquente dans la littérature, sera utilisée dans ce travail.

4. Sur la capacité interventionniste des militaires face au régime constitutionnellement instauré, voir MARKUN & HAMILTON (2001).

travaux contribuent de manière significative, grâce à de nouvelles approches d'investigation, à éclairer des points auparavant non traités dans les autres recherches. Par exemple, l'éventail des instruments répressifs du régime est présenté, tels que la torture, les emprisonnements politiques, la rhétorique des militaires responsables du coup, la doctrine de sûreté nationale, les conflits entre factions militaires (partisans d'une ligne dure/modérés)⁵.

La trilogie sur la mémoire militaire, organisée par Araújo, Castro & Soares (1994a, 1994b, 1995), représente un grand pas dans la production littéraire universitaire sur les gouvernements militaires. Divisée en trois parties (1964, la répression et l'ouverture), elle fait apparaître, pour la première fois, une bonne partie des structures de commandement, de décision et de répression, telle que formulée par les militaires, durant le régime d'exception. Il faut prêter attention à l'organisation des entretiens, et à l'adaptation des enquêteurs aux personnes interrogées. L'ensemble de cette charpente théorico-méthodologique est proche de celle de l'histoire orale⁶.

En ce sens, cette méthode se distingue de la production documentaire et écrite qui, jusqu'alors, caractérisait les études relatives à la période militaire. Les organisateurs cherchent à donner un sens aux entretiens en déterminant une sorte de « chronologie orale » des événements. Lorsque l'on traite d'une dictature militaire, les aspects liés à la répression sont ceux qui frappent le plus. De ce fait, le second volume de la trilogie (*A Repressão – La répression*) a un impact plus important. Mais une fois délimité le facteur d'hétérogénéité entre les militaires brésiliens impliqués dans cette période, cette approche apparaît également dans les autres volumes de la série. Par conséquent, la lecture de cette trilogie est obligatoire, quel que soit le niveau d'intérêt et de compréhension que peut avoir un lecteur ou un chercheur intéressé par ce thème.

Ferreira (2000) analyse aussi la période dictatoriale, mais d'une manière plus interprétative. Il en tire une distinction entre *Estabelecimento Militar* (*Establishment* militaire – les militaires qui agissent en accord avec les lois et les règlements) et le *Partido Fardado* (Parti en uniforme – les militaires qui s'arrogent le droit d'interpréter ce que peuvent être la loi et l'ordre). Parmi les exemples cités, l'on trouve celui de Castello Branco, qui est un représentant du premier groupe, et celui de Costa e Silva à classer dans le second groupe. Pour l'auteur, à la fin du régime militaire, le *Partido Fardado* cesse d'exister et ses membres intègrent la hiérarchie bureaucratique-militaire dans le but de comprendre les problèmes de l'État brésilien.

Pour en revenir à la thématique de l'histoire orale, le travail de Araújo & Castro (1997) peut aussi être inclus comme œuvre significative de l'historiographie brésilienne sur les militaires. Ce travail met en lumière, selon un angle privilégié, les idées, les opinions et les points de vue du général-président Ernesto Geisel⁷. Geisel fournit tout un ensemble d'informations

5. Rappelons que l'écueil principal est l'impossibilité d'un plus grand rapprochement entre chercheurs et acteurs politiques contemporains du régime militaire, notamment avec les militaires impliqués. Avec la fin de ce gouvernement, naît l'opportunité d'un dialogue plus serré due à une certaine normalisation des processus politiques et sociaux au Brésil.

6. Pour un approfondissement de cette méthodologie, voir ALBERTI 1989.

7. Pour illustrer les limites de l'entretien et notamment des opinions des personnes interrogées, on peut relever un détail. Dans son gouvernement Ernesto Geisel installe l'un de ses principaux conseillers, le colonel Gustavo Moraes Rego Reis, promu ensuite général du gouvernement Geisel. Dans leur dépouillement d'entretiens réalisé par D'ARAÚJO, CASTRO & SOARES pour le troisième volume de la trilogie *La mémoire militaire*, Reis affirme qu'il a

sur une période au cours de laquelle peu de gens ont eu l'occasion d'exercer autant d'influence. Depuis le *tenentismo*, en passant par les gouvernements Vargas, le populisme, les gouvernements militaires et la redémocratisation, Geisel s'exprime sur toutes les situations auxquelles il a pris part.

Par ailleurs, d'une manière différente de celle de la trilogie de *A Memória Militar*, Araújo & Castro cherchent à insérer dans la méthode de travail un autre aspect présent dans l'histoire orale : l'histoire de vie. Au travers de son éducation familiale et de sa formation professionnelle, Geisel trace les grandes lignes d'une interprétation des phénomènes politiques, sociaux et économiques du Brésil, et il définit et justifie, d'une manière extrême, le rôle et la présence des militaires sur la scène quotidienne brésilienne⁸. En outre, pour étayer cette méthodologie, Castro & Araújo (2001) ont abordé la vision des militaires sur cette période connue sous le nom de la *Nova República* – la Nouvelle République, commencée en 1985 avec la fin du régime militaire et le début de la période de démocratisation⁹.

Pour autant, la recherche documentaire n'est pas reléguée au second plan. Avec la publication du *Dossiê Geisel* (2002), Castro & Araújo, aux côtés d'autres chercheurs, réalisent l'une des rares recherches fondées sur des sources primaires de documentation issues directement des productions de l'ancien président Ernesto Geisel. Dans cet ouvrage, les thèmes liés aux relations extérieures, à la censure, à la santé, l'éducation, la sécurité sociale, notamment, sont systématisés de manière à ouvrir de nouvelles perspectives dans l'examen des relations militaro-civiles durant les années de régime militaire.

Un autre travail relatif à la connaissance des personnages militaires parmi les plus importants de l'histoire récente du Brésil est celui d'Esteves (1999). Il s'agit d'une compilation comprenant les biographies de tous les détenteurs des portefeuilles de guerre et occupants des ministères de l'Armée, du second gouvernement de Getúlio Vargas à celui de Fernando Henrique Cardoso¹⁰. Au-delà des références biographiques, le livre fournit une série de discours, ordres du jour, dépêches, et décrit des réalisations et l'organisation administrative de l'armée pour chacun des occupants d'une charge. Il s'agit là d'une source importante permettant de comprendre et

conseillé l'ancien président Ernesto Geisel dans le choix de son ministre des armées. Geisel, de son côté et dans les travaux D'Araújo & Castro, affirme qu'il n'a consulté personne pour effectuer son choix. Ceci, de toute évidence, n'invalide par l'entretien en tant que ressource méthodologique, mais montre les limites de cet instrument destiné à connaître les points de vue d'acteurs politiques impliqués dans un même événement. Cf. ARAÚJO, CASTRO & SOARES (1995) ; ARAÚJO & CASTRO (1997).

- * *Ndlr* : Le *tenentismo* (les tenentes sont les jeunes lieutenants de l'armée brésilienne), est un mouvement de rébellion, au début des années 1920. Leur ambition était de mener à bien des réformes sociales progressistes (création d'une justice électorale honnête et autonome, fin de la corruption, nationalisme économique, etc.), par la lutte armée.
8. Signalons une autre œuvre concernant l'ancien président Geisel réalisée par FALCÃO (1995). Il s'agit d'une œuvre sans aucun critère scientifique, théorique et méthodologique. C'est, avant tout, une apologie du général Geisel par l'un de ses plus fidèles collaborateurs. Cet ouvrage peut servir, globalement, à approfondir la vie de Geisel et de son gouvernement.
9. CONTREIRAS (1998) réalise un autre recueil de dépositions, d'opinions, de visions et d'explications des militaires sur le régime dictatorial. Suivant une approche différente de celle utilisée par Castro & Araújo, le livre de Contreiras n'est pas un exposé basé sur des critères théorico-méthodologiques, mais plutôt un regroupement de témoignages courts obtenus durant les années de reportage par divers vecteurs de communication.
10. Ces travaux viennent compléter une autre œuvre sur les ministres militaires de la Guerre. Cf. LOPES & TORRES (1950).
-

d'approfondir les changements qui se sont produits au sein de l'armée brésilienne sur une période couvrant pratiquement cinquante ans.

Pour en revenir aux nouveaux paradigmes théorico-méthodologiques, et à l'apport de la recherche sur les relations militaro-civiles au Brésil, on trouve également les œuvres de Couto (1999a, 1999b). Dans celles-ci aussi, les entretiens sont présents en tant que ressources méthodologiques efficaces. Mais l'auteur ne se limite pas à travailler simplement à partir des entretiens, qu'il regroupe ensuite dans un autre ouvrage (1999b). Il fonde son travail sur une recherche historique, comprenant les sources primaires et une large bibliographie dans le but de cerner la période de manière globale. Il fait le pari de la consolidation de la démocratie brésilienne et, par conséquent, du contrôle civil sur les militaires¹¹.

La lecture de Couto peut être complétée par un classique de l'historiographie sur le Brésil. Il s'agit bien sûr de Skidmore (1989). Reprenant le style narrativo-descriptif qui l'a consacré depuis son œuvre antérieure (1996), Skidmore, clarifie certains points concernant les premières années des gouvernements militaires. Établissant un portrait chronologique de tous les gouvernements militaires ainsi que du processus de redémocratisation, cette œuvre est la première grande synthèse historique de qualité sur le régime militaire brésilien. Cette piste est suivie par Alves (1984), avec l'avantage d'un travail plus interprétatif que celui de Skidmore.

De la même façon, il existe, parmi les études sur la dictature militaire, des travaux centrés sur l'analyse du discours. Il s'agit d'un autre thème qui émerge dans le monde universitaire brésilien post-1985. Fiorin (1988) et Indursky (1997) sont les principaux exposants de ce type d'approche liée aux thèses des relations militaro-civiles. Fiorin se concentre sur l'existence d'un discours légitimant un système de construction supra-sociale. En l'occurrence, l'auteur délimite l'acte d'énonciation comme la mise en évidence d'un acte individuel, dans ce cas celui des militaires et de leurs alliés, au détriment d'une approche linguistique, discursive, textuelle, interdiscursive, intertextuelle, pragmatique et situationniste. L'argument de l'auteur est que le discours de légitimation de 1964 est construit autour d'impositions discursives, et non d'un dialogue et d'une intersection entre énonciateurs.

De son côté, Indursky met l'accent sur le rôle des discours des présidents militaires comme relevant d'une fausse distinction entre la détermination et l'indétermination discursive. Se fondant aussi sur l'analyse du discours, proche de l'école française, elle montre l'artificialité des constructions des propos présidentiels, dans lesquels les généraux font passer leurs attributions de chefs de l'Exécutif comme relevant d'une mission, et non d'une option personnelle. Dans ce cas, l'auteure utilise les catégories de « non-personne », « quatrième personne » et « sujet présidentiel » pour illustrer ses arguments de l'artificialité d'une construction sociale exogène à la société.

Sur l'ensemble des travaux qui traite du régime militaire dans sa totalité, la politique extérieure de la période apparaît, d'une certaine manière,

11. Par contrôle civil, il faut comprendre la capacité des autorités constituées (exécutif, législatif et judiciaire) et de la société civile organisée (syndicats, associations, presse, etc.) à limiter le comportement autonome des forces armées, en éliminant les enclaves autoritaires au sein de l'appareil d'État. Cuba, la Chine, la Corée du nord contrôlent les militaires par le biais d'un parti unique. Ce type de contrôle est civil, mais non démocratique. Curieusement, le manque de contrôle civil sur les militaires existe en Russie, après la chute du régime soviétique, alors qu'il n'existait pas auparavant.

comme un appendice, voire un détail au sein des recherches réalisées. Cette lacune est comblée par Vizentini (1998). Dans son analyse de la politique extérieure des gouvernements militaires, très large et très complète, il met en avant le projet de transformer le Brésil en une puissance régionale. Le livre met parfaitement en lumière la dynamique endogène des gouvernements militaires de rupture et de continuité, quant à la planification de la politique extérieure. Il s'ensuit qu'il n'y a pas une politique extérieure du régime militaire, mais des politiques extérieures, dans la mesure où chaque gouvernement représente une aile distincte des forces armées, qui détermine et influence la structuration de la politique extérieure. Il met aussi en évidence, dans ce travail, le débat théorique et la formulation de modèles explicatifs pour chacun des gouvernements militaires.

On présentera maintenant, citons les travaux portant sur des périodes et des gouvernements spécifiques au sein du régime militaire. Les exposants de ce type de découpage chronologique sont Martins Filho (1995), Mathias (1995) et Codato (1997).

Périodes et gouvernements militaires

Martins Filho s'attarde sur l'un des aspects les plus délicats de l'analyse du régime militaire : les crises internes au sein des forces armées brésiliennes durant la période 1964-1969. En l'occurrence, Martins Filho étudie les processus de profonde discorde du début du régime, et qui caractérisent la division ultérieure des forces armées entre modérés et durs et, particulièrement au sein de l'armée de terre, entre « *castellistas* »* et « radicaux ». Son étude se base sur la conception de l'ensemble de la structure de formation, de concentration et de distribution du pouvoir, et sur les sphères d'influence politique, entre les militaires et leurs alliés. L'ouvrage comporte un chapitre dédié à une discussion théorique, ainsi qu'à la contestation d'une série de paramètres, peu ou prou acceptés par la science politique pour l'analyse des régimes d'exception.

Mathias (1995), de son côté, se concentre sur l'analyse du processus de « distanciation » initié pendant le gouvernement Geisel (1974-1979)**. En réalité, son travail débute à partir de 1973, au moment de la désignation de Geisel à la succession de Médici à la Présidence de la République. Du point de vue méthodologique, Mathias étudie la genèse du processus de distanciation à travers l'analyse des discours d'Ernesto Geisel, et comment cette période permet d'éclairer les projets et les intentions du président de l'époque quant à l'ouverture politique. Cependant, à l'inverse de Fiorin (1988) et d'Indursky (1997), Mathias ne se limite pas au traitement purement linguistique, mais adopte une approche interprétative des discours. Son argument principal est que Geisel cherchait, avec son projet de distanciation, à assurer une stabilité institutionnelle aux militaires et à garantir ainsi la fin progressive d'un régime d'exception. Deux travaux viennent compléter la thèse de Mathias. Ceux de Soares (1998) et de Teixeira (2001).

* *Ndt : les castellistas sont les alliés du premier président du régime militaire Humberto Castello Branco.*

** *Ndt : la distanção est la terminologie utilisée par la politique de distanciation progressive du pouvoir exécutif brésilien envers l'armée, sans remettre en cause la nature militaire du pouvoir, à la fin des années de la dictature.*

D'accord avec Mathias, Soares défend le fait que Geisel, a stratégiquement défini les orientations d'une ouverture par la force. C'est-à-dire que le régime d'exception devait être graduellement « démantelé » afin d'éviter des crises au sein des forces armées. De son côté, Teixeira défend la position inverse. Selon lui, il n'y a pas eu d'ouverture forcée, mais une poussée en faveur de l'ouverture du fait, entre autre, du contexte de mobilisation sociale, de l'absence de chefs au sein des forces armées et du début de la fin des dictatures en Europe. En ce sens, Teixeira soutient que le projet de distanciation visant à garantir la continuité de l'ingérence militaire dans la politique brésilienne, était bien réel, même après la fin du régime d'exception. Cette nouvelle et importante interprétation aide à comprendre le rôle détaché qu'assument les forces armées dans la vie brésilienne au début du XXI^e siècle.

Le travail de Codato (1997) s'intéresse au gouvernement Geisel. Dans son essai, sont analysées les structures décisionnelles ainsi que la planification stratégique-politique aptes à donner au Brésil un niveau de développement économique adéquat au regard des nécessités de sécurité au sein du système militaire. Ce faisant, Codato décrit l'ingénieux appareil d'élaboration d'un projet militaire de gouvernement et de société, inscrit dans un système politique autoritaire. Le travail de Codato a, pour principal objectif la production d'une étude sur les gouvernements militaires qui ne se limiterait pas aux relations internes à l'institution militaire.

En analysant la planification politico-économique du gouvernement Geisel, Codato met en lumière les ressources particulières du début de la démilitarisation du régime, prises jusqu'alors pour de vagues efforts théoriques, en pointant l'importance de l'organisation d'un modèle étatique de formulation de politiques économiques, qui fut le grand moteur du projet militaire du gouvernement commencé en 1964.

Oliveira (1994) de son côté, développe des études sur le gouvernement Geisel. Cependant, à l'inverse des auteurs précédemment cités, il étend ses recherches jusqu'à la période du gouvernement Collor dans l'intention d'expliquer que la dynamique des relations civilo-militaires au Brésil, ne peut être vue comme une simple aporie entre militaires/dictature d'un côté, civils/démocratie de l'autre. De cette manière, il élargit le champ d'examen aux alliances entre les deux groupes, à la complexité de l'appareil militaire et à la dynamique organisationnelle de la société civile, en cherchant à présenter de nouveaux paradigmes pour la compréhension du processus d'ouverture politique qui, selon lui, atteint son apogée avec le renoncement de l'ancien président Collor de Mello.

En outre, en ce qui concerne les ouvrages qui portent sur certaines périodes spécifiques de la dictature militaire, il faut citer le livre de Serbin (2001). Ce dernier montre que les relations civilo-militaires au Brésil sont, avant tout, un mouvement interne aux élites. En travaillant sur la *Bipartite*, une commission secrète de dialogue entre l'Église catholique et les gouvernements militaires durant les gouvernements Costa e Silva et Ernesto Geisel, Serbin démontre combien les relations entre les élites politiques brésiennes ont contribué à l'accélération d'une mobilisation sociale plus large. En mettant en exergue l'importance du rôle médiateur de l'Église entre un régime autoritaire et une société civile étouffée par ce dernier, l'auteur

défend l'importance de ces dialogues effectués en pleine répression dictatoriale.

Pour terminer ce tour des principales œuvres traitant des relations civilo-militaires durant le régime militaire, mentionnons les livres du journaliste Elio Gaspari publiés à partir de 2002. L'œuvre, originale, est constituée de cinq volumes divisés en deux champs thématiques complémentaires : *As Ilusões Armadas* (« Les illusions armées »), qui comprennent les titres *A Ditadura Envergonhada* (2002b) et *A Ditadura Escancarada* (2002a) (« La dictature honteuse » et « La dictature criminelle ») ; et la trilogie *O Sacerdote e o Feiticeiro* (« Le prêtre et le sorcier »), qui comprend les titres, à ce jour publiés¹², *A Ditadura Derrotada* (2003) et *A Ditadura Encurralada* (2004) (« La dictature en déroute » et « La dictature encerclée »). Les deux premiers analysent la genèse du coup d'État de 1964 et les gouvernements de Castelo Branco (1964-1967), Costa e Silva (1967-1969) et de Garrastazu Médici (1969-1974).

En termes familiers, on peut dire de Gaspari qu'il a été un « *baú da felicidade* » (« un sacré veinard »). En effet, une grande partie de ses sources est fournie par des membres des gouvernements militaires. En analysant les notes de bas de page et autres références bibliographiques, il s'avère qu'une grande partie des documents cités viennent des cadres du gouvernement de l'ancien président Ernesto Geisel (1974-1979), c'est-à-dire, à la tendance dite « modérée » des militaires. En ce sens, les deux premiers volumes de la série sont une sorte d'introduction au sujet principal de l'œuvre : le gouvernement Geisel et l'usure du régime militaire.

Dans son ensemble, il s'agit de l'étude la plus sérieuse et la plus détaillée sur la plus grande partie du régime militaire (selon l'auteur lui-même, le dernier des gouvernements militaires, celui du général João Baptista Figueiredo (1979-1985), ne sera pas abordé).

La précision dans les faits et l'éclairage porté aux thèmes liés au régime militaire ne sont à ce point présentés dans aucun autre ouvrage publié au Brésil ou ailleurs. Ceci est dû à la documentation personnelle du général Golbery do Couto e Silva, considéré comme le mentor intellectuel du coup d'État moderne au Brésil et le principal théoricien de la doctrine de sécurité nationale brésilienne. Personnage jusqu'alors entouré de mystère, Golbery – surnommé le « sorcier » par Gaspari, en référence à sa capacité à organiser politiquement la destitution de l'adversaire d'une manière stratégique et discrète – apparaît comme le grand stratège tant du coup d'État militaire que du retrait militaire du gouvernement. Avec à ses côtés, le grand exécuteur : le général Geisel.

Les problèmes de transition et de consolidation démocratique : le rôle des militaires

Quelles sont les principales publications sur le processus de transition de l'autoritarisme vers la démocratie ? De fortes divergences existent sur la question de la continuité ou, au contraire de l'autonomie militaire au sein du

12. Le cinquième volume, dont le titre est inconnu à ce jour, sera publié en 2005.

système politique qui se mettait en place¹³. Ainsi, selon les uns, les militaires sont rentrés dans leurs casernes pour exercer des activités exclusivement professionnelles, se soumettant au pouvoir civil. Selon les autres, une présence militaire significative demeure dans l'appareil d'État, par le biais d'enclaves autoritaires, où le pouvoir civil n'entre pas ou très timidement. De cette manière l'État continue d'être autoritaire dans une grande variété de ses composantes, même si la démocratie formelle est en vigueur. Cette divergence influe sur la manière dont est abordée la question de la possibilité ou de l'impossibilité d'établir un contrôle civil sur les militaires, et celle des limites de la consolidation démocratique.

Le premier travail à évoquer sur ce thème est l'étude classique de Stepan (1986)¹⁴, dans laquelle il analyse la question du legs autoritaire, ainsi celle des relations potentielles entre société civile et pouvoir militaire. De fait, une grande partie de ses réflexions découle de sa préoccupation à déterminer un cadre de redémocratisation incluant en particulier les questions sociales comme, par exemple, la répartition des revenus. Au-delà d'une discussion conceptuelle bien organisée autour de l'ouverture et de la démocratie, l'auteur met à la disposition du lecteur des données sur l'histoire du Brésil sous les gouvernements militaires, comme celles qui se réfèrent aux dépenses militaires et à leur impact sur l'économie du pays. En particulier, Stepan, dans cet ouvrage, alerte déjà sur le péril d'une transition imparfaite et problématique au Brésil, dans la mesure où les entraves autoritaires, qui perdurent encore, n'ont pas permis le développement d'une société civile au sens large.

Si Stepan analyse les éléments qui compliquent la consolidation démocratique du Brésil après le régime militaire, Aguiar (1986) propose une approche plus empirique de la continuité de l'ingérence militaire dans la politique brésilienne comme découlant du Congrès constituant d'alors. Selon Aguiar le maintien de la présence militaire, aurait donné un haut niveau d'autonomie aux forces armées, même après la fin du régime militaire. Ceci découle du fait que les militaires ne sont pas soumis, si l'on s'en tient au texte constitutionnel, aux pouvoirs constitutionnels, ce qui génère une possibilité élevée d'intervention politique dans la démocratie naissante.

Ceci est la clé des recherches de Zaverucha (1994, 2000) qui, contredisant Hunter (1997)¹⁵, soutient que la démocratie au Brésil n'est pas consolidée du fait, notamment, de l'existence d'enclaves autoritaires au sein de l'appareil d'État. De telles enclaves autorisant la réapparition de prérogatives militaires, c'est-à-dire, d'espaces d'action au sein desquels les militaires possèdent encore une autonomie significative. Son analyse renvoie aux brèches créées par le texte constitutionnel de 1988 qui, selon lui, sont propices au

13. Le comportement militaire est politiquement autonome lorsque les militaires ont des objectifs propres, qui peuvent, ou non coïncider avec les intérêts des autres groupes politiques, et avec la capacité institutionnelle de les exécuter, au détriment des règles démocratiques qui en interdirait la réalisation.

14. Il faut signaler ainsi STEPAN (1988). Dans ses travaux, les aspects liés aux premières conclusions concernant la transition brésilienne à la démocratie sont discutés par des spécialistes en sciences sociales et en économie.

15. Enthousiasmée par la démocratie brésilienne, Hunter finit par écrire : « au risque d'exagérer, les conditions des années 1980 et 1990 ont converti les militaires en quelque chose qui ressemble à un tigre de papier ». Il s'agit là, sans doute, de la plus importante lacune de la littérature traitant des relations civilo-militaires au Brésil. Le livre de Hunter n'a pas été traduit en portugais, restant ainsi limité à la sphère universitaire.

maintien d'une ingérence militaire constitutionnellement admise dans le scénario politique.

Publié en 1994, le livre est une étude comparative entre les transitions en Argentine, au Brésil et en Espagne. Il montre les différentes stratégies adoptées par les acteurs politiques qui ont conduit au succès du contrôle civil (Espagne), au succès partiel (Argentine) et à l'échec (Brésil de José Sarney)¹⁶.

En poursuivant dans cette voie, Zaverucha (2000) analyse les gouvernements Collor, Itamar et le premier mandat de Fernando Henrique Cardoso. Il conteste l'interprétation de l'*impeachment* de Collor faite par Hunter (1997), Oliveira (1994), Castro & Araújo (2001) selon laquelle il n'y aurait pas eu d'intervention militaire dans le processus d'affaiblissement du Président. Il montre aussi que les présidents Itamar et Fernando Henrique Cardoso n'ont que très peu agi en faveur de l'établissement du contrôle civil sur les militaires.

Grosso modo, Hunter et Zaverucha établissent des distinctions entre les opinions et les références des observateurs des relations civilo-militaires au Brésil. Un exemple de cela est illustré dans le recueil de Castro & Araujo (2000) par les positions proches de celles de Hunter qui trouve là des partisans. Il ne se passe pas la même chose, toutefois, dans le recueil de Saint-Pierre & Mathias (2001). Dans les deux travaux, des articles de spécialistes latino-américains, et pas uniquement brésiliens, fournissent des éléments pour établir une comparaison entre les transitions vers la démocratie en Amérique latine. Le but des articles est d'analyser la subordination des militaires aux pouvoirs constitutionnels dans la période démocratique, suite aux transitions dans leurs pays respectifs (Chili, Argentine, Uruguay, Brésil, Bolivie, Pérou et Venezuela).

Plus récemment, un autre objet de recherche est apparu. Fruit du processus de redémocratisation, l'intérêt relatif à l'influence de l'armée dans la société brésilienne s'est déplacé, avec raison, de l'armée vers les services de renseignement, bien souvent alpha et oméga de la répression militaire dans la période concernée. En ce sens, le travail d'Antunes (2002) sur la création et le fonctionnement de l'Agence brésilienne de renseignement – *Agência Brasileira de Inteligência* (ABIN) – est pionnier.

Dans son livre, la chercheuse porte son attention sur le fait que l'ABIN repose sur l'idée d'un ennemi intérieur, si chère aux organes de sécurité dans l'histoire du Brésil, et est donc chargée des questions intérieures. Elle met aussi en évidence l'inexistence d'une claire délimitation des activités de cet organisme, ainsi que le faible contrôle législatif exercé sur celles-ci. En outre, Antunes précise que, bien qu'étant un organisme civil de renseignements, l'ABIN a été placée par le président Fernando Henrique Cardoso sous le contrôle d'un général d'active : il s'agit là d'un cas unique dans le monde démocratique. Rappelons que même durant le régime militaire, le dirigeant du Service national d'information (SNI), chargé de la collecte des renseignements, n'était pas celui qui décidait de l'utilisation de ceux-ci. Au sein du gouvernement Henrique Cardoso, cependant, ces deux compétences furent concentrées dans les mains d'une seule personne : le général Alberto

16. Pour élargir l'horizon comparatif sur le contexte des transitions de l'autoritarisme vers la démocratie au Brésil, en Amérique latine et au sud de l'Europe, voir LINZ et STEPAN 1999.

Cardoso, ministre, chef du Bureau de sécurité institutionnelle. Cela signifie que ce général d'active eut le pouvoir de décider du type d'informations portées à la connaissance du Président de la République. Il n'en reste pas moins que la loi approuvée au Congrès subordonnait directement l'ABIN à la Présidence de la République. C'est le président Cardoso qui, par la voie d'une mesure provisoire, plaça l'ABIN sous le contrôle des militaires. Cette disposition institutionnelle a été maintenue jusqu'à aujourd'hui par le président Luiz Inácio Lula da Silva.

Novembre 2004

Jorge ZAVERUCHA

Université fédérale de Pernambouc (UFPE)

Centre national de recherche (CNPq)

Helder TEIXEIRA

UFPE et FASE

BIBLIOGRAPHIE

- AGUIAR, R.A.R. 1986, *Os Militares e a Constituinte: poder civil e poder militar na Constituição*, São Paulo, Alfa-Ômega.
- ALBERTI, V. 1989, *História oral: a experiência do CPDOC*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- ALVES, M.H. Moreira 1984, *Estado e oposição no Brasil (1964-1984)*, Rio de Janeiro, Vozes.
- ANTUNES, P.C. Brandão 2002, *SNI e ABIN*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- ARAÚJO, M.C. d' & CASTRO, C. eds. 1997, *Ernesto Geisel*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas. [3^o ed.]
- ARAÚJO, M.C. d', CASTRO, C. & SOARES, G. A. Dillon eds. 1994a, *Os anos de chumbo: A memória militar sobre a repressão*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará.
- 1994b, *Visões do golpe: a memória militar sobre 1964*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará. [2^a ed.]
- 1995, *A volta aos quartéis: a memória militar sobre a abertura*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará.
- BANDEIRA, L.A. Moniz 1997, *O governo João Goulart: as lutas sociais no Brasil, 1961-1964*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- CASTRO, C. 1995, *Os militares e a República: um estudo sobre cultura e ação política*, Rio de Janeiro, Zahar.
- CASTRO, C., ed. 2000, *Democracia e forças armadas no Cone Sul*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- CASTRO, C. & D'ARAÚJO, M.C., eds 2001, *Militares e política na Nova República*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- 2002, *Dossiê Geisel*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas. [2^a ed.]
- CODATO, A.N. 1997, *Sistema estatal e política econômica no Brasil pós-64*, São Paulo, Hucitec.
- CELHO, E. Campos 1985, *A instituição militar no Brasil: um ensaio bibliográfico*, Rio de Janeiro, BIB, 19.
- 2000, *Em busca da identidade: o exército e a política na sociedade brasileira*, Rio de Janeiro, Record.

- CONTREIRAS, H. 1998, *Militares. Confissões : histórias secretas do Brasil*, Rio de Janeiro, Mauad.
- CORRÊA, A.E. 1997, *A ingerência militar na república e o positivismo*, Rio de Janeiro, Expressão e Cultura.
- COUTO, R. Costa 1999a, *História indiscreta da ditadura e da abertura, Brasil : 1964-1985*, Rio de Janeiro, Record.
- 1999b, *Memória viva do regime militar. Brasil : 1964-1985*, Rio de Janeiro, Record.
- DREYFUSS, R.A. 1981, *1964 : a conquista do Estado : ação política, poder e golpe de classe*, Petrópolis, Vozes.
- ESTEVES, D. 1999, *Ministros da guerra e do exército brasileiro : 1951 a 1999*, Brasília, Estado maior do Exército.
- FALCÃO, A. 1995, *Geisel : do tenente ao presidente*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.
- FERREIRA, O.S. 2000, *Vida e morte do Partido Fardado*, São Paulo, Senac.
- FIGUEIREDO, A. Cheibub 1993, *Democracia ou reformas : alternativas democráticas à crise política (1961-1964)*, São Paulo, Paz e Terra.
- FIORIN, J.L. 1988, *O regime de 1964 : discurso e ideologia*, São Paulo, Atual.
- GASPARI, E. 2002a, *A ditadura envergonhada*, São Paulo, Companhia das Letras.
- 2002b, *A ditadura escancarada*, São Paulo, Companhia das Letras.
- 2003, *A ditadura derrotada*, São Paulo, Companhia das Letras.
- 2004, *A ditadura encurralada*, São Paulo, Companhia das Letras.
- HAHNER, J.E. 1975, *Relações entre civis e militares no Brasil (1889-1898)*, São Paulo, Pioneira.
- HUNTER, W. 1997, *Eroding Military Influence in Brazil : Politicians against Soldiers*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- INDURSKY, F. 1997, *A fala dos quartéis e as outras vozes*, Campinas, Edunicamp.
- LEINER, P. 1997, *Meia volta vover*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas.
- LEMONS, R. 1999, *Benjamin Constant : vida e história*, Rio de Janeiro, Topbooks.
- LINS, I. 1967, *História do positivismo no Brasil*, São Paulo, Nacional.
- LINZ, J.J. & STEPAN, A. 1999, *A transição e a consolidação da democracia : a experiência da Europa e da América latina*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- LOPES, T. & TORRES, G. 1950, *Ministros da guerra no Brasil (1809-1950)*, Rio de Janeiro, Borsói. [4ª ed.]
- MARKUN, P. & HAMILTON, D. 2001, *1961 : que as armas não falem*, São Paulo, Senac. [3ª ed.]
- MARTINS FILHO, J.R. 1995, *O palácio e a caserna : a dinâmica militar das crises políticas na ditadura (1964-1969)*, São Paulo, Edufscar.
- MATHIAS, S. Kalil. 1995, *Distensão no Brasil : o projeto militar (1973-1979)*, Campinas, Papirus.
- OLIVEIRA, E. Rizzo de 1994, *De Geisel a Collor : forças armadas, transição e democracia*, Campinas, Papirus.
- 1997, *Militares : pensamento e ação política*, Campinas, Papirus.
- PRESTES, A.L. 1999, *Tenentismo pós-30 : continuidade ou ruptura*, São Paulo, Paz e Terra.
- SAINT-PIERRE, H.L. & MATHIAS, S. Kalil, eds 2001, *Entre votos e botas*, São Paulo, Edunesp.
- SANTOS, W.G. dos. 1986, *Sessenta e quatro : anatomia da crise*, São Paulo, Vértice.
- SERBIN, K.P. 2001, *Diálogos na sombra : bispos, militares e justiça social na ditadura*, São Paulo, Companhia das Letras.
- SKIDMORE, T.E. 1989, *Brasil : de Castelo a Tancredo*, Rio de Janeiro, Paz e Terra. [3ª ed.]
- 1996, *Brasil : de Getúlio a Castelo*, Rio de Janeiro, Paz e Terra. [10ª ed.]
- SOARES, S. Alves 1998, « Marcha moderada : as estratégias de uma abertura por contenção », *Premissas*, XVII (18), mai, Campinas.
- SODRÉ, N.W. 1965, *A História militar do Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

- STEPAN, A. 1986, *Os militares : da abertura à Nova República*, Rio de Janeiro, Paz e Terra. [4^a ed.]
- 1988, *Democratizando o Brasil*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- TEIXEIRA, H. 2001, *Geisel, os militares e o projeto distensionista : transição para a democracia ou continuísmo da ingerência militar na política brasileira ?*, thèse de 3^e cycle en sciences politiques, Recife, Universidade Federal de Pernambuco.
- VIZENTINI, P. Fagundes 1998, *A política externa do regime militar brasileiro*, Porto Alegre, Edufrgs.
- ZAUERUCHA, J. 2000, *Frágil democracia, Collor, Itamar, FHC e os militares (1990-1998)*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- 1994, *Rumor de sabres : tutela militar ou controle civil ?*, São Paulo, Ática.

Comptes rendus

Valentim ALEXANDRE (ed.), *O império africano (Séculos XIX e XX)*, Lisbonne, Edições Colibri - Instituto de história contemporânea da Faculdade de ciências sociais e humanas da Universidade nova de Lisboa, 2000, 195 p., ISBN : 972-772-161-3.

Au Portugal, les ouvrages universitaires et de recherche consacrés à la question coloniale et plus particulièrement africaine ont très longtemps été influencés, pour ne pas dire dirigés, par l'idéologie salazariste, cherchant avant toute chose à faire coïncider la réalité objective de l'empire à l'image d'un Portugal civilisateur et consciencieux dans sa démarche coloniale. Ce savoir colonial a commencé à voler en éclats dès les années 1970 et surtout après 1974, et une nouvelle génération d'historiens s'est imposée. L'ouvrage coordonné par Valentim Alexandre en est un récent et excellent exemple. Il s'agit d'un recueil d'articles qui décortique le système colonial portugais en Afrique tout au long des XIX^e et XX^e siècles. Ces articles proviennent de neuf communications présentées lors de l'université d'été de l'Institut d'histoire contemporaine de la Faculté des sciences sociales et humaines de l'université nouvelle de Lisbonne, en septembre 1999.

La première de ces contributions (« O Império Africano (séculos XIX-XX) : as linhas gerais ») développe une synthèse générale et concise de l'empire africain (du Portugal). Valentim Alexandre y reprend les idées principales qu'il avait déjà développées dans deux de ses précédents ouvrages [V. ALEXANDRE & J. DIAS (eds), *O Império Africano 1825-1890*, Lisbonne, Editorial Estampa, 1998, 864 p., ISBN : 972-33-1405-3 (« Nova Historia da Expansão Portuguesa ») et V. ALEXANDRE, *Velho Brasil Novas Africas : Portugal e o Império (1808-1975)*, Porto, Afrontamento, 2000, 246 p., ISBN : 972-36-0520-1]. L'auteur retrace l'évolution de « l'empire africain » depuis la perte du Brésil jusqu'au processus de décolonisation, analysant les différentes phases traversées, des premières préoccupations et impulsions colonisatrices portugaises à la crise finale du système, en passant par l'occupation effective des territoires ou encore l'apogée de l'impérialisme portugais en Afrique. Les huit autres contributions suivent un ordre chronologique : elles concernent soit le XIX^e siècle, soit le XX^e siècle.

Cinq contributions sont consacrées au XIX^e siècle, deux portant sur des questions pan-coloniales et trois concernant un territoire africain particulier.

Le texte de João Pedro Marques (« Portugal e o abolicionismo ») retrace le parcours menant à l'extinction des institutions esclavagistes en Europe et plus particulièrement au Portugal. L'auteur démystifie certaines idées reçues en montrant combien ce processus d'abolition fut indécis et sinueux, frôlant à de nombreuses

reprises l'obstruction pure et simple. Dans son article (« A economia do Império (séculos XIX-XX) »), Adelino Torres résume les nombreux et les complexes débats d'écoles qui entourent la question de l'économie de « l'empire africain » tout en balisant les chemins que les Portugais et les pays africains ont eu à parcourir ensemble, et fournit les paramètres et le cadre explicatif dans lequel il situe la question de la « colonisation/décolonisation ». Dans sa contribution, Jill R. Dias (« Relações portuguesas com as sociedades africanas em Angola ») aborde l'articulation des relations conflictuelles et concurrentielles entre les intérêts et activités économiques et politiques des colons et des administrations portugaises et les structures et valeurs des sociétés autochtones de l'Angola au XIX^e siècle. L'auteur montre la traite transatlantique s'est inscrite au cœur des relations entre la métropole et les colons d'une part, et les systèmes politiques et sociaux autochtones angolais d'autre part. Elle démontre aussi que la lutte pour le contrôle de cette main-d'œuvre africaine était en dernière instance la clé des relations de pouvoir et la source des richesses tant pour les colons que pour les chefs politiques africains. Augusto Nascimento (« São Tomé e Príncipe no século XIX : um esboço de interpretação das mudanças sociais ») rend compte des principales mutations sociales au long du XIX^e siècle dans l'archipel. L'auteur replace ces changements sociaux dans la perspective plus générale du mouvement d'expansion européenne mais aussi de la pénétration du capitalisme dans les territoires coloniaux au XIX^e siècle. José Capela (« Moçambique no século XIX ») est l'auteur de la dernière contribution sur le XIX^e siècle et il analyse l'une des activités principales au Mozambique : la traite des esclaves. N'ayant certes pas été l'unique activité économique et commerciale, c'est cependant celle qui eut les plus grands retentissements et impacts au Mozambique pendant cette période. L'auteur montre ainsi comment ce trafic colonial, moderne, systématique et intégré dans un processus mondialisé, s'est développé dans ce pays à partir de la conjonction de deux facteurs : d'une part, le projet colonial du marquis de Pombal qui désigna le Mozambique comme le pays fournisseur de la main-d'œuvre pour le Brésil, et d'autre part, les conditions favorables que les flottes négrières françaises rencontraient sur la côte occidentale africaine à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Les trois derniers articles du livre portent, quant à eux, sur le XX^e siècle. Fernando Martins (« A questão colonial na política externa portuguesa : 1926-1975 ») montre comment, pendant toute cette période qu'il subdivise en deux (du 28 mai 1926 à l'aube de la seconde guerre mondiale et de l'après-guerre à la Révolution des Œillets d'avril 1974), la question coloniale allait devenir l'élément essentiel de la politique extérieure portugaise. Il va jusqu'à dire que non seulement la politique extérieure fut, pendant quelques décennies, subordonnée à la question coloniale mais aussi, qu'à certains moments, la politique coloniale et ultramarine tint lieu de politique étrangère, du fait que la souveraineté de l'État portugais était contestée au sein de ses territoires coloniaux éparpillés de par le monde. L'article de David Birmingham (« Vinho, mulheres e guerra ») traite d'un thème trop peu répandu dans l'historiographie de l'empire colonial portugais : celui de l'alcool. Il dresse, dans sa brève contribution, une comparaison entre les « politiques de l'alcool » des colons portugais, hollandais et britanniques des colonies d'Afrique australe, qui cherchaient à attirer des travailleurs salariés mais tout autant à acheter des travailleurs forcés et des esclaves. Le texte de Maria da Conceição Neto (« Angola no século XX até 1974 ») clôturé l'ouvrage. Elle montre comment la réalité sociale jusqu'à l'indépendance du pays a été modelée par la colonisation portugaise mais aussi par les réactions des populations envers cette colonisation. Son travail se structure autour de trois périodes : tout d'abord l'Angola dans la phase de conquête européenne de l'Afrique (1880-1920), ensuite la société angolaise sous le colonialisme triomphant (1920-1960) et enfin la dernière phase coloniale et la lutte pour l'indépendance (1961-1975). L'article inclut une utile orientation bibliographique sur la question angolaise.

À la lecture de ces différents travaux, l'idée selon laquelle l'historiographie de la question coloniale reflète pratiquement toujours l'impact de l'expérience coloniale sur la conscience et la culture politique nationales se confirme. Au Portugal, l'expérience des différents empires (Indes, Brésil, Afrique) a occupé et occupe toujours un vaste espace dans la mémoire, l'imaginaire, la culture et la politique. C'est principalement le dernier de ces empires, celui d'Afrique, qui marque encore de son empreinte la société portugaise. Malgré le « changement de cap » du Portugal désormais pleinement européen, l'Afrique ne cesse d'affirmer sa présence dans les discours politiques, culturels et académiques du pays.

Dans ce cadre, *O Império africano : séculos XIX e XX* représente une contribution importante pour la compréhension des débats tournant autour de la problématique coloniale. On aura un seul regret et sujet d'étonnement : comment comprendre l'absence d'une contribution sur le Cap-Vert, la Guinée-Bissau ou encore sur le Mozambique au XX^e siècle ? Toutefois, ne jetons pas la pierre au coordinateur de cet excellent ouvrage, puisque Valentim Alexandre nous avertit dans l'avant-propos qu'une série d'auteurs n'ont pu rendre leur contribution à temps...

Décembre 2004, **Francisco SANTANA FERRA**

Cristiana BASTOS, Miguel Vale de ALMEIDA & Bela FELDMAN-BIANCO (eds), *Trânsitos coloniais : diálogos críticos luso-brasileiros*, Universidade de Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais/Instituto de Ciências Sociais, 2002. 422 p.

Trânsitos coloniais réunit seize articles, résultat d'une série de rencontres qui ont eu lieu à la fin des années 1990 au Brésil et au Portugal, entre des anthropologues et des historiens. Le séminaire « Tensions coloniales et reconfigurations post-coloniales : dialogues critiques luso-brésiliens », organisé en 1999 à Arrábida – au Portugal – par Cristiana Bastos, Miguel Vale de Almeida et Bela Felman-Bianco, a été l'un des moments décisifs de la conception de ce livre. Cet ouvrage est donc le témoignage marquant du dialogue intellectuel, considérablement approfondi tout au long de ces dernières années, entre les scientifiques en sciences sociales des deux pays.

Grâce à la richesse du contenu, à la variété des approches et à l'hétérogénéité des thématiques, le livre ne suppose pas nécessairement une lecture linéaire. Bien au contraire, ces « dialogues critiques » peuvent être lus de façon aléatoire tout en respectant l'autonomie relative de chacun des essais.

Le volume est divisé en quatre parties : 1) *Lusofonias críticas* ; 2) *Poder e margens* ; 3) *Ideologia e etnicidade* ; 4) *Trânsitos e tráficos*.

La première partie contient trois chapitres intitulés *O Atlântico pardo. Antropologia, pós-colonialismo e o caso « lusófono »* (chap. I) ; *Tigres de papel : Gilberto Freyre, Portugal e os países africanos de língua oficial portuguesa* (chap. II) et *Tensões e legados coloniais no cinema* (chap. III), respectivement élaborés par Miguel Vale de Almeida, Omar Ribeiro Thomaz et Ana Maria Galano Linhart. Le premier aborde, de manière originale, le débat pourtant bien connu sur le post-colonialisme. Miguel Vale de Almeida a le mérite d'y attirer l'attention du lecteur sur l'inconsistance et les lieux communs du débat post-colonial dans les sphères de réflexion « anglo-saxonnes ». Après avoir souligné les ambiguïtés du terme post-colonial, il accepte la possibilité que cette notion ait une utilité mais seulement à condition que les soi-disantes études post-coloniales puissent être «... réinsérées dans la tradition anthropologique la plus ancienne – celle qui prête attention à ce que disent les autres sur leurs vies » (p. 27). En considérant la possibilité d'un « post-colonialisme portugais », Miguel Vale de Almeida soutient qu'une « analyse anthropologique du post-colonialisme portugais devra accepter la spécificité de son expérience coloniale, mais elle devra refuser toute notion d'exceptionnalisme culturel, se libérant ainsi du lusotropicalisme en tant qu'interprétation de sens commun enracinée dans l'impérialisme du XIX^e siècle » (p. 33).

Ce lusotropicalisme est justement le sujet de réflexion abordé dans le chapitre suivant. Omar Ribeiro Thomaz y étudie, avec précision, les implications et les

conséquences de l'« opération lusotropicaliste », c'est-à-dire du processus d'appropriation de la pensée de Gilberto Freyre par un nouveau discours colonial qui commence à se constituer à partir de la seconde moitié des années 1950 et se consolide au début des années 1960. L'auteur met en garde, vers la fin du chapitre, quant aux équivoques analytiques et aux dangers politiques libérés par le projet de la soi-disante Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) si elle n'évalue pas de façon critique les racines idéologiques sur lesquelles ce projet prétend se baser. Ainsi, les risques que véhicule la rhétorique de la CPLP viennent du fait d'aspirer à l'existence – plus imaginaire que réelle – d'un « monde portugais » aux caractéristiques singulières, homogènes et irréductibles.

Dans le dernier chapitre de cette première partie, Ana Maria Galano aborde la question des conflits colonisateur/colonisé et des recherches contemporaines sur les identités post-coloniales de façon spécifique : à travers de multiples interprétations et intentions contenues dans les récits de trois films en particulier : *Os inconfidentes* (1972) de Joaquim Pedro de Andrade ; *Mueda-Memória e Massacre* (1976) de Ruy Guerra et *O fio da Memória* (1992) de Eduardo Coutinho. Le dénominateur commun entre les deux premiers est qu'il s'agit de luttes anticoloniales et en même temps, de produits culturels qui sont le fruit de grandes pressions et du contrôle de l'État sur la production cinématographique. La partie annexée à la fin par l'auteur est en ce sens révélatrice. Les polémiques provoquées par la projection du film mozambicain *Mueda-Memória e Massacre* ainsi que les commentaires – élaborés par João de Pina Cabral – aident à concevoir une interprétation polyphonique des faits ayant déclenché le massacre de Mozambicains par des troupes militaires portugaises. Si on considère que le film de Ruy Guerra a été élaboré au moment de l'apogée de l'enthousiasme anti-portugais et indépendantiste, cette polyphonie d'interprétations met entre parenthèses la vision « officielle » et souligne en même temps l'« inadmissible », fausse l'innocence du film. Il s'agit, en dernier ressort, d'une matière première de réflexion privilégiée qui souligne à son tour d'autres mises en question récentes de l'histoire du Mozambique, où la voix du parti-État Frelimo a eu besoin d'élaborer une contre-histoire coloniale en des termes binaires et exclusifs.

La seconde partie du livre – *Poder e margens* – est composée de cinq chapitres. Le premier commence par un essai convaincant de João de Pina Cabral intitulé « *Galvão na terra dos canibais : a constituição emocional do poder colonial* » (chap. IV). L'essai, centré sur la figure fascinante de Henrique Galvão et plus précisément sur ses écrits d'anthropologue amateur, montre le processus d'invention d'un subalterne colonial dont le produit final est la vision extrêmement fantasmagorique se fondant sur la classification de l'indigène en tant que « cannibale ». Par l'intermédiaire de cette classification accusatrice contre les subalternes, il y avait une approbation des attitudes répressives du pouvoir colonial. Autrement dit, les « confessions » publiques de cannibalisme venaient confirmer les terreurs des administrateurs coloniaux et elles étaient utilisées, à leur tour, comme preuve lors de procès en justice aboutissant à la déportation de dizaines de personnes aux travaux forcés à São Tomé. Ce sont précisément ces « compatibilités équivoques » qui finirent par renforcer la structure émotionnelle du colonialisme et par autoriser un ensemble d'actions et de pratiques concrètes.

Dans le cinquième chapitre (le second de cette deuxième partie) Nuno Porto s'attarde sur le Musée de Dundo, créé par la *Companhia de diamantes de Angola* (Diamang). Évoquant une citation de René Pélissier (p. 122), l'auteur rappelle que « ... [la] Diamang est parvenue à fonder le meilleur musée d'art africain du monde portugais. Le prestige qu'elle en récolte dépasse ses activités commerciales. Au sein d'un édifice immense et austère, les organisateurs ont réuni tous les éléments de la vie matérielle et spirituelle du peuple venu travailler sur ces terres... ». Le Musée de Dundo, dans la vision de l'auteur, se transforme en une puissante évidence du fait que les analyses d'inspiration « astrophysique », c'est-à-dire celles selon lesquelles les colonies gravitent autour de leurs métropoles respectives, sont en soi inconscientes.

C'est du moins ce qui ressort du cas portugais, où l'association Musée/Empire est en soi problématique. En effet, le décentrage devient évident du fait que ce n'est pas vraiment la « colonie » qui a mené à bien le projet d'un musée, mais une enclave, dont la Diamang avait la concession. Une « ethnographie » du livre d'or est en ce sens révélatrice. Ainsi, Nuno Porto ironise, « vu du Musée de Dundo, le troisième empire est décidément lointain et presque toujours inutile. Quand ses émissaires apparaissent, c'est pour une simple visite ». Les compagnies commerciales fonctionnent tel un État dans l'État et matérialisent la « tension entre dossier et illusion dans l'imagination du troisième empire portugais ».

Le décentrage de la relation binaire centre/périphérie est également problématisé dans le chapitre suivant (chap. VI). Cristiana Bastos analyse les récits sur l'identité ayant impliqué la célèbre École de médecine de Goa fondée au milieu du XIX^e siècle. Grâce à l'importance qu'elle a acquise peu à peu en tant que fournisseur de médecins pour le reste des colonies, l'École joue le rôle d'une sorte de « centre subalterne ». Les récits qui ont commencé à apparaître à propos de cette institution abordent des thèmes de tous genres et des « mythes » originels : l'École est régulièrement citée comme la plus ancienne d'Asie ; la justification, à une certaine époque, de consolider les études de médecine à Goa comme une façon de collaborer avec le devoir du colonisateur, c'est-à-dire en offrant des soins médicaux aux administrateurs et aux Européens sous les tropiques ; le récit héroïque et élogieux à propos des médecins diplômés de l'École de Goa qui, en ces terres inhospitalières d'outre-mer, se sacrifient afin de servir la nation ; le discours apocalyptique – face aux difficultés de l'École à continuer de fonctionner et sa possible fermeture – qu'aurait provoqué une série de lettres, de rapports et de requêtes des responsables de l'institution afin d'attirer l'attention des autorités coloniales de la métropole ; le processus de « subalternisation » des études de médecine de Goa par rapport aux médecins formés à Lisbonne, considéré comme le symptôme des processus de hiérarchisation du colonialisme portugais lui-même. Ces multiples récits montrent, à leur tour, la problématique de l'apparition d'une importante élite créole – les médecins diplômés de l'École – ses ambiguïtés, dilemmes et paradoxes par rapport à l'« idéologie coloniale » elle-même. C'est à partir de cela que Cristiana Bastos propose un modèle interprétatif de l'organisation coloniale portugaise en utilisant le terme de « hiérarchie de subalternités successives ». Ainsi, dans le domaine de la santé, Lisbonne, en tant que « centre faible » interagit avec les colonies en faisant de l'Inde le lieu de délégation par excellence, servant de base pour le reste de l'empire et fournissant des médecins aux autres colonies, comme le fera plus tard le Cap-Vert en procurant des fonctionnaires administratifs.

Antonio Carlos de Sousa Lima examine, dans le chapitre VII, les différents courants théoriques qui ont analysé, dans le domaine de l'anthropologie, les processus de formation de l'État et la « colonisation interne » au Brésil. À partir de là, il cherche à montrer comment, lors de la formation de cadres pour une partie de l'administration coloniale brésilienne actuelle – que l'on a appelée indigéniste – il est possible de trouver différentes traditions du savoir.

Cette deuxième partie se termine par un article de Flávio dos Santos Gomes (chap. VIII), qui se base sur des sources d'archives traitant d'une zone frontière à la fin du XVIII^e siècle, entre les domaines coloniaux de l'Amérique portugaise (Capitania do Grão Pará) et ceux de la France (Guyane française). Les sources montrent les diverses stratégies et itinéraires de fuite de communautés d'esclaves fugitifs qui, bien que vivant du côté portugais, continuaient à commercer, à travailler et maintenaient des relations avec le côté français.

La troisième partie (*Ideologia e etnicidade*) est composée de trois chapitres : *Linguagem, domínio senhorial e identidade étnica nas Minas Gerais de meados do século XVIII* (chap. IX), par Silvia Hunold Lara ; *Raças de gigantes : mestiçagem e mitografia no Brasil e na Índia portuguesa* (chap. X), par John M. Monteiro ; *A singularidade germânica e o*

nacionalismo brasileiro : ambigüidade e alotropia na idéia de nação (chap. XI), par Giralda Seyferth.

Langage et domination s'entrecroisent tout au long de l'analyse de Silvia Lara sur l'esclavage dans le Minas Gerais du XVIII^e siècle. À travers l'analyse d'une série de documents d'époque, elle montre que les différences ethniques entre les groupes recrutés pour les mines d'or n'ont jamais cessé d'être signalées par les contemporains.

« *Raças de gigantes* », de John Monteiro dévoile les paradoxes et les mythographies du lusotropicalisme, cette fois-ci depuis une autre région de l'Empire : Goa. Il cherche à établir une comparaison entre l'expérience brésilienne et celle de Goa, à la lumière des travaux de Ellis Jr. et de Germano Correa. En même temps, l'analyse détaillée des idées de ce dernier sur l'histoire des lusodécendants d'Inde révèle une divergence qui n'est qu'apparente avec les thèses de Gilberto Freyre. Ainsi, lors de la lecture de l'article de John Monteiro, on reconnaîtra que, malgré le prudent recul pris vis-à-vis des thèses ariennes de Germano Correa, Gilberto Freyre ne s'est pas totalement soustrait à un racialisme *sui generis*.

La question du métissage, cette fois-ci lors de la formation nationale du Brésil, est de nouveau traitée grâce au travail de Giralda Seyferth sur l'immigration allemande dans le Sud du Brésil. Les caractéristiques que la présence allemande a acquises ont d'ailleurs été le motif de débats dans la presse de l'époque. La construction du « danger allemand » a lieu à partir de la tension entre l'idéologie assimilationniste du *jus solis* face aux tendances ethnicistes – certaines plus extrêmes que d'autres – de la communauté allemande, dont les porte-paroles véhiculaient parfois les paradigmes primordialistes du *volk* allemand. La tension a atteint son paroxysme lors du processus de nationalisation réalisé par l'*Estado Novo* à partir de 1937, lorsque fut décidée, entre autre, la fermeture des écoles soutenues par la communauté allemande dans le Sud du Brésil.

Les chapitres clôturant la quatrième partie intitulée *Transitos e Tráficos*, sont au nombre de cinq. Jill Dias, dans « *Novas identidades africanas em Angola no contexto do comércio atlântico* » (chap. XII) propose une réflexion sur le processus de construction d'identités en Angola, en examinant les dynamiques commerciales. L'auteur suggère qu'en termes globaux, le trafic transatlantique d'esclaves a constitué une force de cohésion qui a uni les deux sociétés, européenne et africaine, jusqu'à l'occupation militaire du territoire angolais après 1900. Des trois cas identitaires abordés, les « *Ambakistas* » occupent un espace central car ils parvinrent à constituer un des courants noirs du nationalisme mbundu représenté par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), fondé en 1956*, et qui est aujourd'hui encore représenté parmi les élites angolaises de la capitale et de l'*hinterland*.

João Fragoso et Manolo Florentino montrent dans « *A comunidade dos mercadores do Rio de Janeiro e o mercado atlântico Português* » (chap. XIII), par le biais d'une fine analyse de sources des Archives de Rio de Janeiro, que lors du passage du XVIII^e au XIX^e siècle, les ressources obtenues grâce au capital commercial de la ville *carioca* ont rendu viables les routes commerciales atlantiques, l'expansion de l'économie coloniale et, en dernier lieu, la continuité du projet impérial.

Gladys Sabina Ribeiro, dans son article « *Redefinindo os conflitos antilusitanos na Corte do Rio de Janeiro do Primeiro Reinado e do início da Regência : a liberdade e a construção de uma identidade nacional* » (chap. XIV) décrit les tensions et les disputes pour le pouvoir politique qui ont marqué le processus de séparation entre le Brésil et le Portugal, ainsi que leurs relations avec la construction de la nationalité brésilienne dans le contexte de l'indépendance ambiguë du Brésil, proclamée en 1822.

* *Ndlr* : des recherches récentes ont montré que le MPLA en tant qu'organisation n'était pas apparu avant juin 1960, même si l'histoire officielle continue, afin de marquer une antériorité envers les autres composantes du nationalisme angolais, à affirmer la date de 1956.

Robert Rowland dans « *A cultura brasileira e os portugueses* » (chap. XV) s'arrête sur la construction de stéréotypes nationaux stigmatisants. L'auteur montre que le stéréotype construit au Brésil à propos du Portugais considéré comme « un ignorant », « un sot », est relativement récent, contrairement à ce que l'on pourrait penser. Pendant l'entre-deux-guerres l'image la plus commune de l'immigrant portugais était celle d'un « avare ». C'est seulement dans le contexte d'une société industrielle et compétitive, comme le sera la São Paulo du milieu du XX^e siècle, qu'apparaîtra l'image folklorique du Portugais « ignorant » et celle-ci sera diffusée par le biais des histoires drôles sur les Portugais.

Finalement, Bela Feldman-Bianco dans le chapitre intitulé « *Entre a "fortaleza" da Europa e os laços afetivos da "irmandade" luso-brasileira : um drama familiar em um só ato* » (chap. XVI), examine les incidents diplomatiques qui ont eu lieu au début de 1993, entre le Brésil et le Portugal, lorsque des Brésiliens de classes socio-économiques défavorisées, ainsi que les citoyens originaires des Pays africains de langue officielle portugaise (Palop) ont commencé à être interceptés dans les aéroports portugais par le service des étrangers et des frontières. Dans ce contexte de dilemmes apparus à partir de l'entrée du Portugal au sein de la Communauté européenne, la transformation de la relation entre le Portugal et ses anciennes colonies devient nécessaire, de même que le besoin de se positionner face à la présence de citoyens des Palop sur le territoire portugais, conformément aux nouvelles règles sur l'immigration imposée par la Communauté européenne. Dans ce cas, l'auteur suggère que la solution aux conflits diplomatiques ainsi qu'aux mobilisations des immigrants des Palop, se basant sur l'ancestralité partagée ainsi que l'usage commun de la langue portugaise, a permis l'affirmation hégémonique d'une idéologie portugaise conciliatrice, calquée sur des reconfigurations impériales. Ce travail montre comment, dans le contexte d'une production croissante des différences entre Brésiliens et Portugais basées sur la réélaboration d'anciens stéréotypes, les conflits sont devenus de plus en plus importants et se sont transformés en un « drame familial ». Curieusement, le fait de minimiser ces conflits s'est accompagné d'une rhétorique officielle « multiculturelle » qui est, dans le fond, un recyclage des anciens principes lusotropicalistes de la flexibilité et de l'entente dans tout le « monde portugais ».

Le lecteur trouvera dans ce livre un échantillon des préoccupations théoriques et empiriques dont le dénominateur commun réside, au-delà de la recherche de « dialogues critiques », dans leur sensibilité à aborder les débats « lusophones » contemporains sous un nouvel angle. Les problématiques se référant à l'identité, le post-colonialisme, le lusotropicalisme, la multiculturalité, la domination, la relation colonisateur/colonisé, l'historicité et l'Empire, sont ici reprises, non pas sous l'angle des lieux communs qui semblaient, jusqu'à présent, avoir marqué de telles discussions, mais sous le signe de la créativité interprétative et de la richesse théorique.

Du reste, s'il est vrai que, dans le cadre d'une simple recension, on a présenté ces travaux sous la forme d'une mosaïque impressionniste, ce type d'approche est nécessairement incomplet. Au-delà de l'apparence, il y a les dialogues entrecroisés – on tendrait vers le kaléidoscope – réalisés par ce groupe d'historiens et d'anthropologues au long de réunions en 1998 et 1999. Telle une pointe d'iceberg, ce type d'ouvrage échappe à la simple exigence d'une compilation. C'est sans doute pourquoi les « dialogues critiques luso-brésiliens » sont sans cesse actualisés lors de multiples rencontres fréquentées par des chercheurs venant des deux côtés de l'Atlantique.

7 août 2004, **Lorenzo MACAGNO**

Paul FAUVET & Marcelo MOSSE, « *É proibido pôr algemas nas palavras* ». Carlos Cardoso e a revolução moçambicana, Maputo, Ndjira, 2003, 454 p.

Cerner Carlos Cardoso, l'homme, le journaliste, le nationaliste, n'est pas entreprise facile. Paul Fauvet et Marcelo Mosse ont rassemblé vingt-cinq années de

journaux, consulté des notes personnelles de Cardoso et rencontré des témoins-clés de sa vie.

Les auteurs livrent l'image d'un journaliste charismatique, fidèle à ses convictions. Ils font partager ses espoirs, ses illusions et ses moments de détresse. Ce livre a suscité, lors de sa parution, une vive polémique au Mozambique. Une partie de la corporation journalistique a reproché aux deux auteurs une vision hagiographique de Carlos Cardoso et des sources documentaires contestées, le recours à des notes personnelles inédites. Cette polémique reproduit le clivage persistant entre les journalistes des médias publics et les journalistes de la presse indépendante, dont la rupture ne fut pas pacifique. Tout dépend du côté où ces journalistes se placent : Cardoso est vénéré par les journalistes de gauche dont la majorité est passée à la presse indépendante, et l'image que ces derniers se font de lui est contestée par une grande partie des journalistes des entreprises publiques. En effet, c'est le fait de présenter Cardoso dans les moments-clés de l'histoire récente du pays qui est la source de toute l'accusation d'hagiographie.

En dehors de ces clivages classiques, le livre est en phase avec la personnalité de Cardoso et la trajectoire de sa vie. Le reproche d'hagiographie n'a guère de raison d'être : en effet, les auteurs n'hésitent pas à révéler à certains moments combien Cardoso s'était trompé ou était « utopiste ». Certes, pour échapper à cette critique, en tant que journalistes de gauche, ils auraient dû apporter des témoignages autres que de ceux de leur camp. C'est sans aucun doute un défaut de l'ouvrage.

Paul Fauvet, de nationalité britannique, est journaliste depuis 1980 à l'*Agência de Informação de Moçambique* (AIM), l'agence gouvernementale d'information au Mozambique. Marcelo Mosse est également journaliste, éditeur du quotidien faxé de Maputo, *Vertical*. Les deux hommes ont partagé une grande partie de la vie professionnelle de Carlos Cardoso, journaliste d'investigation et propriétaire du bulletin fax *Metical*, assassiné à Maputo le 22 novembre 2000. Le premier a passé dix ans avec Cardoso alors que celui-ci était rédacteur en chef à l'AIM. Le deuxième a accompagné Cardoso dans l'aventure des journaux faxés *Mediafax* et *Metical* dans les sept dernières années de sa vie.

Le livre a été publié en janvier 2003, à un moment d'instabilité politico-sociale au Mozambique, alors que le jugement des assassins présumés de celui qui est considéré comme l'un des grands journalistes mozambicains du siècle était en cours. L'assassinat de Cardoso avait amplifié le discrédit de la justice mozambicaine auprès de la société. Tout ce que le Mozambique compte d'opinion publique était déchiré, et mettait en cause un système accusé de corruption et de clientélisme élitiste. Le jugement portait de deux attentes différentes : celle du pouvoir qui voulait soigner son image et celle du peuple qui s'attendait à voir la chute des « prédateurs du système ». La biographie de Cardoso mettant en scène des personnalités du pouvoir mêlées à des affaires frauduleuses, est venue jeter de l'huile sur la maison en feu.

Le titre témoigne de l'une des affirmations de Carlos Cardoso dans sa dernière interview, selon laquelle « dans les vingt-cinq dernières années du millénaire, c'est la presse et non le parti Frelimo¹⁷ qui [a orienté] le processus idéologique au Mozambique »¹⁸. En effet, lire cette biographie, c'est revisiter l'histoire contemporaine du Mozambique et de la presse locale, longtemps appareil idéologique de l'État. C'est un livre intéressant qui ose aborder des questions sensibles même si y prévaut le point de vue des journalistes « gauchistes » dont l'analyse critique s'est en grande partie avérée correcte.

L'ouvrage retrace la formation intellectuelle et politique de Carlos Cardoso, à travers son vécu au Mozambique colonial et en Afrique du Sud, où il milita contre l'apartheid dans une organisation universitaire de gauche. Son passé tumultueux à

17. Frelimo (Front de libération du Mozambique) : parti au pouvoir depuis l'indépendance.

18. CARDOSO 2000, Entretien avec Emidio Machiana. Pour plus de détails, voir *A revista Tempo e a revolução moçambicana : da mobilização popular ao problema da crítica na informação, 1974-1977*, Maputo, Promédia, 2002.

l'Université de Witwatersrand, son vécu de la révolte de Soweto en Afrique du Sud et son départ forcé au Portugal en 1975, ont forgé ses convictions de militant anti-colonialiste, anti-apartheid et contre toutes les organisations soutenues par ce régime, notamment la Renamo, *Resistência Nacional de Moçambique* : « Je n'arrive pas à dissocier le journalisme des atrocités que la Renamo commet dans mon pays », disait ouvertement Cardoso.

Le grand tournant dans la vie de Cardoso se fit en 1975, lorsqu'il entra à *Tempo*, revue créée à la fin de la période coloniale par des journalistes libéraux majoritairement blancs. Le pouvoir nouveau du Frelimo, « avait une attitude de méfiance permanente » envers ces journalistes instruits et qui vivaient dans un milieu culturel différent de celui de beaucoup de membres du mouvement de libération. Malgré le fait que ces journalistes « se proclamaient révolutionnaires » et étaient enthousiastes à l'idée de construire un nouveau pays indépendant, le Frelimo les considérait comme des « gauchistes capables d'ouvrir la voie à des manœuvres réactionnaires ». Le livre relate les tensions entre les deux parties, particulièrement celles qui ont eu Carlos Cardoso comme principal protagoniste. Les « gauchistes », devenus une sorte d'élite journalistique, ont eu un rôle non négligeable dans l'avènement de la démocratie au Mozambique.

Le livre relate également les circonstances qui ont permis le rapprochement, malgré les tensions, entre les conseillers du président Samora Machel et les journalistes blancs, lesdits « gauchistes ». Cardoso appréciait la personnalité du Président et la manière dont il avait engagé la construction de la nation et la conduite des affaires politiques. Les auteurs de cet ouvrage, également séduits par le charisme de Samora Machel, ont eux aussi du mal à prendre la distance nécessaire avec le mythe Machel : on a, parfois, le sentiment qu'ils sont partie prenante des décisions « positives » de Machel et restent absents des décisions qui se sont révélées plus tard de véritables erreurs politiques. Or l'accès au pouvoir dont Cardoso et d'autres journalistes « gauchistes » disposaient était si large qu'on reste surpris qu'ils n'aient pu manifester leurs désaccords, au moins auprès des conseillers présidentiels. Aucune note, article ou commentaire public de la part des « gauchistes » ne sont cités, par exemple, sur la question de la réintroduction de la peine capitale.

Cardoso écrivait en 1981 que le « Mozambique est un cas rare dans l'histoire de la formation d'une nation. Ce pays est peut-être le plus stable des régimes de toute l'Afrique, malgré sa base matérielle tragiquement fragile et une situation géopolitique extrêmement vulnérable ». Il avait raison pour la situation géopolitique vulnérable du pays. Mais le temps de paix fut rapidement remplacé par une guerre civile et une guerre latente entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, que Cardoso connaissait bien. Il avait gardé des amis dans la presse sud-africaine et connaissait bien le fonctionnement du régime d'apartheid. Dans le contexte du conflit latent avec ce régime, ses analyses étaient incontournables, au point qu'il devint une sorte de conseiller du Président de la République.

Sur ce point, il est intéressant de voir comment Cardoso et ses collègues de l'AIM ont informé l'opinion publique sud-africaine sur les atrocités commises par le régime d'apartheid dans la région d'Afrique australe. Le commandement des SADF, les forces sud-africaines, s'est d'ailleurs insurgé contre l'utilisation par la presse locale des sources « communistes étrangères ». Cardoso était un homme de paix et en accentuant l'envoi de dépêches à la presse sud-africaine, il voulait « contribuer à unir les [deux] peuples dans le chemin commun de l'humanité [et éviter] la reproduction des relations médiocres et humiliantes de domination », précisait-il.

L'ouvrage nous fait découvrir un Cardoso journaliste visionnaire, prédisant dans un article l'assassinat du président Samora Machel. Ce texte prémonitoire fut envoyé à la revue *Tempo*, l'hebdomadaire officieux du gouvernement, pour publication dans l'édition suivante du 19 octobre 1986. Mais *Tempo* hésita – ne serait-ce pas spéculatif, alarmiste ? –, et finalement ne le publia pas. D'autres journalistes de l'AIM, y compris Paul Fauvet, furent de l'opinion de la rédaction de *Tempo*, et lui aussi hésita à

traduire l'article pour l'édition anglaise du bulletin de l'AIM : « Je n'ai jamais fait une pire erreur de jugement. Parce que, trois jours plus tard, le président Samora Machel était mort [...]. Alors *Tempo* décida de publier l'article ».

Choqué par les atrocités de la guerre au Mozambique, Cardoso rédigea en 1990 une lettre adressée au nouveau Président sud-africain, Frederick de Klerk, dans laquelle il dénonçait l'appui apporté à la Renamo par certains secteurs des forces militaires sud-africains. Son message était également destiné aux forces anti-apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud : « Il n'y a pas deux apartheid, l'un pour l'intérieur de l'Afrique du Sud et l'autre pour la région. Les Mozambicains qui sont morts victimes du terrorisme [de l'apartheid] ont péri sous le même drapeau de lutte qui couvre vos morts ».

L'année 1990 fut celle de diverses luttes pour le journaliste. Avidé de changement politique interne, lui et d'autres collègues de la mouvance « gauchiste » adressèrent une pétition au parti Frelimo, demandant la fin de la persécution des journalistes et l'institution de la liberté de la presse au Mozambique. La pétition dénonçait « l'humiliation publique des journalistes par les responsables politiques qui les accusaient gratuitement de subversion, d'agitation, de promouvoir l'instabilité et même le banditisme ». Cet acte fut le dernier de Cardoso en tant que journaliste de la presse étatique.

On aurait donc aimé que les auteurs reviennent sur la période de « traversée du désert » que les journalistes « gauchistes » ont subi de la part du gouvernement du nouveau président, Joaquim Chissano. Ceci expliquerait davantage la rupture avec le pouvoir et les raisons pour lesquelles ils sont devenus une sorte d'opposition au parti unique.

Paul Fauvet et Marcelo Mosse livrent également la « nouvelle » vie de Cardoso dans la presse privée. Éditeur du premier journal indépendant du pays, *Mediatax*, Cardoso fut l'un des acteurs et créateurs de la nouvelle presse qui suivit le déclenchement de la transition démocratique au Mozambique.

En 1996, Cardoso s'intéressa davantage au processus de privatisation de deux banques au Mozambique. Il dévoila la fraude bancaire et les crédits, très élevés et non remboursés, accordés aux membres du parti au pouvoir. Fidèle à sa méthode d'investigation, Cardoso suivit cette affaire pendant des années. À chaque article, il était plus convaincu de la responsabilité de certains hommes d'affaires et de membres du parti au pouvoir. Certains noms, comme celui du fils aîné du Président de la République, revenaient sans cesse dans ses articles. Le 22 novembre 2000, Carlos Cardoso fut assassiné à Maputo, à proximité des installations de son journal.

Le grand mérite de ce livre est de dépasser les différentes facettes, bien retracées par ailleurs, de Carlos Cardoso pour dresser un état de la presse et de la politique mozambicaine dans la période 1975-2000. L'ouvrage doit donc être recommandé au public en général, et évidemment aux étudiants et chercheurs intéressés par le Mozambique.

30 mai 2004, Cláudio JONE

Joshua B. FORREST, *Lineages of State Fragility: Rural Civil Society in Guinea Bissau*, Athens (Ohio), Ohio University Press, 2003, xii + 312 p., bibliogr., cartes, fig., ISBN : 0-8214-1490-9 (« Western Africa Studies Series »).

Après plus de vingt ans de recherche consacrée à la Guinée-Bissau, Joshua Forrest livre une importante étude qui approfondit la question de la résistance des sociétés africaines aux interventions précoloniales, coloniales et postcoloniales. À première vue, s'embarquer dans une étude de cette ampleur, qui couvre une période de plus de cinq cents ans, semble une tâche herculéenne impossible à mener. Il est même probable que personne ne l'ait tentée auparavant, précisément pour cette raison. Les éditeurs, en particulier dans les domaines tels que les études africanistes, sont plutôt réticents à l'égard de manuscrits de plus de trois cents pages. Et de fait, l'auteur a été

amené à réduire de moitié son manuscrit d'origine, ce qui est en soi une épreuve difficile à traverser. L'ambitieuse entreprise de Forrest fournit une révision complète de l'historiographie et de l'anthropologie d'un groupe de communautés qui partageaient un territoire commun le long de la côte ouest africaine avant l'arrivée des Européens. Des sources écrites, à partir de 1450, indiquent que ces groupes occupaient des territoires ancestraux (*tchon* en *kriol*, le créole guinéen) dans la région correspondant actuellement au Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau et Guinée. Les chercheurs ont donc là un contexte spatiotemporel remarquablement bien défini sur lequel se pencher, également marqué par une continuité dans le matériel de source écrite remontant aux premières rencontres afro-atlantiques.

Ceci dit, tout chercheur qui souhaite analyser cette région doit faire face à un certain nombre d'obstacles. En premier lieu, il est essentiel de connaître le portugais, dans la mesure où les récits de voyages, documents archivés et littérature de seconde main ont été pour la plupart produits par des auteurs lusophones. En second lieu, les particularités de l'histoire de la formation de la Guinée-Bissau ont causé la dispersion des données de base à travers différents lieux, dont le Portugal, la France, le Sénégal, la Guinée-Bissau et les Îles du Cap-Vert. Troisièmement, sans une connaissance directe du pays (approximativement de la taille des Pays-Bas), il est à peu près impossible d'appréhender la diversité culturelle produite par plus d'une vingtaine de groupes ethniques dans un espace aussi réduit. Sans cela, pourrait rester inaperçue l'autonomie profondément ancrée au sein de communautés qui ont connu une traite esclavagiste fort longue puis connu trois guerres dans un laps de temps relativement bref. Même les moins familiarisés avec le pays auront entendu parler des récents affrontements de 1998-1999 entre l'armée guinéenne et les troupes sénégalaises appuyant de l'étranger le Président en titre de Bissau, Nino Vieira. De même, la guerre anticoloniale menée par le PAIGC de 1963 à 1974 rappellera des souvenirs, en raison de son remarquable succès et du haut profil international de son *leader*, Amílcar Cabral. Ces deux événements remettent en mémoire des images sur les affrontements violents qui ont eu lieu à peu d'intervalle dans cette zone reculée d'Afrique. Mis à part ces repères historiques, le passé colonial et précolonial du pays demeure largement inconnu, y compris de la plupart des africanistes.

Près de dix ans séparent ce livre de la première incursion – de la taille d'un livre – de Forrest dans l'histoire politique récente de ce pays. Dans ce présent essai, l'auteur a repris le fil conducteur de ses précédentes publications relatives à l'État « *soft* » et à la tenace résistance des communautés sous sa tutelle. Cette fois-ci, pourtant, il étend son champ historique à un passé précolonial beaucoup plus lointain. Les premiers cinq chapitres, soit environ la moitié du livre, traitent de l'époque allant du quinzième au début du vingtième siècle. Les cinq chapitres suivants couvrent les périodes coloniale et postérieure à l'indépendance jusqu'à la guerre mentionnée plus haut de 1998-1999, lorsque le Président en exercice fut évincé et les *jambaars* sénégalais vaincus par le gros des forces armées du pays. Une suite importante de notes (cinquante pages !) et une courte bibliographie complètent le livre.

Ce volume comble l'intervalle couvert par René Pélissier¹⁹ et Peter Karibe Mendy²⁰ dans leurs travaux respectifs sur la résistance populaire à la présence portugaise dans la région. Tandis que le premier fournit un récit chronologique détaillé des accrochages et batailles menant à la « pacification » au cours des premières décennies du vingtième siècle, le second examine de plus près les données politiques majeures concourant à l'instauration de l'ordre colonial et de la courte

19. R. PÉLISSIER, *História da Guiné : Portugueses e Africanos na Senegâmbia (1841-1936)*, Lisbonne, Editorial Estampa, 1989, 2001. [éd. fr. originale : *Naissance de la Guinée : Portugais et Africains en Sénégambie (1841-1936)*, Orgeval (France), Éd. Pélissier, 1989, 488 p. ; bibl., chron., index, ISBN : 2-902804-08-3 (« Ibéro-Africana »)]

20. Peter Karibe MENDY, *Colonialismo Português em Africa: A Tradição de Resistência na Guiné-Bissau, 1879-1959*, Bissau, Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa/Lisbonne, Imprensa Nacional-Casa Moeda, 1994, 311 p.

« Pax Lusitana », jusqu'au début de la guerre anticoloniale. Mais alors que ces travaux adoptent un point de vue militaro-politique sur les conflits afro-portugais, Forrest présente l'avantage de les analyser à partir d'une position politico-anthropologique. Cette distinction est importante. Combiner l'analyse détaillée des capacités et motivations de la résistance au sein d'un certain nombre de groupes « ethniques » (tels qu'entendus ici), avec une étude de l'évolution de l'État africain, constitue une approche bien ancrée dans les études africanistes depuis déjà quelques décennies. Mais Forrest, pour son compte, plutôt que de regarder comment le colonialisme a façonné les sociétés africaines, opte pour l'approche inverse, à savoir comment les sociétés ont influencé la formation de l'État colonial et celui de la période postérieure à l'indépendance. Après l'indépendance de la plupart des États africains dans les années 1960, une nouvelle vague d'analyses politiques a affiché sa dette à l'égard de Max Weber en se laissant guider par la conception « *top-down* » de l'État comme instrument de domination et de coercition. Depuis les années 1980, l'apparition, sur une large échelle, d'élections multipartites a nourri des approches qui mettent davantage l'accent sur le rôle de la société civile et la légitimité des régimes. S'appuyant sur l'exemple de William I. Zartman, Forrest utilise le terme de « *state inversion* » (inversion de l'État) pour décrire le processus de désintégration qui a affecté de nombreux États africains, où le pouvoir de décision politique se limite à un petit « noyau urbain », incapable de s'élargir vers l'extérieur et de gagner le pays dans son ensemble.

Dans le cas de la Guinée-Bissau, ce livre cherche à montrer que la formation de l'État a été freinée de telle manière par la société rurale que ce processus de formation n'a jamais vraiment pu se produire. Ni l'État colonial, ni celui qui lui a succédé ne sont véritablement parvenus à exercer une dose significative de pouvoir et d'autorité sur les sociétés rurales du territoire. La seule alternative ouverte à un État aussi faible était d'atteindre ses objectifs par la violence et la terreur.

Outre le conflit anticolonial mentionné plus haut et la guerre de 1998-99, l'auteur concentre toute son attention sur les campagnes militaires de la première époque menées par un mélange de mercenaires africains et de troupes régulières portugaises qui culminèrent *de facto* dans l'occupation de la plus grande partie du territoire (continental), en 1915. Forrest démontre très adroitement son point de vue en prenant en considération le réseau des alliances multi-ethniques qui sont cruciales pour comprendre la résistance opposée par les communautés africaines ; celles-ci avaient été sous-estimées par des auteurs comme Péliissier et Mendy. Le fait que les sociétés rurales fussent prêtes à renoncer à leur exclusivité ethnique en échange de telles alliances, lorsque confrontées à des défis externes, donna naissance à des formes de mobilisation politique fluides, basées sur une évaluation pragmatique des menaces à leur autonomie (p. 15). L'histoire de la région indique que ces schémas de résistance étaient associés avec l'existence de ce qu'il appelle une « mémoire sociale prétorienne » ou, plus spécifiquement, la mémoire d'une capacité prétorienne (p. 19). Cette dernière se basait sur « une longue série de succès remportés dans les guerres de l'époque précoloniale » qui ont « préparé le terrain historique pour un succès militaire dans la guerre de libération nationale » (p. 19). En dépit du conflit interethnique induit par la traite esclavagiste et le commerce des cultures d'exportation, cette flexibilité de leur mode de coopération permit aux communautés de conserver leur autonomie respective tout en écartant collectivement les menaces redoutées. Le sentiment aigu de leurs exploits militaires encouragea le développement d'un solide sentiment d'identité civile et militaire.

En consolidant et perfectionnant leur capacité de résistance au cours des siècles d'interaction avec les acteurs africains et atlantiques, ces communautés, parvenues au dix-neuvième siècle, possédaient de puissantes forces de combat, bien rodées aux tactiques militaires et capables d'affronter les tentatives européennes de domination (p. 62). Par leur capacité à conserver le contrôle du territoire, ces sociétés avaient en main la plupart des cartes dans ce qui s'avéra être un combat inégal ; elles déjouèrent

continuellement les manœuvres des troupes portugaises auxquelles elles infligèrent la défaite. Dans la période entre les années 1840 et 1912, les incursions portugaises s'avèrent sans effets, en raison, entre autres, de leur caractère épisodique, du manque de préparation et de motivation du personnel en arme et du manque de jugement sur les capacités et intentions des Africains. Ce n'est qu'en raison de l'option prise de faire appel à des bandes de mercenaires africains qui exerçaient le pillage, le viol et les massacres pour pénétrer l'intérieur du pays, que la résistance militaire de la plupart des communautés fut brisée. À noter cependant, que ces efforts ne furent finalement couronnés de succès que sur le terrain de bataille et ne produisirent pas de victoire au sens politique du terme. Bien que ce changement radical de stratégie permit à la colonisation de prendre pied dans la région sur une portion significative du territoire, il ne permit pas d'écraser les principales structures de pouvoir ni de démanteler les alliances multi-ethniques. Après la conquête de la région allouée au Portugal à l'intérieur de frontières déterminées à la Conférence de Berlin et par des négociations bilatérales avec la France, la ruée sur l'Afrique semblait terminée.

Dans le cas de la Guinée « portugaise », l'autorité coloniale sur les populations s'avéra contestée et de courte durée. Des accrochages ici et là firent douter de l'apparente pacification de la province, ainsi que la résistance passive qui prouvait que « la souveraineté politique de l'État colonial portugais » n'avait pas été acceptée (p. 140). Occasionnée par la faiblesse des infrastructures administratives, une politique de terreur d'État fut « réactivée » chaque fois que « sa souveraineté était sérieusement mise en question » (p. 140). Les actions de défiance de l'autorité avaient pour causes principales la collecte de l'impôt et le travail forcé. Votant avec leurs pieds, beaucoup d'habitants migrèrent dans les territoires voisins, surtout le Sénégal. Forrest identifie trois situations caractéristiques des relations politiques entre l'État et la société civile, à savoir : le rejet des chefs imposés dans des communautés acéphales (i.e. chez les Balantes et les Bijagos) ; le manque de crédibilité des chefs cooptés (i.e. chez les Fulas, Mandingues et Biafadas) ; et l'érosion de l'autorité politique traditionnelle avec les luttes de chefs qui s'ensuivirent (i.e. chez les Manjaques). Une des mutations intéressantes à noter pendant la période coloniale fut l'émergence de sous-cultures alternatives, essentiellement de nature religieuse et basées sur les classes d'âges, qui entraînèrent dans leur sillage une population croissante et eut pour effet de rediriger les flux de revenus. Ce phénomène concerna particulièrement les groupes non islamisés des zones littorales. De plus, les échanges commerciaux entre les différents groupes et un important commerce transfrontalier qui échappait au contrôle colonial, permirent aux gens d'avoir accès aux produits de premières nécessité et alimentèrent des réseaux informels extrêmement actifs.

Ces phénomènes mirent en lumière l'existence d'une dynamique interethnique qui s'avère être le principal point d'appui de la lutte anticoloniale qui commença de prendre force dans les années 1950. Aiguillonnées par une adhésion à un mouvement bien organisé (le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, PAIGC), par la « revanche historique », par une mémoire sociale prétorienne qui était restée intacte et par réaction à la violence des mesures prises par les Portugais pour réprimer l'insurrection, les populations rurales adhèrent en nombre croissant aux campagnes de mobilisation nationalistes. La guerre, qui dura de 1963 à 1974, fournit aux jeunes générations l'occasion d'accroître leur prestige social face à leurs aînés. Dans certains cas, ces derniers, demeurés indécis quant au parti à prendre, jouèrent un rôle ambivalent qui aboutit souvent à leur remplacement par des individus plus soumis. Dans l'ensemble, les communautés rejoignirent la lutte davantage pour des raisons sociopolitiques que sur une base ethnique. Les attitudes qui marquèrent la résistance pendant la période coloniale contre la prétention du PAIGC au leadership, allaient également mettre en danger l'État post-indépendance. Les structures locales héritées de la lutte, telles que les comités villageois, ne vinrent pas remplacer l'autorité communautaire, tandis que la mise à l'écart des dignitaires ayant collaboré

créait un vide au niveau du pouvoir que le système du parti unique fut incapable de combler. En dépit des efforts déployés pour prendre le contrôle sur le commerce interne et la redistribution des terres, l'économie de la Guinée-Bissau ne réussit jamais à réellement décoller. Les ministères dans la capitale, Bissau, ne jouissaient d'aucune autorité hors de la capitale, de sorte que les politiques ne prirent jamais racine dans le cœur du pays. Des querelles intestines et des coups successifs illustrèrent l'instabilité intrinsèque qui minait l'État après l'indépendance, mettant ainsi en évidence les lignes de fractures entre la société rurale et les institutions nationales.

Malgré sa vaste portée et sa chronologie en profondeur, le livre révèle quand même un certain nombre de lacunes qu'il faut souligner. Pour commencer, les données d'archives collectées n'incluent pas de matériel en provenance des archives de Guinée-Bissau (par exemple les dossiers de l'INIC - *Instituto nacional de investigação científica*, utilisés par Mendy), qui sont en possession de l'Institut national d'études et recherches (INEP) depuis le milieu des années 1980. Bien que l'auteur ait extrait des informations des archives coloniales de Lisbonne (*Arquivo Histórico Ultramarino* - AHU), elles ne comprennent pas de documents provenant des archives militaires (*Arquivo Histórico Militar*) de cette capitale. Les archives des services secrets portugais (PIDE), qui ont été ouvertes au public dans les années 1990, auraient sans doute fourni un matériel important, surtout sur la lutte anticoloniale. Naturellement, les sources provenant des Archives nationales du Sénégal (AND) fournissent des données comparatives incisives qui compensent, du moins en partie, ces omissions. Pour ce qui est du matériel de seconde main, il faut noter certains excès et lacunes. Dépendre d'études de seconde main produit des biais ; par exemple, les Manjaques ont fait l'objet de nombreuses études (depuis le début des années 1990 en particulier) et font donc ici l'objet d'un traitement préférentiel. Par ailleurs, il manque un certain nombre de références dans la bibliographie, celles du travail de Jean Mettas²¹ sur la Guinée coloniale et de Stephanie Urdang²² sur la mobilisation politique pendant la guerre anticoloniale. Le livre n'inclut pas non plus de glossaire créole et portugais qui serait pourtant un guide utile pour la grande majorité des lecteurs non familiers de la langue et culture lusophones. Par ailleurs, les nombreuses erreurs dans l'orthographe des mots créoles et surtout portugais suggèrent qu'un travail d'édition plus soigné aurait été souhaitable.

Au niveau conceptuel, l'analyse des relations entre la société civile et l'État pose quelque problème au lecteur, à savoir celui de l'absence de quoi que ce soit qui fasse penser à un État avant l'occupation militaire du début du vingtième siècle. C'est pourquoi, lorsque l'auteur fait référence à un État vaincu (?) pour la période 1890-1909 au chapitre 4, il y a exagération dans les termes. Une administration embryonnaire, centrée dans la capitale insulaire Bolama à partir de 1879 et un petit nombre de villes de garnison dispersées, ne peuvent en aucun cas être considérés comme un État. On se demande finalement quand la Guinée « portugaise » est véritablement devenue un État, et pourquoi l'auteur n'a pas prêté davantage attention à ce processus de formation. Dans les chapitres 6, 7 et 8 qui couvrent la période des années 1920 aux années 1960, il consacre son analyse presque entièrement aux différents aspects de la société civile guinéenne en pleine expansion. Mais peu de pages sont consacrées à la formation de l'État ; certes quelques campagnes punitives, la désignation des chefs, le travail forcé, la captation des cultures d'exportation et les taxes, sont, de prime abord, des attributs types d'un État colonial. Bien sûr, l'intervention coloniale était sans doute mise à mal par son échec à écraser la résistance, par l'érosion de l'autorité de nombreux chefs désignés, par les problèmes liés à l'organisation des équipes de travail, la migration et les circuits commerciaux

21. J. METTAS, *La Guinée Portugaise au XX^e siècle*, Paris, Académie des Sciences d'outre-mer, 1989.

22. S. URDANG, *Fighting Two Colonialisms : Women in Guinea-Bissau*, New York, Monthly Review Press, 1979.

informels (transfrontaliers), ainsi que par l'évasion fiscale à grande échelle. L'auteur donne un certain nombre d'exemples de mesures qui, s'étant avérées impossibles à mettre en place, furent annulées ou abolies. Les réunions des administrateurs et *chefs de posto*, tenues à partir du milieu des années trente (non mentionnées dans le texte) en disent long sur le sujet. La question est donc de savoir quel type d'appareil existait pendant les périodes cruciales telles l'intervalle entre 1920 et les années 1950. Supposer – a priori – qu'il y ait eu un État colonial souverain, qui contrôlait effectivement le territoire et ses habitants, est un point de vue assez discutable. Est-ce que l'idée d'un État « faible » est compatible avec notre notion d'un État moderne ? Bien que l'administration coloniale en Guinée portugaise ait tenté d'édifier une organisation territoriale et une infrastructure politique de base, elle a gardé tous les signes distinctifs d'un mirage politique. Des démonstrations de force épisodiques, comme la soumission par des moyens militaires des peuples vivant à l'intérieur des frontières convenues avec la France en 1915, ou l'imposition du régime de l'État Nouveau à partir des années 1930, révèlent des faiblesses infrastructurelles endémiques. L'hypothèse selon laquelle un État faible serait, implicitement, capable de terroriser sa population, est incompatible avec sa faiblesse intrinsèque sur le terrain. S'il n'y avait pas réellement d'appareil pour mettre en œuvre les politiques les plus élémentaires, il ne pouvait pas non plus y en avoir pour contraindre les populations à s'y soumettre. Après tout, le recours à la terreur est censé avoir montré que l'administration n'avait pas le pouvoir d'imposer sa loi. Reste encore à examiner la « Guinée portugaise » pendant la guerre anticoloniale : à quel type d'État avons-nous affaire ? S'agit-il d'une entité politique différente ? Un « État faible » est-il momentanément devenu fort ? La (re)militarisation de son appareil et de ses stratégies en a-t-elle modifié les caractéristiques intrinsèques et le statut ? Le fait que les régimes postérieurs à l'indépendance aient également échoué à édifier de véritables institutions capables de durer (voir chapitres 10 et 11) est à prendre comme une indication évidente que ces faiblesses (qui furent et continuent d'être structurelles) ont bel et bien empêché la formation d'un État. Vu sous cet éclairage (et pour user de la terminologie de l'auteur), ne devrait-on pas plutôt interpréter ce qui apparaît comme un succès des campagnes de mobilisation anticoloniale et de la guerre anticoloniale qui réactivèrent la mémoire sociale prétorienne des groupes composites, comme l'expression de la volonté de la « société civile » de ne pas avoir d'État (sous aucune circonstance, ni d'aucune sorte, « faible » ou « fort »), ce qui, en conséquence, ne s'est jamais matérialisé ? Malheureusement (peut-être à cause de la pression éditoriale ?), l'étude traite de façon trop succincte de la période postérieure à l'indépendance et, en particulier de la guerre 1998-1999, pour permettre de fournir une réponse définitive.

En dépit de ces lacunes et de ces flottements, le livre est exceptionnel par son ampleur et sa profondeur. En sortant de l'oubli un pays par ailleurs très négligé avec son histoire mouvementée, Forrest a rendu justice à la Guinée-Bissau. Il a surtout choisi, à juste titre, de montrer les singuliers exploits des différentes communautés et la manière dont elles ont mis en échec, et continuent encore de le faire, l'intervention extérieure (par l'intégration de quelques *outsiders* et autres phénomènes associés), tout en conservant leur autonomie au cours du processus. L'étude de Forrest montre également comment la combinaison de sources de première et seconde main et l'utilisation créative de la théorie politique moderne peuvent être productives pour l'analyse comparative des capacités de résistance des sociétés africaines. Son approche alimente substantiellement le thème du changement politique, qui est (à nouveau) remis à l'ordre du jour en Afrique, depuis que les élections multipartites sont devenues une question centrale. Souhaitons que le travail de l'auteur puisse inspirer des chercheurs prêts à faire sortir de l'ombre des zones d'Afrique oubliées

ou négligées et à reconsidérer des prémisses historiques et politiques, en remontant dans leur lointain et plus récent passé, dans une perspective comparatiste.

Juin 2004, **Philip HAVIK***
[Traduit de l'anglais par B. Lachartre]

Marzia GRASSI, *Rabidantes : comércio espontâneo transnacional em Cabo Verde*, Lisbon, Imprensa de ciências sociais/Praia (Cape Verde), Spleen Edições, 2003, 354 p., ISBN : 972-671-108-8.

Rabidantes by Marzia Grassi is a multi-faceted book. It is at once a broad and ambitious theoretical critique of the existing literature on development and also a focused analysis of informal traders on one of the islands of Cape Verde. The use of methodology is equally comprehensive. The book relies on extensive use of descriptive statistics to illustrate the particularities of the Cape Verdean economy and then utilizes surveys and interviews for a quantitative and qualitative study of a subset of traders who work at Sucupira market in the city of Praia on the island of Santiago. The book's lengthy examination of the informal sector, the role of gender, the challenges of development, the characteristics of transition, and the impact of globalization on a small nation-state will interest those scholars in the social sciences who study the political economy of developing countries.

The book is divided into four discrete sections: a review of the economics literature on development, secondly, a broad overview of the economy of Cape Verde since independence; third, a narrow, but exhaustive case study of *rabidantes*, or informal sector, male and female traders who work in the Sucupira market, and lastly, a summary section that reevaluates economic theories in light of the insights offered by the study of Cape Verde's informal sector. The first section is a thorough review of the economic development literature that analyzes among other issues, the notion of progress in economics, the concept of development and its application to Africa, and the relationship of African economies to the world economy. Furthermore, Section I exposes the challenges that the discipline of economics and other social sciences have faced (or sidestepped) regarding the rise of the informal sector and especially the role of women in that sector.

This section offers a substantive survey of many of the major debates in the economic development literature. At one point, it discusses Schumpeter's conceptualization of the role of entrepreneurs in development (p. 63-67) and at another, it explains the reasons for the shift from the Women in Development (WID) approach to the Gender and Development (GAD) approach (p. 90-97). It is a section where the author exposes many of the shortcomings of the development literature in a way that is both provocative and insightful. While it does a good job of setting the scene for the sections on Cape Verde that follow, however, it could have had more forward linkages to the material that will be discussed in later sections. In various places, the section misses the opportunity to explain to the reader the relevance of this or that issue for interpreting the material in the rest of the book.

Section II turns to an examination of the Cape Verdean economy, in order to provide a context for the study of female traders of Sucupira that will follow in Section III. After a rather inauspicious beginning, in which it leaps historically from the slave trade to independence in the matter of a few pages, Section II settles down

* © 2004 by H-Net, tous droits réservés. *Lusotopie* remercie l'auteur, Philip Havik, de l'Instituto de investigação científica tropical (Lisbonne) et les éditeurs de l'édition originale en anglais diffusée par le réseau H-Africa, membre de H-Net : Humanities & Social Sciences Online, de l'autorisation de republication en français. Contact : <hbooks@mail.h-net.msu.edu>.

to a detailed discussion of the economic specificities of the Cape Verde Islands. The challenges faced by the inhabitants of Cape Verde include a dependence on external capital, geographical isolation (which makes trade necessary, expensive, and difficult), and a gross domestic product dominated by the tertiary sector. Trade, transport and telecommunications plus government services equaled 50% of GDP in 1995.

Section II also looks at how successive development plans passed by independent governments sought to confront these challenges. It observes that the Cape Verdean government, like the other newly independent governments in Lusophone Africa, initially adopted socialist policies and emphasized widespread state intervention into productive enterprises, extensive economic planning, and the use of bi-lateral aid to end the «exploitation of man by man» (p. 120). In spite of growth and the reduction of unemployment during the 1980s, the leadership began to modify its socialist platform in the mid-1980s in an attempt to reduce a ballooning budget deficit and its external dependence on grants and loans. By the early 1990s, the leadership had followed the course assumed by many other African countries and abandoned socialism completely. It adopted liberalization measures and privatized its state sector throughout the 1990s.

Section II presents a story of economic difficulty and changing economic policies that will be familiar territory to many scholars of Africa. I have two issues with the claims however. First, many of the arguments for the policies adopted by the government are ascribed to economic necessity rather than political exigency. Too often, Section II presents the government as a neutral actor making decisions based solely on economic considerations or on current ideological trends (state intervention notions of 1970s versus neoliberal influences of the 1990s). Aside from a quick reference to «neopatrimonialism» (p. 149) which is now the conventional explanation for almost anything the African state does these days, the section largely ignores the role that political power or interests might have played in the decisions that independent Cape Verdean governments have made since 1975. Secondly, the section could have been more clearly presented. Although there are some nice forward linkages to Section III beginning on p. 149, the section misses the chance to refer back to some of the theoretical literature in Section I in order to contextualize the claims regarding the Cape Verdean economy. Moreover, the section is full of acronyms and abbreviations, yet there is no accompanying list at the beginning of the book for the reader to consult. It is rather frustrating for the reader to have to dig through the book to locate the meaning of an acronym. Lastly, there is no map of Cape Verde supplied.

Section III is really the heart of the book and is a microscopic examination of informal traders at Sucupira market on the island of Santiago. Locally known as *rabidantes* – a Cape Verdean, creole expression for someone who is good at convincing others, the majority of the traders at Sucupira are women. Grassi's purpose in this section is to figure out the characteristics of the traders such as educational level, family size, ages, etc.; where and how they trade, and what the conditions are like in Cape Verde's informal sector. She does a quantitative survey and also collects the life histories of 58 out of 800 traders at the market, of which 50 are women. Like others, Grassi uses the surveys and interviews to chip away at the myths about the sector. She demonstrates that, contrary to Hernando de Soto's claim that the informal sector arises in defiance of state rules and regulations, actually many of the traders welcomed greater state intervention with regard to the supply of credit and the alleviation of poverty. Secondly, contrary to the association of informality with chaos, Grassi shows that not only are informal traders stratified by age, income, and longevity of occupation, but also they share a collective identity and are well organized. Her portrayal of the variation, hardships, and solidarity of the sector supports the findings of other studies of the informal sector such as that by Aili Tripp on Tanzania and José Itzigsohn on Costa Rica and the Dominican Republic.

In light of the study of *rabidantes* at the Sucupira market, Section IV returns to the critique of the literature begun in Section I in order to summarize the ways in which conventional economic analyses of development fail to acknowledge the gendered dimensions of the informal sector. Here, the book might have moved beyond a criticism of the work by economists and referenced the considerable literature by anthropologists, historians and political scientists such as Gracia Clark, Aili Tripp, Janet MacGaffey and Rémy Bazenguissa-Ganga, to show that other social scientists are highlighting the role of women and recognizing the importance of informal trade in Africa even if economists are not. Still, the book has made a significant effort to incorporate Cape Verde into the existing literature. It has provided a good foundation for the inclusion of Cape Verde's experience into comparative studies of women and the informal sector in other island economies and in other African countries.

August 2004, M. Anne PITCHER

Norrie MACQUEEN, *United Nations Peacekeeping in Africa since 1960*, Londres, Longman-Pearson Education Ltd, 2002, 308 p., index, cartes, bibliogr., ISBN : 0 582 38253 X (« The Postwar World »).

Jusque dans les années 1980, l'ONU n'avait envoyé du personnel militaire en Afrique qu'une seule fois, au Congo (1960-1964). De 1989 (Namibie) aux processus en cours en 2001, dix-sept opérations de maintien de la paix s'y sont déroulées. Encouragés par l'issue heureuse de la première intervention namibienne, un total de 100 000 hommes fut envoyé en Afrique, avec des succès (Mozambique) et des destins plus tragiques (Rwanda, Somalie), dans un continent devenu la proie de troubles militaires internes ou transfrontaliers.

Norrie MacQueen dirige le Département « Politics » de l'université de Dundee (Écosse) où il est spécialiste en relations internationales. Il a notamment publié sur la décolonisation portugaise *The Decolonization of Portuguese Africa: Metropolitan Revolution and the Dissolution of Empire* (Londres, Longman, 1997), vite traduit en portugais (*A Descolonização da África Portuguesa*, Lisbonne, Inquérito, 1998). L'objectif de son nouvel ouvrage est de proposer une série de monographies nationales sur l'ensemble des opérations militaires de l'ONU de maintien de la paix qui se sont déroulées en Afrique Noire de 1960 à février 2002 (limite du livre, paru en octobre 2002), en ayant recours à des sources d'informations onusiennes. Treize pays sont traités : Angola, Congo, Érythrée, Éthiopie, Libéria, Mozambique, Namibie, République Centre Africaine, Rwanda, Sierra Leone, Sahara Occidental, Somalie, Tchad.

L'introduction présente une typologie en quatre catégories : intervenir malgré des désintégrations d'États (Somalie) ; renforcer l'action d'organisations régionales multilatérales (Libéria) ; contrôler la bonne application d'accords de paix (Angola) ; superviser un accord international (Namibie). La conclusion présente trois « impacts » de ces opérations : positif (Mozambique), neutre (Sahara Occidental), négatif (Somalie). L'auteur, enfin, relève les facteurs de succès pour les opérations de l'ONU : conditions internationales favorables, absence de crises civiles internes, conscience par les populations que l'ONU pourra apporter une solution générale à la destinée du pays. Les questions soulevées concernent les raisons qui peuvent déterminer le succès ou l'échec d'une opération, ainsi que les facteurs internes et externes qui ont pu amener à l'« effondrement » d'États (*Collapsed States*). L'auteur omet d'énoncer une définition de ce qu'il entend par « maintien de la paix » (un « concept insaisissable »). Et les différentes opérations ne sont pas appréhendées par les matrices récentes qui ajoutent, au traditionnel « maintien » de la paix (*Peace Keeping*), sa « construction » (*Peace Building*) ou son « imposition » (*Peace Enforcement*). Or, les subtilités des théories de la sécurité internationale seraient à même d'introduire des nuances dans des réalités de terrain souvent vues comme trop homogènes (l'ONU comme « pacificateur »). L'ouvrage reste ainsi centré sur la

« sécurité nationale » (la menace de violence physique contre l'État), et ne prend pas en compte la nouvelle approche de « sécurité humaine » (la menace de violence non militaire contre les individus), qui permet de traiter de manière spécifique les guerres civiles infra-étatiques.

Pour chaque État, l'ouvrage propose une description historique, en présentant les contextes puis en relatant par le menu les différentes modalités opérationnelles des interventions. Norrie MacQueen établit un lien intéressant entre les missions de l'ONU, les types de conflits et les sous-régions, pour mettre en évidence les connections régionales (page 32). Ainsi, il structure les opérations en cinq chapitres : « *Central Africa : patrolling the ethnic frontier* » ; « *Southern Africa : managing delayed decolonisation* » ; « *West Africa : controlling the warlords* » ; « *The Horn : reconstructing and defining the post-Cold War State* » ; « *Trans-Saharan Africa : making borders* ». Les initiatives de paix autres que celles des institutions centrales de l'ONU sont peu abordées. Ainsi il n'est pas fait mention du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, ou de la force d'action européenne Schirbirg (*Multi-national Standby Force High Readiness Brigade For UN Operations*), qui a œuvré en Éthiopie et en Érythrée à partir de janvier 2002. On pourra regretter l'absence d'approche par le bas, pour analyser l'impact économique et sociologique de la présence de ces milliers de militaires, durant des années, sur la cohésion interne des États (14 000 hommes en Angola et au Mozambique), en terme de maîtrise des armes légères et de petit calibre (ALPC) par exemple.

Alors que l'auteur couvre treize États, il ne propose pas de grille d'analyse commune. Or, il apparaît que ces opérations sont précisément relativement semblables dans leur ingénierie. Dès lors, la méthode comparatiste est stimulante pour proposer des ressemblances et des différences entre les destinées des corps de maintien de la paix (ce qui un peu abordé dans les sous-régions considérées). Un tableau récapitulatif des différentes missions aurait pu être présenté pour permettre une vision globale ainsi qu'une comparaison factuelle mais directe.

Concernant les Pays africains de langue officielle portugaise, si rien n'est dit sur São Tomé, il est en revanche mentionné que le Cap-Vert appartient à l'Ecovas (*Economic Community of West African States*), organisation régionale qui fut impliquée dans la guerre civile en Guinée-Bissau en 1998, mais sans la reconnaissance des Nations Unies. Le Mozambique est plus longuement décrit, avec l'Onumoz (*Operação das Nações Unidas em Moçambique*, décembre 1992-décembre 1994) qui contrôla les élections générales de 1994. Les raisons du succès de l'opération tenant à la volonté de paix des acteurs, la faible discipline de la Renamo et l'absence de ressources économiques des protagonistes (pages 158-166). Enfin, l'Angola est longuement abordé, au long des dix années de présence de l'ONU (pages 110-146). L'auteur se cale sur les missions onusiennes : Unavem I (*United Nations Angola Verification Mission*, janvier 1989/mai 1991, retrait des 50 000 cubains), Unavem II (mai 1991/février 1995, contrôle de l'application des *Acordos de Paz* de Bicesse), Unavem III (février 1995/juillet 1997, application des accords de paix de Lusaka), Monua (*United Nations Observation Mission in Angola*, juillet 1997/mars 1999, sanctions économiques contre l'Unita). La « seconde guerre d'Angola » des années 1990 n'est pas directement abordée. Norrie MacQueen interprète les difficultés du processus, en comparant avec la trajectoire du Mozambique, par le fait que les missions de l'ONU ont pu renforcer le clivage historique entre le MPLA et l'Unita, au lieu de le faire évoluer en règlement pacifique du différend.

L'ouvrage est documenté : index thématique de 800 entrées ; bibliographie de 300 références, dont nombre de sources primaires (accords de l'ONU, arrêts de la Cour Internationale de Justice) ; chronologie générale. Norrie MacQueen a écrit une enquête vivante, à laquelle pourront se référer les opérateurs et les analystes. On pourra regretter le parti pris descriptif et le fait que le corps du texte renvoie peu aux nombreuses références bibliographiques. Cela n'altère en rien la qualité de l'ouvrage, qui offre une lecture fructueuse pour les personnes travaillant sur la problématique

de la Paix.

Juillet 2004, Jérôme VIALATTE

João Pedro MARQUES, *Os sons do silêncio : o Portugal de Oitocentos e a abolição do tráfico de escravos*, Lisbonne, Instituto das ciências sociais, 1999, 510 p., bibl., index, ISBN : 972-671-056-1.

João Pedro Marques est chercheur de l'*Instituto de investigação científica tropical* (IICT) depuis 1991, au sein du *Centro de estudos Africanos e Asiáticos*. En réalité, sa recherche remonte à plus loin, sa profession antérieure de professeur d'histoire dans le secondaire ne l'ayant point empêché de réunir une documentation considérable. Son travail est d'ailleurs conçu sur la durée et devrait aboutir à trois ouvrages sur le Portugal et l'abolition de l'esclavage, dans le cadre du projet « Idéologies politiques coloniales et post-coloniales portugaises » dirigé par Rosemary Jill Dias. L'ouvrage ici présenté est le premier de cette trilogie, les deux suivants devant porter sur l'attitude du Portugal face à l'émancipation des esclaves, et aux suites du travail forcé jusqu'au XX^e siècle.

Os sons do silêncio (« Les sons du silence ») ne porte pas sur l'esclavage en tant que tel, mais sur le trafic servile, avant tout transatlantique. Il s'agit d'une histoire politique et sociale, mais surtout d'une histoire des idées. Il s'agit également d'un travail remarquable dont on peut être sûr qu'il sera une pièce importante dans l'historiographie de la question. Il est souhaitable qu'il soit traduit en anglais et en français.

Les sources, tant archivistiques que bibliographiques utilisées sont considérables. On regrettera cependant que l'auteur n'ait pas travaillé directement dans les archives du Cap-Vert, d'Angola et du Mozambique. Il y aurait trouvé les séries complètes des *Boletins Oficiais*, qu'il n'a consultées, à Lisbonne, que pour quelques années.

Le livre est une thèse soutenue en 1999, dont l'auteur dit lui-même qu'elle n'a été que très peu modifiée pour sa publication en livre. Il semble cependant qu'elle ait été écrite presque complètement en 1995 ou 1996 (on trouve en bibliographie une seule référence datée de 1996, deux seulement de 1995) ; l'auteur qualifie de « très récent » un texte de Valentim Alexandre qui est de 1994. Ces remarques « chronologiques » auront leur importance pour la compréhension de ce qui est un défaut – à mon avis – de l'ouvrage. En revanche, dans ce cas, la « forme thèse », qui est parfois très pesante quand un travail de doctorat est publié tel quel en livre, ne pose aucun problème : l'auteur a visiblement écrit un livre, pensant à l'édition dès avant la soutenance, et il se trouve que ce livre est une thèse. Il se lit donc sans difficulté, tant en ses parties factuelles que dans celles de débat.

L'auteur ne remet pas frontalement en cause les thèses jusqu'alors prévalentes sur la question du retard du Portugal à abroger et interdire la traite : résistances des milieux coloniaux et des Africains liés à eux, pénurie de moyens d'action, inexistence de sentiments abolitionnistes en métropole. Tous ces facteurs sont maintenus mais sont fortement nuancés et combinés à un autre, celui du nationalisme portugais, nationalisme aux effets contradictoires selon les conjonctures politiques portugaises (absolutisme, septembrisme, chartisme...).

Le plus nouveau dans le travail de l'auteur restera la traque systématique qu'il a faite, de tous les sentiments pro-, anti- ou « tolérancistes » à l'égard de la traite, exprimés au Portugal, tant par les dirigeants politiques de premier plan (Sá da Bandeira, Palmela, etc.) que dans la presse, le théâtre, la littérature, les gazettes locales (y compris coloniales, ou celles des communautés émigrées à Londres et Paris, ou Rio bien sûr et Bahia). On voit donc qu'il n'y a nul « vide » idéologique sur la question, et que, quand il y a des moments de « silence », il s'agit d'une tactique délibérée des partisans du statu quo : le trafic continue en silence.

L'auteur nous fait ainsi plonger au cœur des débats politiques, idéologiques et éthiques, en gros de 1810 à 1860 (guerre civile américaine) et analyse ainsi la « *vontade dos senhores* » (« la volonté des maîtres ») auparavant peu étudiée, à savoir l'ensemble

des déterminants qui dictent leur conduite aux dirigeants – une analyse très fine des zigzags de Sá da Bandeira sur la question est, par exemple, présentée.

L'ouvrage n'est, cependant, pas seulement œuvre de recherche et d'exposition des faits découverts. Il est aussi, au long de toutes ses pages, un travail de débat avec d'autres auteurs ayant travaillé la question. Ce débat est, du reste, international, même si l'auteur interpelle surtout les historiens portugais et, parmi ceux-ci, notamment José Capela et plus encore Valentim Alexandre.

Il y a en effet, sur la question de l'abolition, un peu le même débat qu'il y a eu dans tous les pays sur le lien entre impérialisme et infrastructure économique, sur la « rentabilité globale », ou non, du colonialisme. De la « non-rentabilité » globale, certains ont déduit à la nature principalement politique du colonialisme. Ce type de raisonnement pêche évidemment de plusieurs manières : la « non-rentabilité » globale peut avoir été fort rentable pour quelques secteurs bien introduits au sein du pouvoir ; il peut y avoir des causes économiques, qui ne sont nullement immédiates et mécaniques ; ces causes économiques ne s'opposent pas aux causes politiques, ces dernières étant très liées à l'idéologie des élites, à leur imaginaire de la nation, toutes subjectivités à leur tour liées à la vie sociale et économique non point d'un moment, mais d'une époque. Il est un peu facile de dénoncer un matérialisme vulgaire (notamment un marxisme de pauvre vulgate) pour ensuite se poser en producteur d'une analyse équilibrée. Il y a eu moult analyses matérialistes vulgaires, ce qui ne saurait remettre en cause l'analyse matérialiste elle-même qui n'a aucune raison de refuser le poids des subjectivités et imaginaires – dont le nationalisme.

Relativement à l'abolitionnisme, la polémique a été du même ordre en Grande-Bretagne et aux États-Unis (Seymour Drescher contre son aîné Eric Williams), en France ou au Portugal : l'abolitionnisme est-il le résultat de l'évolution du capitalisme et de l'impérialisme, qui avaient poussé à la prolétarianisation moderne contre le travail servile ?

Au Portugal, la question est évidemment contextualisée par la Révolution des Œillets de 1974 qui met fin à la longue dictature et à l'empire colonial. Face à l'idéologie de l'État Nouveau niant tout travail forcé et répétant *ad nauseam* que le Portugal a toujours pratiqué sous les Tropiques la « *doçura* » et réglé les problèmes « *aos abraços* », il était logique que la nouvelle génération d'historiens portugais réagissent. Il est vrai par ailleurs que, dans ce même contexte, ces historiens ont été influencés par un marxisme pas forcément toujours très dialectique, voire carrément économiciste (... et de ce fait peu marxien !). Au Portugal comme, du reste, ailleurs, certains ont sans doute voulu prouver un lien immédiat et mécanique entre l'évolution du capitalisme dans les pays du Centre et la montée et la diffusion de l'abolitionnisme. De ce fait, ils ont évidemment sous-estimé les facteurs religieux (notamment le rôle des Quakers, ou autres protestants) ou politiques. Mais cela doit-il mener à oublier que ces facteurs religieux et politiques s'insèrent, eux aussi, historiquement, dans l'évolution économique et sociale des pays capitalistes d'alors ?

L'auteur, tout à sa critique – sans doute au moins partiellement justifiée – de José Capela et Valentim Alexandre, tord en pratique le bâton à l'envers, même s'il n'en revient pas – il le précise explicitement – à la thèse de l'*Uneconomic Imperialism* chère à R.J. Hammond (pp. 358 et 359-361). En effet, il dénombre – recherches à l'appui – qu'il y a eu très peu de projets économiques aux colonies, que les compagnies formées n'ont jamais réussi à réunir les capitaux nécessaires et que cela n'était pas le fait de circonstances (instabilité gouvernementale chronique) mais d'un désintérêt de la bourgeoisie portugaise et du public en général. Il est même très convainquant dans sa démonstration. Il montre aussi – de bien belles pages – que si le mythe des « Nouveaux Brésil » a bien existé, il fut largement contrebalancé par la réputation de l'Afrique comme le « *sepulcro do Europeu* », selon le mot de Figanière (envoyé portugais à la commission mixte de Sierra Leone en 1820), qui fit florès ensuite dans sa traduction anglaise par F. Harrison Rankin (« *The White Man's Grave* »). Ni capitaux, ni hommes, voilà sans aucun doute des arguments de poids pour prouver le désintérêt du capitalisme portugais envers l'Afrique, et pour montrer *ipso facto* que

ce n'est pas l'évolution de ce capitalisme qui peut expliquer le tournant abolitionniste du Portugal entre 1836 et 1842.

On est à la fois convaincu – abondance de matériaux historiques présentés – et gêné par cette démonstration de l'auteur... Plus exactement, par sa nature *partielle*.

Premièrement, il croit répondre « généralement » alors qu'il ne fait que mettre en pièces un lien de causalité mécanique et direct entre capitalisme portugais du XIX^e siècle et abolitionnisme. Deuxièmement, il ne présente pas une vision globale des intérêts extérieurs du capitalisme portugais d'alors : ainsi, le Brésil n'est présenté que comme importateur d'esclaves – ce qu'il était assurément jusqu'en 1851 – et jamais comme terre par excellence d'investissement extérieur des capitaux portugais. D'ailleurs, il ne fait que citer très brièvement, sans aucunement le discuter, l'ouvrage majeur de William-Gervase Clarence Smith, *The Third Portuguese Empire, 1825-1975. A Study in Economic Imperialism* (1985) qui montre que, *pris dans son ensemble*, l'évolution de l'impérialisme portugais est, en plus faible, avec des retards, parfaitement de la même nature que celle des autres impérialismes : recherches de marché, de terres d'application financière à haut retour sur investissement, etc. Or, *dans ce cadre global*, le Brésil présente des avantages comparatifs bien supérieurs à l'Afrique. L'Afrique n'est qu'une marge du Brésil, surtout dans le troisième quart du siècle (1850-1875/85), quand la traite diminue vraiment et que la conquête effective des territoires n'est pas encore lancée. Dans ce cadre global encore, l'Afrique n'attire donc l'attention que de visionnaires (les *Novos Brasis* des « chimériques »), ou de nationalistes. Ce nationalisme – l'auteur le montre très bien – agit de deux manières antagoniques : soit, notamment sous les Septembristes, il freine l'abolitionnisme par patriotisme antibritannique (l'hostilité aux « philanthropes suspects ») ; soit il le favorise afin d'éviter la honte nationale portugaise alors que tous les autres pays ont prononcé l'abolition.

Mais si, à ce moment, les facteurs directement politiques ou éthiques l'emportent, ce n'est nullement parce que le capitalisme portugais n'aurait pas d'intérêts extérieurs à faire valoir. Simplement, l'Afrique est tout sauf un enjeu stratégique pour lui : le Brésil, comparativement, est largement supérieur. L'auteur semble ne tenir aucun compte de cette analyse globale présentée par Clarence-Smith et, plus tard, par Valentim Alexandre lui-même.

Il y a une autre question, fondamentale, que l'auteur (et il n'est pas le seul !) n'entrevoit pas : la différence complète des types de colonisation. Le Brésil est colonisé, certes, mais sa population blanche comme noire est une *population colonisatrice* (les Noirs étant la classe opprimée de la colonisation, mais, par force, font partie intégrante du monde colonisateur, à la différence complète des marges indiennes). Le Brésil a bien été colonisé par le Portugal, mais l'écrasante majorité des Brésiliens n'ont pas été colonisés par lui, ils ont été ses colonisateurs ! L'indépendance du Brésil est une indépendance sans décolonisation. L'Afrique aussi est colonisée, mais sa population est une *population colonisée*. Dans le premier cas, il y a parenté des modes de production (c'est le même mercantilisme, puis le même mode de production capitaliste au-delà des intérêts divergents des uns et des autres), ce qui explique qu'un investisseur peut tout de suite se mettre à l'ouvrage. Dans le second cas, les sociétés africaines, quoique de plus en plus traumatisées et vaincues par la traite, restent en place. Il faudra leur défaite complète, lors de la conquête effective des territoires postérieurs au Congrès de Berlin (1884-1885), pour qu'apparaisse en Afrique des potentialités de « Nouveaux Brésils » et que vienne le temps des grandes compagnies. Du reste, l'Afrique « portugaise » d'alors ne dépare pas des autres : l'auteur nous montre l'absence presque complète de plantations agricoles et d'investissements en Angola dans les années 1850. Mais qu'y avait-il au même moment au Sénégal ? Pour que de vastes plantations, même à main-d'œuvre servile, puissent se développer, il fallait la conquête effective du territoire et un « travail de préparation » assurément « globalement non rentable » et donc entièrement pris en charge par l'État impérialiste (chemins de fer, ouvertures de pistes, construction de ports, etc.).

Cela explique au moins en partie pourquoi les négriers résidents en Afrique (blancs, métis ou noirs), qui ont cherché à se reconverter n'y sont pas parvenus (sauf, partiellement à São Tomé e Príncipe) et sont périodiquement retournés au trafic.

La marginalité économique de l'Afrique dans les intérêts extérieurs du capitalisme portugais de 1810 à 1860 (et même au-delà) ne saurait donc servir de base à une théorisation sur les causes uniquement politiques (nationalistes ou éthiques) de la victoire de l'abolitionnisme. Simplement, ces intérêts économiques doivent être lus à partir de l'ensemble de l'aire « coloniale » (Brésil indépendant inclus), et pas principalement à partir de l'Afrique : le capitalisme portugais ne saurait se réduire à l'aire de domination politique directe. D'ailleurs, il y a un problème non résolu par l'auteur : comment se fait-il que la suppression définitive de la traite au Brésil, le 4 septembre 1850, soit si rapidement efficace et qu'elle ne provoque, au Brésil, aucune révolte ? L'auteur mentionne seulement le fait (p. 308) sans aucunement le discuter. Bien entendu, l'esclavage demeurait encore pour une génération (jusqu'en 1888) et l'augmentation permanente du nombre des esclaves inquiétait la population blanche. Mais en même temps le cycle du café, puis du coton, appelait toujours plus de main-d'œuvre. Si l'abolition de la traite est finalement passée sans problème majeur, c'est donc bien que les structures économiques avaient suffisamment évolué pour que l'on puisse s'en passer. Or la majorité des négriers agissant au Brésil et y ayant pignon sur rue, étaient portugais. Ils n'ont pas tous, loin de là, abandonné leurs intérêts au Brésil : *ils pouvaient faire autrement*, le capitalisme brésilien émergent le leur permettait.

Bien entendu, le politique, l'idéologique, l'économique, possèdent tous leur sphère respective d'autonomie et d'interrelations. On a pu, à un moment donné de l'historiographie, exagérer un aspect, en réaction à l'étape encore antérieure où il était nié. Cela autorise-t-il l'auteur à se poser en pourfendeur de l'« orthodoxie » (sous-entendu « matérialiste » ou « marxiste ») de José Capela, Valentim Alexandre, M. Halpern Pereira, Ângela Guimarães, etc. ? Il est un peu désagréable de voir l'auteur désigner ainsi ces auteurs (p. 360) et s'auto-attribuer le beau rôle alors qu'il s'agit du débat normal entre historiens. En d'autres termes, on a l'impression que les divergences, dont la discussion est intéressante, sont exprimées par João Pedro Marques avec une radicalité bien trop aiguë qui ne sert pas, finalement, sa démonstration. On peut aussi regretter qu'en un livre publié en 1999, il cite plus – pour le critiquer – le Valentim Alexandre de 1979 ou 1980 que celui de 1994 ou 1995. Il est d'ailleurs dommage que l'ouvrage n'ait pas été actualisé jusqu'au dernier moment, car de nombreux travaux sur la question ont été menés (pas encore forcément publiés) sur la question, y compris par José Capela et Valentim Alexandre, dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. On s'étonne aussi un peu de l'ignorance des travaux de Didier Lahon sur les Noirs au Portugal, ou de René Pélissier sur la naissance du Mozambique (cela aurait permis d'aborder l'autre traite, celle dans l'océan Indien et son rôle dans le libéralisme au Portugal).

J'ai ici, critiqué certains aspects formels de l'ouvrage – des polémiques à mon goût parfois outrancières même si j'apprécie la frontalité –, et discuté certaines de ses thèses. Mais cela est aussi une excellente manière d'en souligner les qualités : l'auteur a délibérément placé son écriture dans le cadre des débats des nouveaux courants de la discipline historique. Ces débats interpellent les faits et appellent toujours plus de recherches, mais ils questionnent aussi nos concepts dans leur confrontation aux faits, afin de parvenir à la théorisation.

Il me semble que l'auteur, sur ce plan, est allé un peu vite en besogne. Il y a des étapes historiques, et notamment, un « gap » de sept décennies au cours desquelles l'intérêt du capitalisme métropolitain n'est pas d'investir aux colonies en raison des avantages comparatifs brésiliens. Cela ne signifie pas que les « classes dominantes » (expression pourfendue par l'auteur) ne jouent pas leur rôle : elles le jouent, préférentiellement au Brésil et en Angleterre. L'investissement initial indispensable sera fait par l'État, plus tard, avec la conquête effective du territoire permettant la

pénétration physique du capitalisme colonial. Mais l'État le fera avec ses « mots », discours et valeurs, qui ne sont pas identiques à ceux des investisseurs eux-mêmes, bien que les passerelles fussent innombrables ; il le fera avec le discours du nationalisme politique, du *resurgimento* face au long déclin et de l'affirmation sur la scène internationale. Il servira les intérêts *historiques et globaux* du capitalisme portugais, mais point ceux de chaque entreprise donnée à un moment particulier : pendant longtemps, l'État souhaitera pousser son capitalisme à investir en Afrique alors que ce dernier préférera continuer à regarder le Brésil. En pratique, il faudra attendre la crise mondiale de 1929-31 et ses longues séquelles, qui affaibliront notoirement les intérêts britanniques, français, belges, suisses, luxembourgeois dans les colonies portugaises, pour que, sous forte protection étatique, le capital portugais commence à se diriger résolument vers l'Afrique – mais toujours de manière nettement minoritaire parce que le capitalisme préfère toujours investir dans des sociétés déjà bien façonnées par lui. On peut discuter ce long retard (soixante-dix ans environ, si l'on retient les bornes 1860-1930), mais cela ne fait pas du capitalisme colonial portugais un cas à part. Cela souligne seulement ses nuances au sein de la famille des impérialismes européens à laquelle il appartient.

La grande qualité de l'ouvrage est donc de provoquer le débat, tout en apportant, au long d'épais chapitres, un flot de données parfois très nouvelles. Quels que soient les désaccords ou critiques, ce livre – dont on attend la suite en deux volumes – fait désormais partie des lectures obligatoires.

Novembre 2002, Michel CAHEN

Katia de Queirós MATTOSO, Idelette Muzart-Fonseca dos SANTOS & Denis ROLLAND (eds), *Les Femmes dans la ville, un dialogue franco-brésilien*, Paris-Sorbonne, Centre d'Études sur le Brésil, 1997, 170 p., ISSN: 0244-9277, ISBN: 2-84050-084-1

Women in town (Les femmes dans la ville) is the leading theme in this collection of contributions based on papers delivered at a French-Brazilian conference which took place under the auspices of the Sorbonne in 1996.

The book offers a wide-ranging survey from a variety of disciplinary standpoints, mainly those of history, sociology and literature. In the introductory chapter, editor Katia de Queiros Mattoso develops an encompassing interpretative framework, setting out the complex corpus of material gathered in this relatively small volume. As she points out, this is not a comparative study, but one that reflects the spirit of the conference, that of *regards croisés*, an interchange of findings and theorization resulting from research carried out in Brazil and France. The focus throughout is on women in town, that is to say, female involvement in public affairs.

The first contribution, by Yvonne Knibiehler, is a thought-provoking debate within the epistemological assumption of a fluid urban space where immigration is an inherent feature. In this scenario, the woman and the town are both factors and recipients of reciprocal influence and continuous change. Following on from this, Monique Haicault aptly argues that dichotomies, such as home as opposed to public sphere, do not lead to a better understanding of women as social actors. Instead, a methodology is required which can address the existing correlations between gender, class and ethnicity in the town as a polymorphic cultural space. These two papers draw on current studies on the city of Marseille and its suburbs from the 18th to the late 20th century.

Arlette Farge concentrates on the earlier time of the 18th century, in Paris, and offers a detailed overview of gender relations in the working classes. This was a period when male and female roles were more clearly defined. They were complementary but asymmetric, which often resulted in women being victims of violence. Tania Risério d'Almeida Gandon looks equally at the lower strata of society but presents a setting in which the woman is the dominant partner. This is a well-documented account of the *ganhadeiras* (money earners) in Bahia, Brazil, in the

19th century and first half of the 20th century. These street merchants would sell the fish caught by the men and thus be in possession of cash. They enjoyed financial superiority and economic control.

Maria Angéla d'Incão's investigation on the frontiers of the Amazonian basin in the 1980s and early 1990s reveals a predominantly mobile population with social and sexual values of their own, where virginity and marriage are meaningless. Prostitution is a common means of income and concubinage with an older man an accepted means of social upgrade. Joana Maria Pedro evaluates police intervention in Florianópolis in the second half of the 19th century penalizing women in the lower classes in respect of abortion, infanticide and child abandonment. Convictions can also be found in court records of the 1900s. This is seen as a form of «masculine» control implemented by the local elite men through inculcation by judges and the press. Notably the father never appears as responsible or as an accomplice in the crime.

Sandra Pesavento traces the evolution of a murder case to a legend. In 1864, in Porto Alegre, butcher José Ramos was found guilty in a number of suspicious deaths. The flesh of his victims was presumably used to fill sausages he sold in his shop. His wife Catarina is likely to have been an accomplice. This macabre story captured popular imagination, but with a twist. In a male dominated culture, there was a shift of inculcation from the man to the woman, who was stereotyped as a witch figure and entered folklore history with the name «*Catarina Come-gente*» (the people eater).

Maria Lígia Coelho Prado assesses the literature available to the minority of literate Brazilian women in the 19th century. It is known that over twenty titles, typically of a moralizing kind, were published for female readers by the Royal Press in Rio de Janeiro between 1810-1818. In subsequent decades, romantic novels would portray women succumbing to their feelings and passions with devastating results. The ideal woman, the model to follow, was thus surreptitiously inculcated by contrast: the virtuous spouse and devoted mother, happy in a position of subalternity in relation to her «naturally» superior husband.

Constância Lima Duarte contributes an interesting analysis of the book «*La Femme*» written by Nisia Floresta, a Brazilian who was born in Rio Grande do Norte in 1810 and died in Rouen in 1885. In her book, this writer condemns the practice she found in France of bourgeois mothers sending their infants to wet nurses in the country away from the polluted urban air, and tries to encourage them to breast-feed and look after their children themselves. This is a woman using literature as an instrument for social change.

Luzilá Gonçalves Ferreira makes us aware of the intense, but little known, journalistic effort of women who originated scores of newspapers and magazines across Brazil in the second half of the 19th century, and takes a closer look at this activity in the privileged social circles of Recife. In some instances confrontationally, in others via the accepted discourse of female fragility, these women used the printed word to fight for their right to higher education and a professional life, as well as for the abolition of slavery in the country.

In the concluding chapter, co-editor Idelette Muzart-Fonseca dos Santos brings together the various threads from the different contributions as a homogenous whole under the unifying theme of «women in town». She also stresses the need to break out beyond the limits of established epistemological parameters and sharpen methodology so as to push forward the boundaries of knowledge in the area of female involvement in public affairs.

Out of the ten papers in this volume, six are on Brazilian women, three on French women, and one on French women as viewed by a Brazilian woman. The space dedicated to Brazil, therefore, considerably exceeds that allocated to France. Chronologically, the ten different papers, both on Brazil and France, span over approximately three hundred years, from the 18th century to the last decades leading up to the millennium. However, most of this work is on the last two hundred years,

in particular the 19th century. Research approach varies. First hand probing was possible in some of these studies. Most had to rely on secondary sources. Theoretical inquiry is not explored in great depth, which perhaps could not be expected in a collection of conference proceedings. Summing up, this is a welcome book principally for those interested in Women Studies in Brazil in the 19th and 20th centuries and those who want to gain insight into ongoing research in the field. The reported findings on the past provide the reader with valuable pointers to possible future trends in the 21st century.

November 2004, **Manuela COOK**

Katia de Queirós MATTOSO, Idelette Muzart-Fonseca [dos SANTOS] & Denis ROLLAND (eds), *Le Noir et la culture africaine au Brésil*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Bien écrit, bien traduit, ce recueil d'articles organisé par le Centre d'études sur le Brésil de l'université de Paris IV constitue un outil important pour tout chercheur francophone intéressé par l'état actuel de l'analyse des aspects symboliques de la domination raciale au Brésil. Katia Mattoso, elle-même historienne, est l'auteur d'un ouvrage indispensable sur la genèse, le développement et la crise du travail esclave dans ce pays (*Être esclave au Brésil*, L'Harmattan, Paris, 1994). Raconté à travers un langage simple, à partir d'un point de vue jusqu'alors négligé dans l'analyse historique de l'esclavage – celui de l'esclave – ce livre remet en question certaines visions idylliques des rapports entre maîtres et esclaves dans ce pays.

Le conducteur de ce recueil d'articles repose sur la question de l'image du Noir construite tout au long de l'histoire brésilienne, que ce soit à travers la littérature (quatre articles), la culture (quatre articles), ou la théorie des relations raciales (trois articles). Soulignons aussi l'heureuse initiative de fournir, à la fin du livre, une liste thématique des principales références bibliographiques (la plupart en portugais) concernant l'étude de la question raciale au Brésil.

Objet relativement nouveau et peu exploré dans l'analyse des relations raciales au Brésil, la littérature est un des axes les plus importants de cet ouvrage. L'article de Marisa Lajolo, « La parole des Noirs dans l'œuvre de Monteiro Lobato », apporte une critique très dure, mais utile, d'une référence importante de la littérature enfantine brésilienne, précurseur du modernisme. La teneur de cette critique se justifie par l'ampleur que prend l'univers de Lobato notamment après la popularisation de son œuvre à travers les séries télévisées au Brésil. Lajolo met l'accent sur l'image stéréotypée des Noirs dans l'œuvre de Lobato où ils sont, en gros représentés comme des personnes enfermées dans leurs traditions archaïques avec une vision mythique du monde, peu préparées à un avenir moderne, urbain et industriel. Ce dualisme (blanc, moderne ; noir, traditionnel) derrière lequel se cache le raisonnement de Lobato est en effet une réminiscence des théories du racisme scientifique, courant très influent au début du 20^e siècle. La seule remarque que l'on puisse faire à l'auteur est l'identification des propos de Lobato avec le courant moderniste brésilien, oubliant la position progressiste et engagée de plusieurs de ses représentants, tels que Cândido Portinari dans la peinture, ou Mário de Andrade dans la littérature.

Jeanine Potelet, pour sa part, travaille sur un riche matériel consistant en récits de voyageurs étrangers ayant porté un regard sur l'esclavage au Brésil du 19^e siècle. Même si l'objectif descriptif de l'article est largement atteint, il nous semble que l'auteur aurait pu aller plus loin et poser une hypothèse plus forte sur l'influence de ces visions sur le mouvement d'abolition de l'esclavage brésilien.

L'histoire culturelle est un autre sujet privilégié par les auteurs ; c'est l'objet auquel se consacre Mattoso, dans un article intitulé « Au Brésil : la famille esclave (XVIII^e-XIX^e siècles) ». L'auteur critique la typologie réductionniste mise en place pour comparer la structure familiale des maîtres avec celle des esclaves. Cette vision dualiste ne saurait être opératoire et l'on constate à la fin de l'article que la famille esclave se trouve finalement proche structurellement et culturellement de celle des

maîtres, contrairement à la distance qu'on aurait pu imaginer dans un premier temps.

Parmi les articles qui nous ont le plus séduits, soulignons, les deux suivants : « Shango, héros et leader mythique : historicité symbolisant et diversité humaine ». Shango, *orisha* masculin, dont le bris de rocher par l'éclair a souvent été capable d'engendrer une transformation remarquable : il apporte *l'élan vital* au rocher, un objet inerte, voire mort, au premier regard. Il faudrait aller à la formation du *feu originel*. Prométhée, déroba le feu des dieux pour le donner aux hommes, mais Shango est *le feu et le rocher*. Il ne fut pas délivré, comme le mythe grec occidental, pour aboutir à la « modernité ». Le mythe africain est encore plus fondateur, puisqu'il vient d'un horizon plus lointain, alors, ancien et essentiel. Sous cet aspect *Shango* est un *libérateur* qui *délivre* sans rester enchaîné au rocher de la civilisation, un esprit vraiment libre au sens nietzschéen. Néanmoins, les échos d'une telle genèse font surgir des formes de pouvoir qui régissent et règlent la vie sociale de l'intérieur des communautés y compris des communautés *non noires*, autant que leurs enjeux dans la production et la reproduction de la vie elle-même. L'article de Elbein dos Santos évoque ces implications au fur et à mesure que les multiples aspects symboliques de la culture religieuse sont décelés de façon minutieuse. L'esprit analytique de l'auteur s'avère habile pour extraire des rites et pratiques religieuses du culte des *orishas* les traits les plus pertinents.

Le deuxième article très séduisant, « Lampião était-il Noir ? "Explications" organicistes et raciales d'une déviance », de Grunspan-Jasmin, nous renvoie au *sertão*, région arriérée, mais riche de sa dimension imaginaire. Pour comprendre ce territoire – marginalisé par des intérêts insoupçonnables et dont le sujet social est identifié autour des « hybridations » ou des gens qui résultent du métissage –, le cycle du banditisme au Nord-Est du Brésil pourrait bien être revisité selon une interprétation entièrement innovante. C'est ainsi que l'article établit des liens qui n'étaient pas préalablement suspectés dans l'imaginaire du *cangaço*. L'identité, qui appartient au mythe du *cangaceiro*, parfois *petit* et *mulâtre*, parfois *grand* et *blanc*, est recomposée selon une « tête coupée », métaphore puissante. Cependant, la physionomie des *cangaceiros*, trop souvent recherchée en une macabre panoplie léguée aux études scientifiques pour la postérité, n'est ici pas envisagée selon un simple *crâne* séparé du *tronc*, comme une *dissecta membra* arrachée par la violence fataliste de la loi du *sertão*. Cette dernière coupure questionne le rapport entre l'anthropologie lombrosienne et son développement ultérieur dans la « criminologie moderne ». La perspective mentionnée ci-dessus n'identifie pas non plus que les liens positivistes entre le « crime », ses « causes » et ses « remèdes »²³. Il faudrait donc mettre en doute ceux qui incriminent. Le colonialisme culturel et la subordination raciale s'entremêlent de manière frappante dans la construction négative des non-Blancs : ce n'est pas par hasard que les *cabezas cortadas* du groupe de Lampião ont été exposées à côté des objets sacrés du culte afro-brésilien, à la fin des années 1930. Les rapports sociaux d'un ordre bâti en dehors du *pacte bourgeois* définissent le lieu des exclus au milieu de cette anthropologie manichéenne. Si « le monde colonisé est un monde coupé en deux », le découpage des régions, ethnies, races, communautés, tribus, etc., n'a pas fonctionné pour réinventer seulement une fracture en termes physiques du territoire. Il atteint aussi les domaines de l'imaginaire, c'est-à-dire l'endroit le plus éloigné de la pensée et des valeurs culturelles. Un réassemblage des contenus d'une altérité produite par des critères « scientifiques ».

Inspiré de cette problématique, l'article de Motta propose d'avancer sur un terrain exploité sous un certain angle *racialiste*, c'est-à-dire centré sur une analyse qui met en relief la question raciale par rapport à d'autres dimensions de l'existence

23. Le précurseur des thèses du racisme scientifique en criminologie est l'italien, Cesare LOMBROSO, *Le crime, causes et remèdes*, 1899. C'est ainsi qu'en dépit de la nature non scientifique de ses théories, Lombroso était fortement influent en Europe (et également au Brésil) chez les criminologistes et les juristes.

sociale. D'abord, le débat qui a eu lieu dans les années 1930 au Brésil concédait une large place aux thèses établies autour des stéréotypes qui vont déboucher sur l'imaginaire de la « démocratie raciale »²⁴. Malgré cela, au cours des années 1940 une vision intermédiaire aux paradigmes raciaux a été développée par Donald Pierson²⁵, lorsqu'il associe les inégalités sociales du cas bahianais à des conflits « résiduels », soulignant un caractère de « société multiraciale de classes ». Ce qui est remarquable dans tout ce parcours, c'est la production interprétative de l'altérité ethnique et culturelle. Si la mobilité sociale et l'opportunité d'expression culturelle – accordées aux Noirs brésiliens – ont diffusé le mythe signalé, dans la logique de la représentation chez F. Fernandes, la construction de l'altérité et de l'identité raciale étaient troublées par l'excès de considérations étayées sur le régime de classes et de son caractère élitiste, au détriment d'autres différenciations. Motta montre donc correctement que la théorie de Fernandes est vouée à l'échec en fonction de l'analyse dualiste, et quelquefois culturaliste, du problème racial au Brésil. Le débat autour de ces questions n'est pourtant pas clos, comme l'atteste ce recueil d'articles, dont nous recommandons la lecture à tous ceux qui veulent en connaître un peu plus sur un des phénomènes les plus complexes et persistants de la société brésilienne : le racisme.

Décembre 2004, **Ricardo CAFFÉ & Pedro C. CHADAREVIAN**

Suzana MOREIRA, *São Paulo, violence et passions*, Paris, L'Harmattan, 2003, 142 p., ISBN : 2-7475-4621-7 (« Carnets de villes »).

Jacques de COURSON, *Brésil des villes*, Paris, L'Harmattan, 2003, 113 p., ISBN : 2-7475-4812-0 (« Carnets de villes »).

Partant du constat que « les 3/4 de la population du globe vit *[sic]* en milieu urbain » et que cette proportion devrait aller en augmentant, il a semblé bon à la maison d'édition L'Harmattan de confier à Pierre Gras la direction de cette collection « Carnets de villes » qui a été inaugurée en 2002.

L'ambition avouée – sans doute par le directeur de collection – est de renouer « avec la tradition des voyages philosophiques [...] de faire émerger les enjeux liés au devenir du monde urbain, tout en révélant la dimension culturelle et poétique des lieux vivants que sont les villes », le tout à travers « une écriture propre à stimuler chez le lecteur l'imaginaire et le plaisir de la découverte ». Le tout associé, en plus, à des efforts de rigueur que l'on confie à des observateurs privilégiés : « géographes, philosophes, ethnologues... ».

Pour ce qui est des troisième et quatrième titres de la collection, qui ont pour thème le Brésil, cette ambition a été confiée respectivement à une journaliste, enseignante chercheuse, spécialiste de la mode et des industries culturelles, Suzana Moreira pour *São Paulo, violence et passions*, ainsi qu'à un docteur d'État en sciences économiques, spécialiste des questions urbaines, Jacques de Courson, pour *Brésil des villes*. Nonobstant la qualité des observateurs, force est de constater qu'il n'est pas toujours facile de conjuguer des ambitions qui associent philosophie, rigueur scientifique, vulgarisation, au service d'un hypothétique plaisir du lecteur.

La gageure est presque réussie dans le premier ouvrage. Suzana Moreira a au moins la double légitimité d'être brésilienne de naissance et de cœur (même si à plusieurs reprises elle adopte un nous « français » dans les points de vue du

24. Comme travaux représentatifs de cette vision liée à la « démocratie raciale brésilienne », au-delà de l'ouvrage classique de Gilberto FREYRE, *Casa Grande & Senzala*, 1933, il est important que l'on mentionne, *A Civilização Brasileira*, de Afonso Arinos de Melo FRANCO, publié en 1936. Il faudrait ajouter que même à la fin du XIX^e siècle, Nina RODRIGUES, représentante célèbre de la médecine légale à Bahia, dans son ouvrage intitulé *Raças Humanas e Responsabilidade Penal no Brasil*, soutient la thèse selon laquelle les Noirs et métis ne sont pas seulement « racialement inférieurs », mais « dégénérés » du point de vue culturel et de la civilisation à laquelle ils appartenaient.

25. Donald PIERSON, *Negroes in Brazil : A Study of Race Contact at Bahia*, Chicago, University of Chicago Press, 1942.

narrateur) et de ne pas être pauliste (« la ville ne m'a jamais vraiment séduite » déclare-t-elle d'emblée en tout début du prologue, p. 10). Issue d'une famille de grands propriétaires nordestins, elle ne peut donc être soupçonnée du « *bairrismo* »* des paulistes qu'elle dénonce volontiers. L'auteure est cependant consciente du fait que son statut de Nordestine est l'une des composantes qui a contribué et contribue encore à irriguer de son sang cette mégapole porteuse de la fierté collective, « vitrine de la puissance brésilienne » (p. 20).

Côté dialectique scientifique l'auteure s'inspire d'une conférence qu'elle a donnée en 1996 aux étudiants d'anthropologie de l'université de Lyon II sur la disposition sociologique de l'espace à Fortaleza, qu'elle applique à São Paulo. La thèse est simple et développée dans le 1^{er} chapitre : l'espace horizontal est une jungle de béton vouée à la violence et à la peur de celle-ci, et la principale aspiration de ceux qui réussissent à échapper à cette jungle est l'ascension. Plus on s'élève dans les étages des immeubles plus on est « bien né » à São Paulo ; en particulier, plus on se sent en sécurité – si l'on en croit l'auteur. Mais la métaphore n'est pas perlée très longtemps.

On reste avec la narratrice sur le plancher des vaches et elle mêle ses souvenirs personnels (qui commencent avec sa première « escale » pauliste à 19 ans) pour essayer de nous faire partager ce qu'elle a pu comprendre de cette ville. L'une des caractéristiques en serait d'avoir « observé et conservé tous les caractères du Brésil » (p. 31). Soit. Et d'énumérer les diverses strates d'influences de ce « cœur de l'Amérique latine » où, curieusement, l'influence japonaise n'est pas citée.

Après la verticalité, on a droit à un descriptif de la culture de l'automobile qui compte tenu des distances et de l'indigence des transports en commun serait devenu un véritable « espace de vie ». On croit tomber dans le lieu commun qui pourrait également s'appliquer à n'importe quelle autre grande ville des Amériques, mais la touche brésilienne est que la voiture indispensable est livrée avec le chauffeur. On comprend vite dès lors que les trottoirs, en dehors de ceux de quelques artères névralgiques, « sont réservés aux pauvres, donc en mauvais état » (p. 50) et un espace exposé à toutes les agressions.

On apprend également que l'on peut tout de même se réfugier dans d'excellents restaurants (si l'on en a les moyens bien sûr) au service professionnel, et que ces lieux sont le reflet du « *business*, qui est l'âme même de São Paulo » (p. 73). Même qualité de service dans les hôtels. Vous aurez compris qu'« Aller à São Paulo et ne pas consommer, c'est rester sourd et aveugle sur une terre des voyants » (p. 94). Au passage on apprend également qu'en matière de mode (qui semble être la véritable spécialité de l'auteure), les créateurs abondent dans cette ville et que l'on peut y faire ses emplettes, mais aussi et surtout que le corps (en particulier certaines parties de celui-ci...) n'est pas le même qu'« à Paris, à Moscou... à Bagdad » !

Mais on est rassuré en épilogue, où l'auteure nous informe (et nous rappelle comme pour s'excuser) que depuis son Nordeste elle a appris d'autres valeurs que celles en vigueur dans cette ville qui « a fondé sa vocation commerciale en faisant des Noirs et des Indiens une marchandise, avec le culte de l'argent pour seule boussole » (p. 142). Pour présenter cette mégapole et ses valeurs, voire en dégager un charme éventuel, on peut effectivement penser qu'on ne pouvait confier la tâche qu'à une Nordestine qui a osé « emprunter le chemin du futur ». Heureusement pour elle serait-on tenté de dire, son chemin a continué jusqu'à Lyon et ne s'est pas arrêté à São Paulo, à l'instar du « camarade *Lula* » qu'elle évoque en conclusion. On continue le carnet de villes (on serait tenté de dire, le carnet d'étonnements, un peu comme ceux que réalisent les touristes japonais lors de leurs voyages à l'étranger) par le point de vue d'un français cette fois-ci.

Le point de départ est la confrontation entre les fantasmes du jeune M. de Courson et la découverte de la réalité depuis son premier séjour en qualité de jeune enseignant-chercheur en 1971-1973. Quand on parle de fantasme et de Brésil, on

* *Ndlr* : *Bairrismo* : esprit de clocher, de quartier.

devine que Rio prédomine mais d'autres villes sont abordées : Belém, Curitiba, São Paulo, Brasília, Salvador... Fort de son expérience de trente ans de Brésil (les deux années pionnières plus de nombreux séjours effectués au long de cette période) et des carnets d'étonnements du jeune professeur (qui étaient – selon lui – toujours d'actualité au moment de l'idée du livre...) M. de Courson s'essaie à une typologie des villes brésiliennes :

- villes « abandonnées », aussi villes de « fondation ».
- villes « explosives » issues d'un succès planétaire mais éphémère (sucre, coton, or, diamant, caoutchouc, café...), par exemple : São Paulo.
- villes pionnières : Brasília.

Et d'en déduire quelques caractères originaux ou paradoxaux :

- ce ne sont pas les Brésiliens qui ont choisi leurs villes mais les Européens ;
- « paradoxe de Valladolid » (du nom du professeur à l'IEP de Paris, Alfredo Valladolid, titulaire de la chaire Mercosur) : villes à la fois mondiales et de petite taille ;
- ces villes sont des lieux d'immigration mélangée : interne et externe ;
- ces villes brésiliennes ne sont pas brésiliennes mais internationales, au centre-ville historique détruit.

Rio fait partie de ces villes « abandonnées ». Peu de choses à retenir qui seraient utiles soit aux scientifiques, soit aux voyageurs. Quelques raccourcis restent utiles tout de même : « Rio est une suite d'amphithéâtres donnant sur l'océan » et, un peu plus loin : « on a devant soi [...] plusieurs plans, lointains et rapprochés [...] le spectateur n'est jamais plongé dans le vide du grand bleu » (p. 37).

Parmi les villes « pionnières » c'est, bien sûr Brasília qui est élue. Elle est comparée à Versailles, coupée du peuple et de la vie économique réelle mais aussi, comme l'auteur a beaucoup voyagé, à Washington et Saint-Petersbourg, fort de ses trente années de fréquentation du Brésil, il développe quelques analyses intéressantes sur les dérives entre le plan initial et la situation actuelle, comment en fait la ville parvient tant bien que mal à « s'humaniser ». L'auteur s'interroge également, poursuivant en cela l'évocation faite en conclusion du livre de Suzana Moreira, sur la capacité de Lula à s'adapter à cette « capitale davantage faite pour un monarque présidentiel que pour un dirigeant ouvrier ».

L'entrée dans le monde des villes « explosives » (monstres) dont l'exemple type est São Paulo est curieuse : celle des *orixas* et des dévotions à Yemanjá dans le port de Santos. On aurait plutôt imaginé cela à Salvador mais, comme en plus, des souvenirs trentenaires de l'auteur sont appelés à la rescousse, le témoignage de Michel Launay, ancien professeur de l'université de São Paulo il y a quelques décennies, on est bien obligé d'imaginer... Pour le reste des témoignages censés nous aider à mieux comprendre cette ville, on passe de publicités laissées sur le pare-brise d'une voiture, à Perec, Duras, Blaise Cendrars..., un florilège qui donne presque autant le vertige que la taille des gratte-ciel de São Paulo...

Enfin échappant à la typologie annoncée en début d'ouvrage, M. de Courson diverge en direction des villes coloniales São Luis, Belém et Salvador, « étapes nécessaires si l'on veut [...] essayer de commencer à vivre le Brésil "vrai" » (p. 79). En résumé le lecteur intéressé par cet objectif peut donc commencer sa lecture au milieu du livre et terminer sur Curitiba « ville écologique ».

Un livre mûri, donc, depuis trente ans, au long de plusieurs voyages, par M. de Courson. Contribuera-t-il à faire connaître davantage en France la « brasilianité », comme le souhaite l'ami de trente ans de l'auteur, Fernando Henriques Carodoso ? Contribuera-t-il également à faire cesser la culture des « stéréotypes sur [les] deux pays » (p. 112), comme le souhaite l'auteur dans la post-face ? Rien de moins sûr. Ce qui est certain en revanche, c'est que l'ouvrage aurait gagné en crédibilité si l'orthographe portugaise avait fait l'objet d'un soin plus attentif.

Novembre 2004, **Patrick ZIMMERMANN**

Malyn NEWITT (ed.), *Community & the State in Lusophone Africa*, London, Department of Portuguese & Brazilian Studies, King's College London, 2003 (with Patrick Chabal & Norrie Macqueen) [Papers read at the conference on New Research on Lusophone Africa held at King's College London, 16-17 May 2002].

This diverse collection of eight papers was presented in May 2002 at a King's College London conference entitled «New Research on Lusophone Africa». Malyn Newitt introduces the collection noting the organizers' goal of linking contemporary work on Portuguese-speaking Africa with «the wider debates on African development» (p. v) A month earlier at Brown University a conference entitled «Portugal and Africa» similarly aimed to engage the specifics of Lusophone African work with broader African debates. Both conferences were held at English-speaking universities with strong programs in Portuguese language and literatures. Together these gatherings underscored a sense that interesting scholarly conversations in Portugal and Portuguese-speaking Africa remained somehow disconnected from the mainstream. This collection connects recent research on Angola and Mozambique with dominant themes in contemporary African Studies.

In this collection Nuno Vidal tests political theory in the roiled waters of Angola in «Modern & Post-Modern Patrimonialism»; Eduardo Siteo, in «Making Sense of the Political Transition in Mozambique: 1984-94», explores theories of democratization and transition; Imogen Parsons's essay «Conflict and the (De)Formation of the State in Angola», asks the hard questions about form and identity in contemporary Angola; Paulo de Carvalho in «Exclusão Social em Angola», demonstrates that isolation and destitution is greatly exacerbated for Angola's thousands of disabled; Paul Robson & Sandra Roque raise issues of governance and accountability in «In Search of Community and Collective Action in Angola»; Einar Braathen significantly ends his essay title with a question mark: «Democratic Decentralization in Mozambique?»; Roberto Morozzo della Rocca and Luca Riccardi make nine measured points about the «Peace Process in Mozambique», and Corrado Tornimbeni contributes a fine analysis of migrant strategies in «"Working Boundaries": Boundaries, Colonial Controls and Labour circulations in Beira District, Mozambique, 1942-1960s». The Peace Process essay should be read in tandem with a piece by Alex Vines the authors do not cite²⁶ and Tornimbeni should be read in tandem with Joel das Neves Tembe's doctoral thesis, Tornimbeni does cite. Malyn Newitt's fine introduction to this collection leaves a reviewer precious little to say – except to confirm that this is a fine, substantive collection and you, your students and your libraries should purchase it.

I would end things here except that I was struck by the parallels between the papers at both conferences and the points I drew from them in my keynote address for the historical panels at the Brown conference and that Newitt selected for the introduction to this collection. Of the many similarities, I want to raise two points, one small and annoying and the other large and important. Both points hinge on the fact that colonial and nation-state footprints endure in African officialdom. Many contemporary African official languages and national boundaries are a direct heritage of colonial rule, and contemporary African political leadership has sustained, if not embraced, both. These same languages and boundaries may long have had little resonance for ordinary people, but they continue to shape media, popular and scholarly analyses.

Nation states, as Newitt puts it, may no longer be the imagined critical crucible for development, but diplomats, scholars, theorists and practitioners have yet to emerge successfully beyond a heritage of state «sighted» paradigms. Deconstruction theory and post-modern analyses have broken some ground, but on the whole the academy's mind's eye can not yet quite imagine or bring into focus other emerging

26. A. VINES, «*No Democracy without Money*», *The Road to Peace in Mozambique, 1982-1992*, London, Catholic Institute for International Relations [CIIR], 1994.

crucibles. Several of these papers, and the literatures they engage and critique push us along this path. That is the big point – how do we usefully reconceptualize complex and contradictory experience and observations in ways that foreground and confirm them rather than locate them as somehow residual and outside: informal, illegal, disordered. How do we de-center colonially inspired concepts and markers so that we are not trapped in analyses that require us to «back into» what should be a straightforward forward approach.

James Scott's *Seeing like a State* dovetails with Patrick Harries work on the «imperialism of truth» suggesting that ideas from the late 19th and 20th centuries shaped our scholarly lens to center the scientifically tidied or state-licensed, measured, named and counted bits, and to emphasize what seemed familiar to outsiders over what was familiar to the majority African populations²⁷. The models and formulae brought into sight by such lenses have been of diminished utility as familiar-to-colonialist orders gave way to what appeared to be disorder or even the «coming anarchy»²⁸. During the past several decades, in many parts of Angola and Mozambique, what may have been someone's order certainly had the outward appearance of anarchy.

Scholars in the late twentieth century could scarcely evade these questions. In the mid-1990s Robert Kaplan warned of a coming anarchy, shattering the dreams of the post cold war; and he placed African experience as exhibit A for anarchy. His subtitle recalled Michael Crowder's classic question, «Whose Dream was it Anyway?»²⁹. Patrick Chabal and Jean-Pascal Daloz's *Africa Works, Disorder as Political Instrument*, directly confronted the idea that «... disorder is simply the order we are not looking for»³⁰. The important insights made by these scholars, along with Stephen Ellis and Jean-François Bayart, inform many of these essays.

Was the formal, legal, counted, economy and society at one point dominant, and is it now in dissolution, or was the state-centered component an artificially heightened component of the significantly less tidy broader experience? To what extent did colonially driven orders penetrate and transform societies' understandings of legitimate boundaries and authority? Certainly few would argue that colonial authority and order was all just a mirage, but many of the scholars whose work is tested here make the case that to date we have grasped only a small part of the story and probably missed some of the most important themes because we overlooked a broad range of African agencies and interpretations. Yet, if we understand the colonial state to be the last «real» state in Angola and Mozambique, and we imagine that Mozambicans and Angolans identified with that state, we risk being quite wrong.

Indeed here Portugal's colonial policy was exceptional. At just the point the French and British began to imagine their colonies launched as independent presidential or parliamentary states, Portugal insisted that Angola and Mozambique were not even colonies; they were integral provinces of metropolitan Portugal that just happened to be located overseas. Angolans and Mozambicans were really all Portuguese. Perhaps Frelimo national radio's reminder every hour on the hour that Mozambique actually ran from the Rovuma to the Maputo was part of a geographical «re-education» program.

27. J.C. SCOTT, *Seeing Like a State: how Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1998; Patrick HARRIES, «Colonialism and the Natural Sciences: The Imperialism of Truth», Basler, Basler Afrika Bibliographien, 1996 («Working Paper», 3).

28. R.D. KAPLAN, «The Coming Anarchy», *Atlantic Monthly*, 1994: 44-76. Kaplan published a book with the same title in 2000.

29. M. CROWDER, «Whose Dream Was it Anyway? Twenty-Five Years of African Independence», *African Affairs*, January 1987:7-24.

30. Quote by Henri Bergson, cited by Schuman in L. WHITE, *Political Analysis* : 211; P. CHABAL & J.-P. DALOZ, *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Bloomington: Indiana University Press, 1999.

Many of these papers wrestle with ideas of authority, accountability, appropriation of resources and community – underscoring the title, community and state. Some demonstrate the extent to which violence-driven displacement and disability ruptured existing communities and undermine attempts to rebuild support. Some confront how people experience, forge, and sustain community in the face of attack and terror? As a whole they demonstrate that colonial-era boundaries, languages, categories and concepts silenced key narratives, blurred key dynamics beyond the narrow lens of ordered pathways and hobbled our ability to appreciate processes that did not fit what we took to be a necessary «order». These important questions and challenging perspectives demand rigor and imagination. This collection largely demonstrates that emerging scholars of Angola and Mozambique understand and are equal to that challenge – that's the big and important point.

The small and annoying point also relates to official languages and boundaries. The Portuguese language continues to unite scholars and intellectuals of the five very diverse former Portuguese colonies in Africa, and to separate them from the English and French language intellectual traditions in their immediate neighborhoods. Despite the broad, cross border sharing of African languages all over the continent, official languages tend to delimit academic and intellectual projects – eclipsing Angola and Mozambique from analyses of their appropriate regional contexts. I have recently questioned the value of approaching Lusophone Africa as a conceptual whole³¹, but the larger frustration is the tendency to treat the Lusophone African bits as holes in whole regions such as Southern Africa. Mozambique, for example, was excluded, without explanation, from the Women Writing Africa Project's inaugural volume on the «Southern Region», whereas Namibia, Botswana, Zimbabwe, South Africa, Swaziland and Lesotho were included³². Mozambique is clearly well within Southern Africa as defined, its Portuguese language colonial heritage was doubtless the hedgerow setting it apart from its English speaking neighborhood.

Some scholars always navigate across multiple language boundaries and many African people speak multiple languages as a matter of course, but language remains a key marker in the academy and for publication. This collection notably includes a paper in Portuguese. Many European and North American Africanist journals publish in English and French, but only specifically Lusophone journals publish in Portuguese. Among the many strengths of *Lusotopie* and the global community it has fostered, is the space it provides, in person and in print, for collaboration and communication in English, French and Portuguese. Would that it were more widespread !

May 2004, Jeanne Marie PENVENNE

D. Eurico Dias NOGUEIRA & Luís REBELO (entrevistador), D. Eurico Dias Nogueira : Memórias do Arcebispo, Lisboa, Editorial Notícias, 2003, 207 p., prefácio de Marcelo Rebelo de Sousa, ISBN : 972-46-1437-9 (« Testemunhos », 9).

O livro das memórias do Arcebispo-primaz emérito da Diocese de Braga, D. Eurico Dias Nogueira, recolhidas através de uma extensa entrevista feita por Luís Rebelo, está organizado através do percurso cronológico da vida do Arcebispo. A primeira parte recolhe as memórias de infância e a sua decisão de seguir o sacerdócio. A segunda, relata-nos os anos passados em Coimbra. Na terceira parte, o Arcebispo aborda alguns dos aspectos que considera marcantes do seu magistério em África, primeiro em Moçambique, como bispo de Vila Cabral e depois em Angola, como bispo em Sá da Bandeira. A quarta parte, o Arcebispo refere-se ao seu

31. J.M. PENVENNE review of Patrick CHABAL, *A history of postcolonial Lusophone Africa*, London: C. Hurst, 2002, xx-339 p. [with David Birmingham, Malyn Newitt, Gerhard Seibert and Elisa Silva Andrade], *Journal of African History*, XLIV (2), July 2003: 375ff.

32. M.J. DAYMON *et al.*, eds, «Women Writing Africa: The Southern Region», *The Women Writing Africa Project*, I, New York, The Feminist Press at the City University of New York, 2003.

regresso a Portugal a 13 de Abril de 1977, dois anos após o golpe de Estado de 25 de Abril de 1974 em Portugal, a sua sucessão a D. Francisco Maria da Silva como arcebispo de Braga, e as suas ideias sobre, entre outros assuntos, as relações entre o poder político e a Igreja em Portugal, a Maçonaria, a incompatibilidade existente entre o cristianismo e o comunismo e o sacerdócio das mulheres. Finalmente a última parte faz uma reflexão geral sobre o trabalho realizado, e a sua posição sobre vários temas portugueses, nomeadamente sobre questões ligadas à morte do Primeiro-Ministro Português, Francisco Sá Carneiro, à despenalização do aborto, planeamento familiar e a questão de Timor Leste. São apresentados em anexo um conjunto de documentos, homilias, correspondência, reflexões escritas por D. Eurico, e que marcaram a sua actividade ao longo destes períodos que pretendem documentar alguns dos temas abordados na entrevista.

São ainda raros os livros biográficos dos representantes da Igreja Católica que se referem à sua acção em África, neste caso em Moçambique e Angola. Contudo, a leitura das memórias decepciona-nos. Apesar do seu percurso, de algumas ideias progressistas que possui (em relação a posições até agora assumidas pela Igreja Católica, como é, por exemplo, o caso do casamento dos padres e o sacerdócio das mulheres), de ter desenvolvido actividades importantes ao longo da sua vida, e ter sido sujeito numerosas vezes à vigilância da PIDE/DGS, D. Eurico mostra-se extremamente conservador em relação ao papel e acção que a Igreja Católica desempenhou nas ex-colónias portuguesas, que provam a incapacidade da Igreja em reflectir sobre ambos. Não constitui pois excepção às profundas lacunas que ainda encontramos na bibliografia produzida até hoje. O próprio entrevistador, Luís Rebelo, prescindiu de uma oportunidade única de aprofundar uma série de aspectos que poderiam ter enriquecido a entrevista, e a História, parecendo querer apenas realçar a « pureza » do Arcebispo.

Quanto à colaboração, participação e legitimação do regime colonial por parte da Igreja Católica, D. Eurico faz apenas um único comentário ao referir que este apoio teve « alguma razão de ser » pois saíra-se de um regime de opressão e perseguição à Igreja, e o 28 de Maio de 1926 fora visto « como uma libertação » (p. 51). É uma justificação algo simplista para uma aliança que se manteve durante os quase cinquenta anos seguintes... A colaboração, apoio e legitimação ao regime por parte da Igreja é um facto incontestável a que a Concordata e o Acordo Missionário vão dar maior peso e visibilidade. D. Eurico mantém silêncio à volta desta colaboração.

De facto, para ele, a Concordata foi muito importante não só porque pôs termo a um período de tensões e conflitos entre o Estado Português e a Igreja Católica, como por ter estabelecido « um regime adequado de relacionamento entre as duas sociedades, assente na separação [...] ambas soberanas nas respectivas esferas » (p. 97), como ainda porque permitiu à Igreja « dedicar-se à evangelização e ensino, recebendo subsídios generosos do Estado, sem pôr em risco a sua liberdade e independência » (p. 56-47). Se é verdade que a Concordata consagrou o regime de separação do Estado e da Igreja conseguiu tudo menos tornar soberanas as duas esferas do poder, o que foi reconhecido, por diversas vezes, por missionários no interior da própria Igreja. Ao deter o monopólio da condução da educação do « indígena », a Igreja não só institucionalizou, mas reforçou, a já existente educação separada para os africanos, mas também discriminou outras religiões. Foi um instrumento fundamental do Estado Novo para a transformação dos « indígenas » em portugueses e católicos.

D. Eurico refere-se ao Concílio Ecuménico Vaticano II (1964-1965). Se é verdade

que o Concílio foi um importante momento de reflexão para a Igreja, e factor para a sua renovação, ele não teve qualquer impacto em Portugal e muito menos nas suas colónias africanas. Quando afirma que « sobretudo após o Concílio Ecuménico Vaticano II, a Igreja aderiu claramente ao pluralismo político, ou seja, ao multipartidarismo. Defendeu a liberdade das opções partidárias dos seus fiéis, excluindo naturalmente os partidos que não respeitassem os direitos fundamentais da pessoa humana, entre os quais se inclui a liberdade religiosa e consequentemente a da Igreja, como os partidos de índole nazi-fascista e comunista-estalinista » (p. 95); e que a renovação trazida pelo Concílio foi « altamente benéfica para a Igreja [tornando-a] mais apta para encarar as profundas mutações sócio-políticas do mundo », e a « preparar o futuro » (p. 132), ele só tem razão para o mundo progressista e nunca para o Portugal fascista e as suas colónias. Surgiram apenas alguns sectores da Igreja Católica que se abriram aos « ventos da mudança » mas, em geral, a Igreja manteve-se altamente conservadora. D. Eurico omite a profunda dependência da Igreja daqueles que lhe davam os subsídios e benesses que necessitava para a sua sobrevivência, mesmo se essa posição fosse contra os princípios que diz defender.

A Encíclica *Pacem in Terris*, de João XXIII, saudava « as independências africanas e o legítimo direito à auto-determinação dos povos... ». Mas, segundo as palavras de D. Eurico, a Igreja não podia fazer nada porque os « Bispos e missionários não podiam pronunciar-se claramente a favor da independência [...] Se isso acontecesse eram postos na rua. E, depois, como se poderia ajudar as populações necessitadas ? » (p. 65). Mas diz também que a luta de libertação de Moçambique era levada a cabo por um movimento « terrorista », « de inspiração marxista », e a Igreja não podia confiar em « gente » como essa pois não se esperava « nada de bom do marxismo e do comunismo » e como tal, quem o defendia não podia ter lugar nem o apoio da Igreja (p. 66). Não deixa de ser notória a semelhança com a linguagem que foi utilizada pelo regime colonial para retirar toda a legitimidade aos movimentos que lutavam pela independência.

De facto, a década de 1960, e sobretudo os anos 1970, viram surgir profundas rupturas quer na Colónia, quer na Metrópole, por parte de padres e missionários que começaram a denunciar o regime. Em 1974, D. Manuel Vieira Pinto, Bispo de Nampula iria defender que a Igreja tinha-se tornado « um contra-testemunho nas suas relações com o poder constituído » e na sua missão de evangelização dos povos. Apelava para que a Igreja denunciasse a Concordata e o Estatuto Missionário « por deformarem gravemente a missão da Igreja, tornando-a cúmplice de um sistema que contribui para o genocídio cultural do povo de Moçambique » (ver : *Um imperativo de consciência*, 12 de Fevereiro de 1974, documento enviado à Conferência Episcopal de Moçambique.).

A expulsão dos padres brancos é considerada por D. Eurico apenas como não tendo sido uma situação « agradável » (p. 73), lembrando que o bispo de Nampula, D. Manuel Vieira Pinto pôs-se ao lado dos padres brancos, e que « os restantes bispos, no conjunto, também lamentaram a saída dos missionários ». D. Eurico não se pronuncia, sobre se considerava ou não justas as posições manifestadas pelos padres Brancos, mantém silêncio à volta dos padres de Burgos, refere-se vagamente à questão dos padres do Macúti, e à ruptura dentro da própria hierarquia da Igreja, protagonizada pelo Bispo de Nampula.

Em relação à descolonização portuguesa, D. Eurico defende que ela foi um erro por ter sido um acto precipitado. Não se deram garantias de « segurança e protecção para os cidadãos nacionais » e « Tudo se fez para entregar o poder aos regimes

totalitários, de cariz marxista, interessados em ver pelas costas a população europeia, que poderia constituir obstáculo aos seus projectos estatizantes » e adianta que não tinha, nem tem elementos suficientes « para poder afirmar que a Frelimo se identificava com o povo, até porque existiam muitos outros movimentos independentistas, com destaque para a Renamo. » (p. 65). Alguns erros graves são feitos nesta análise pelo Arcebispo.

Primeiro, o Acordo de Lusaka previu garantias para as populações europeias (os « nacionais » a que o Arcebispo se refere são os portugueses brancos). Além do mais, era impossível para um Portugal que se queria democrático negociar em função da manutenção dos privilégios dessa minoria.

Segundo, interrogamo-nos sobre quem era essa « população europeia » a que o Arcebispo se refere e que poderia constituir um obstáculo aos projectos da Frelimo. O único sector dessa população europeia que se opôs abertamente à Frelimo, mesmo antes de conhecer o seu programa, foi a ala portuguesa mais reaccionária, a que fez o 7 de Setembro, a que agravou as rupturas na convivência racial em Moçambique, e levou à tomada de medidas administrativas radicais por parte do Governo Provisório.

Terceiro, admitia-se que o Arcebispo questionasse se a Frelimo teria ou não a legitimidade política para falar em nome de todo o povo moçambicano, e exigir de para si esse direito. Mas duvidar da sua identificação com esse povo revela no mínimo a ignorância do que foi a luta de libertação, a adesão das populações a essa luta, e o sofrimento, morte, tortura de milhares de nacionalistas. Em quarto lugar a Renamo não era, nem nunca foi, um movimento independentista, porque foi criada depois da independência, e além disso com o apoio de um Estado constitucionalmente racista. Se a legitimidade da luta levada a cabo pela Frelimo e a sua identificação com o povo é posta em causa, que dizer da guerra de desestabilização empreendida pela Renamo e da sua representatividade ?

Por último, as dezenas de partidos criados após o 25 de Abril de 1974 não tiveram qualquer apoio e inserção popular, querendo apenas disputar um pedaço desse poder que sentiam vir ser repartido.

O Arcebispo defende ainda que se precisava de um prazo de cinco ou seis anos para dar tempo para que as pessoas em Moçambique (e Angola) se preparassem para o seu exercício, « num ambiente de convívio fraterno e democrático [...], e não a simples substituição do poder político português pelo russo ou cubano » e que era necessário que continuasse a existir uma presença militar. Considera que « o slogan "nem mais um soldado para as colónias" foi o mesmo que entregar tudo à bicharada » (p. 80-82). Mas o Governo português não tinha mais tempo para estabelecer outras estratégias pois o regime do Estado Novo esgotara-o na sua obsessão de recusar a independência. Um período de cinco ou seis anos não poderia criar o « convívio fraterno e democrático » pois a sociedade encontrava-se já profundamente marcada e fragmentada a nível racial e que esta divisão se agravava com a atitude radical de uma ala reaccionária de portugueses brancos. A sua asserção, de que os que lutaram pela independência não passavam de « bicharada » é no mínimo estranha na linguagem de um alto dignitário da Igreja. Mas D. Eurico vai mais longe na análise que faz sobre a situação de Angola. Para ele, a falta de paz em Angola deveu-se à incapacidade dos três movimentos de libertação de Angola (MPLA ; FNLA ; Unita) em se entenderem, mas adianta que o principal obstáculo « para lá da mentalidade africana pouco aberta à democracia, situou-se sobretudo na ideologia marxista-estalinista dos dirigentes do MPLA, que [...], se mostrou incapaz

de colaborar num governo tripartido [...] de transição com a participação de Portugal. » (p. 84-85). Como se a análise do processo angolano se pudesse resumir à existência de « bons » e « maus » e se muitas das rupturas verificadas neste processo não se devessem também a posições radicais da Unita.

O livro não tem grande interesse para o leitor que procura encontrar uma reflexão por parte de um dignitário da Igreja Católica Portuguesa sobre a sua vivência em Moçambique e Angola durante o período colonial e os posicionamentos dessa mesma Igreja perante a realidade que se vivia. Tem apenas algum interesse como testemunho de uma Igreja que, apesar das mudanças que foi sofrendo, se mantém agarrada a preconceitos e de certo modo incapaz de reflectir sobre si mesma e os seus erros. Esta reflexão é, no entanto, mais aprofundada, e com posições mais claras, quando o Bispo se refere à sua vida e acção em Coimbra, a questões teológicas, e se manifesta em relação a acontecimentos vividos em Portugal.

Os acontecimentos que D. Eurico analisa em relação às ex-colónias portuguesas são interpretados a uma distância de quase trinta anos após a independência de Moçambique e Angola. A abordagem destes acontecimentos requer uma análise serena e objectiva. As memórias do Arcebispo relatam uma série de acontecimentos que viveu, algumas vezes fora do contexto em que se deram para poder dar força ao seu argumento, partindo de pressupostos políticos e ideológicos nem sempre isentos. Mas no fundo, verificamos que é na omissão que está a grande falha da presente entrevista, quer por parte do entrevistado, quer por parte do entrevistador. Será que a Igreja Católica continua a fugir a uma análise objectiva do seu passado, e a interpretar, sem isenção, a História de países onde um Estado fascista lhe permitiu um dia ser quase dona e senhora revelando com isso a angústia de ter perdido o « seu império » ?

5 de Janeiro de 2005, Amélia Neves de SOUTO

Éric SABOURIN & Olivio Alberto TEIXEIRA (eds), *Planification du développement territorial au Brésil. Actes du séminaire 28-30 septembre 1999, Campina Grande, Brésil*, Montpellier (França), Cirad, 2002, 115 p., ISBN : 2-87614-491-3.

Patrick CARON & Éric SABOURIN (eds), *Paysans du sertão - Mutations des agricultures familiales dans le Nordeste du Brésil*, Montpellier (França), Cirad, 2001, 244p., ISBN : 2-87614-449-2.

Os textos reunidos nestes dois livros discutem a agricultura familiar e o desenvolvimento rural do Nordeste à luz de conceitos mais adequados, que procuram desenhar uma nova metodologia para a compreensão e o planeamento da agricultura familiar na região. As abordagens são bastante inovadoras porque as políticas para a agricultura familiar ainda são muito pensadas a partir da herança de políticas agrícolas conservadoras, que procuram transformar latifúndios ociosos em empresas rurais modernas, elegendo essas como uma espécie de referência universal para o desenvolvimento rural. De modo geral, os autores dos textos procuram focar as particularidades da agricultura familiar do Nordeste, sua formação histórica, suas limitações decorrentes dos ecossistemas cultivados e das relações sociais, económicas e políticas de cada território, espaço rural ou zona agro-ecológica.

O livro de Sabourin & Teixeira é todo dedicado ao desenvolvimento local e territorial. No primeiro texto, Éric Sabourin (« Concepts, stratégies, acteurs et spécificité du cas brésilien » : 9-14), enfatiza a relação entre território e coletividades territoriais com os diversos atores (grupos sociais e agentes económicos) para a formulação e execução do planeamento e desenvolvimento rural. Outro aspecto que

conflui nessa mesma direção é a coordenação entre esses vários atores, através de redes que façam fluir informações, tecnologias e conhecimentos, sem as quais torna-se difícil o processo decisório e a criação de um ambiente propício ao desenvolvimento. Coloca o desenvolvimento rural numa perspectiva mais ampla ao dizer que ele « passa, cada vez mais, pelas novas exigências relacionadas à rápida evolução dos fenômenos de mundialização. Esses se caracterizam, dentre outros elementos, por uma concorrência mais intensa, pelo desengajamento do Estado e pela privatização e/ou descentralização dos serviços públicos » (p. 9).

Maria de Nazareth Braudel Wanderley (« Territorialité et ruralité au Nordeste : vers un pacte social pour le développement rural » : 17-23) vai abordar as temáticas de desenvolvimento rural e do desenvolvimento local, que têm estado no centro do debate nos órgãos públicos que tratam das questões de política agrícola e de política agrária, na academia e nos movimentos sociais. Apesar do acesso à terra, à informação, à capacitação tecnológica e ao crédito ainda constituírem problemas para o desenvolvimento rural e social no Brasil, os dados revelam que as pequenas cidades e as atividades produtivas rurais vêm adquirindo uma maior importância nesses últimos anos.

Não obstante essa tendência positiva, a falta de acesso à terra e aos meios de produção por um grande número de trabalhadores rurais ou de ex-trabalhadores rurais atingidos pela exclusão e pela marginalização continua como um desafio a ser enfrentado pelo estado e pela sociedade brasileira. Para enfrentar esse desafio, a autora defende a necessidade de um novo pacto social entre o estado e a sociedade (rural e urbana) no que diz respeito ao desenvolvimento rural. Tal pacto deve se basear numa concepção do meio rural e de seu desenvolvimento que permita a valorização da diversidade de seus atributos naturais, sociais, econômicos e culturais, tudo sendo fruto do movimento do conjunto da sociedade.

Maria Dione Carvalho de Moraes (« Le "nouveau" Nordeste des *cerrados* dans les nouvelles dynamiques territoriales du Nordeste brésilien » : 25-37) vai enfocar as conseqüências ambientais e sociais, no « novo » Nordeste dos *cerrados* nas dinâmicas territoriais do Nordeste brasileiro e a necessidade de incorporação no desenvolvimento rural das populações locais, excluídas dos processos em curso. Para promover uma inflexão nessa ocupação territorial que « desterritorializa » tantos, a autora recomenda que é preciso « (re) descobrir os mecanismos que permitam promover uma nova visão horizontal das relações, voltada para o social, incorporando as populações locais massivamente excluídas do processo em curso, de modo que a dimensão simbólico-cultural do território/lugar seja preservada » (p. 37). É finaliza : « se durante as duas últimas décadas foram criados no Brasil o que Santos [...] chamava de verdadeiros exércitos de reserva de lugares suscetíveis de acolher as atividades econômicas de tipo hegemônicas, é urgente construir um modelo social de territorialidade... » (*ibid.*).

No segundo livro, de Caron & Sabourin, os autores indagam sobre os motivos de se realizar uma síntese das agriculturas familiares do Nordeste, e as mudanças pelas quais essas agriculturas passam na região do semi-árido, também conhecida por sertão. Os artigos vão mostrar como as mutações constituem tanto respostas às transformações do ambiente quanto formas originais e inovadoras de organização, colocadas em prática pelos agricultores familiares, em sua maioria pequenos camponeses.

No texto « Origine et évolution de l'agriculture familiale dans le Nordeste semi-aride » pp. 17-29, Eric Sabourin e Patrick Caron fazem uma incursão na história da agricultura familiar. Esta, que passou muito tempo ignorada no Brasil, « evoluiu até se tornar a principal forma de produção agrícola na região. » (p. 17) A contextualização político-social é sempre feita como se pode apreender da seguinte afirmação : « o Nordeste é a parte mais pobre do país, a mais desfavorecida, e na qual sobreviveram formas de controle político dos mais arcaicos. » (p. 18).

Em outro artigo, « Organisation de l'espace régional et agriculture familiale »

(pp. 31-41), Jean-Philippe, Yves Clouet e Patrick Caron começam reconhecendo também que a agricultura familiar passou a ser alvo de atenções a partir dos anos 1970, mas que falta definir seu lugar no desenvolvimento econômico. O objetivo do trabalho dos autores é propor uma abordagem que seja histórica e espacial do espaço regional. A partir das definições de espaço da nova geografia: espaço como « um resultado, uma formação das relações sociais, das interações entre os agentes sociais e institucionais, engajados no processo de criação e de distribuição de riqueza. O espaço é a inscrição material das relações sociais » (p. 32).

Os autores inovam por uma abordagem de desenvolvimento que foge aos cânones da teoria econômica hegemônica. Ou seja, o território no qual o desenvolvimento vai acontecer deve ser compreendido como parte de uma teia de significados, na qual os atores foram inscrevendo suas experiências e construindo suas identidades.

O desenvolvimento rural também é visto a partir dos fenômenos da mundialização que se traduzem para aquelas coletividades territoriais em concorrência mais intensa, na redução do papel do estado, na privatização e na descentralização dos serviços públicos. Tudo isso fez agravar os desequilíbrios regionais e intra-regionais, já que as políticas agrárias têm sido voltadas para as empresas rurais capitalistas, e mesmo para os estabelecimentos familiares com grau elevado de utilização de capital e de insumos. Indicador desses desequilíbrios são os índices de crescimento surpreendentes que o Nordeste experimentou, apesar da economia brasileira não ter crescido durante a década de 1990. Enquanto isso persistem os níveis de concentração da riqueza, o que leva a região a padecer dos piores indicadores sociais, no país.

Nesse contexto de desequilíbrios intra-regionais, a agricultura familiar vai existir nas brechas do modelo dominante do agronegócio. As disputas no campo das relações de poder vão explicar porque, de um lado, tem-se o surgimento de interesse pela agricultura familiar, que constitui aproximadamente 6,5 milhões de estabelecimentos, dos quais mais da metade está localizada no Nordeste (p. 28). Ela tornou-se a principal forma de produção da região, e é de longe o setor que mais emprega mão-de-obra rural. Sua importância econômica se traduz pelo domínio dos mercados dos produtos alimentícios (milho, feijão, batatas, bananas) e pela presença na exportação de produtos como cacau, café e laranjas. De outro lado, a despeito dessa importância no cenário socioeconômico, a agricultura familiar se beneficia apenas de 15 % dos financiamentos públicos (p. 28).

Reforçando esse cenário de desequilíbrios vale dizer que o acesso à terra, à informação, à capacitação tecnológica e ao crédito ainda são problemas para um grande número de trabalhadores rurais ou de ex-trabalhadores rurais atingidos pela exclusão e pela marginalização. Para enfrentar o desafio da exclusão, Wanderley (no primeiro livro) defende a construção de um novo pacto social entre o estado e a sociedade (rural e urbana) no que diz respeito ao desenvolvimento rural. Tal pacto deve se basear numa concepção do meio rural e de seu desenvolvimento que valorize a diversidade de seus aspectos naturais, sociais, econômicos e culturais, tudo isso resultando da participação do conjunto da sociedade.

Esse pacto social pode, também, por um fim na « verdadeira guerra de lugares », que resultou dos deslocamentos dos camponeses (com impactos sociais mais graves sobre as populações tradicionais (índios, caboclos, quilombolas). O ressentimento é outro resultado dessa « guerra », pelo fato de os camponeses se julgarem discriminados pelos *gaúchos* – nome a que se designa os que nasceram no Rio Grande do Sul, mas neste caso refere-se aos migrantes da região sul do Brasil –, percebidos como detendo a hegemonia em todo esse processo, e como sendo tratados de forma preferencial pelos agentes públicos.

Trata-se de idéias e abordagens que se complementam no desenho do que é, e em que contexto ocorre a agricultura familiar no Nordeste, quais são suas limitações estruturais, como acontecem as iniciativas de modernização rural, e que tipos de

instrumentos/métodos de planejamento poderiam contribuir para melhorar as políticas para a agricultura familiar da região. De modo geral, são contribuições importantes para a discussão dos rumos de políticas tão fundamentais para o desenvolvimento econômico e social, no Brasil.

Dezembro de 2004, **Diva MOREIRA**

Notes de lecture

José Freire ANTUNES (ed.), *Judeus em Portugal. O testemunho de 50 homens e mulheres*, Versailles, Edeline Multimedia, 2002, 623 p. (« Histórias de vida »).

Ce volumineux ouvrage n'est pas à proprement parler une contribution scientifique à la connaissance du judaïsme au Portugal en ces premières années du XXI^e siècle. Son mérite réside avant tout dans la qualité des témoignages recueillis par l'organisateur, José Freire Antunes. Celui-ci, dans un préambule, explique l'origine de son « intérêt culturel pour le judaïsme » et rappelle brièvement l'histoire des rapports entre les Juifs et le Portugal : communauté importante et relativement bien tolérée jusqu'au XV^e siècle, les Juifs furent expulsés ou convertis de force en 1496. Ces conversions évidemment mal vécues devaient aboutir à la création de l'Inquisition portugaise en 1536. À partir de cette date, théoriquement, il n'y a plus de Juifs au Portugal. En fait, nombre d'entre eux continuent à pratiquer leur culte clandestinement, s'exposant ainsi aux foudres du Saint-Office. Quand l'Inquisition est définitivement abolie en 1820, quelques familles qui se souviennent encore de leurs racines regagnent le Portugal, à partir du Maroc ou de la Turquie. Même si d'autres, originaires de l'Est de l'Europe et confrontés à des vagues d'antisémitisme, choisissent le Portugal comme refuge dès la fin du XIX^e siècle, c'est surtout au XX^e siècle que la communauté s'étoffe, en raison de la situation qu'évoque l'organisateur dans les pages intitulées : « Le nazisme et la guerre - 1933-1945 : 150 000 visas contre la mort ». En effet, durant cette période, les consuls du Portugal ont délivré des visas à de nombreux Juifs qui souhaitaient souvent se rendre au Portugal seulement pour émigrer ensuite en Amérique, dont l'accès leur était chichement mesuré. On a récemment mis en lumière le dévouement du consul de Bordeaux, Aristides Sousa Mendes. Mais ceux d'Istamboul ou de Salonique, par exemple, eurent aussi une action positive, à laquelle le gouvernement de Salazar s'efforça de mettre un frein. De façon assez curieuse, l'accueil des réfugiés juifs au Portugal pendant la guerre fut plutôt positif, grâce à l'intervention d'organisations américaines et à l'action du rabbin de Lisbonne, Moses Bensabat Amzalak, à qui J. Freire Antunes souhaite visiblement rendre justice. Actuellement, les Juifs du Portugal se concentrent à Lisbonne, Porto, Faro et Belmonte, et malgré leur petit nombre, constituent une communauté dynamique et solidaire.

Outre ce préambule et cette indispensable introduction (non exempte d'erreurs : Jean-Paul Sartre n'est pas un juif français, p. 15), le livre est composé de témoignages foisonnants et très divers : documents iconographiques qui vont des souvenirs de familles aux photos de presse ; extraits d'archives diplomatiques et politiques ; articles de journaux ; « bonnes pages » d'ouvrages historiques, etc. Tout cela apparaît au fil des pages dans un ordre aléatoire, plus ou moins directement relié au contenu des « témoignages » proprement dits, c'est-à-dire de la trentaine de dépositions détaillées d'un certain nombre de personnalités représentatives de la communauté judaïque portugaise. L'organisateur y a même inclus un texte du président de la

République Jorge Sampaio, dont une grand-mère était juive... Les personnalités citées, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, ont des professions très variées : directeur financier, chef d'orchestre, cantatrice, étudiante, commerçant, journaliste, homme d'affaires, médecin, etc. On ignore si un questionnaire leur a été proposé, mais leurs témoignages s'organisent tous à peu près de la même manière : généalogie et histoire familiale, parfois étonnamment précise ; itinéraire personnel, souvent digne de fournir la matière d'un roman, et situation au Portugal ; sentiments à l'égard de l'État d'Israël et de la religion juive. Tous ou presque insistent sur l'absence quasi totale d'antisémitisme au Portugal et la facilité d'intégration dans la société portugaise, ce qui pourrait faire penser que l'histoire ne manque pas d'ironie, dans un pays où l'Inquisition s'est montrée particulièrement sévère ! En revanche, l'ignorance à l'égard du judaïsme y est générale et bien des clichés absurdes subsistent. Certains témoignages sont particulièrement émouvants, comme celui d'Elias Nunes (p. 200), responsable de la communauté de Belmonte, qui a survécu aux siècles de répression, en continuant à pratiquer des rites dont elle ne comprenait même plus le sens ; ou l'histoire de Samuel Lévy, dont la famille, installée à Smyrne (p. 112), conservait précieusement la clef de la maison abandonnée au Portugal en 1496. Celui de Robert Bachman (p. 438), entrepreneur et collectionneur qui possède une bibliothèque remarquable, offre une ébauche de bibliographie passionnante, qu'on aurait aimé voir reprise et complétée dans le livre. Dans l'ensemble, ces « histoires de vies », un peu trop exemplaires peut-être, sont stimulantes, car elles montrent comment, dans bien des cas, les difficultés rencontrées par les auteurs et leur famille ont pu être surmontées à force de travail et d'énergie.

Les chercheurs regretteront sans doute qu'aucune mise au point n'éclaire le lecteur sur les conditions dans lesquelles ont été recueillis les témoignages, le contenu d'un éventuel questionnaire proposé aux interlocuteurs, l'ordre aléatoire du sommaire, qui mêle témoignages construits, brefs extraits d'entretiens, documents iconographiques et autres, sans que rien ne permette de s'y reconnaître. On regrettera aussi l'absence de véritable mise au point historique en introduction et de bibliographie en fin d'ouvrage. Tel qu'il est, cependant, l'ouvrage constitue une réserve de matériau brut, une mine de documents intéressants : il ouvre des pistes de réflexion et de recherche multiples.

Avril 2004, Anne-Marie QUINT

David BIRMINGHAM, *A Concise History of Portugal*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 2^e éd. (1^{ère} éd. : 1993), 225 p., ISBN : 0-52153686-3.

Voici la deuxième édition d'une excellente synthèse de l'histoire du Portugal moderne et contemporain, utile à tout lecteur désireux d'en comprendre les évolutions majeures. L'auteur montre l'originalité de l'histoire de ce pays pionnier en bien des domaines par son extraordinaire ouverture coloniale. Structuré en sept chapitres, l'ouvrage suit une analyse linéaire ; elle commence par un bref survol des apports culturels successifs – celte, romain, chrétien, musulman et juif – qui ont façonné le Portugal moderne, premier État nation européen dont les frontières n'ont pas changé depuis la chute du royaume musulman de l'Algarve. L'exploration de la route atlantique, début de l'aventure coloniale portugaise et la rivalité avec l'Espagne, débouchèrent sur l'intégration de l'espace portugais à la couronne de Castille. Le XVII^e siècle fut marqué par la rébellion et l'indépendance du Portugal face à son puissant voisin. L'auteur montre bien qu'il ne s'est pas agi que d'une lutte interne. Le mouvement se produisit dans une Europe en pleine transformation avec la Guerre de trente ans, l'émergence de la France moderne et la Révolution anglaise. L'Âge d'or portugais fut la première moitié du XVIII^e siècle. La prospérité minière de la colonie brésilienne finança les constructions plus somptueuses les unes que les autres en métropole. Le tremblement de terre de Lisbonne de 1755 y mit fin avec des répercussions économiques mais aussi culturelles renforçant un catholicisme baroque sur lequel s'interrogea Voltaire. La première moitié du XIX^e siècle fut

marquée par l'invasion napoléonienne et par la guerre civile qui mena le Portugal de l'absolutisme à la démocratie constitutionnelle au milieu du siècle. Cependant, il fallut attendre 1910 pour que la République succède à la monarchie constitutionnelle. Elle fut éphémère puisqu'elle prit fin en 1926 et que la dictature de Salazar scella le destin du pays de sa main de fer. La révolution des Œillets d'avril 1974 permit au Portugal de réintégrer l'Europe démocratique où il a trouvé sa place tout en cherchant toujours à rejoindre le niveau de vie de ses voisins européens. Une série de gravures et de photos agrémentent la lecture de cet ouvrage. Des références bibliographiques choisies parmi les ouvrages classiques et parmi les travaux les plus récents sont proposées au lecteur. Elles sont fort utiles pour approfondir les connaissances actualisées en la matière.

17 août 2004, Jean-Pierre BASTIAN

Frédéric DURAND, *Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor : 1556-2003. Construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain*, Toulouse, Éditions Arkuiris/Bangkok, IRASEC, 2004, 240 p., photos, cartes, ISBN : 2-9520184-0-5.

À comparer la somme d'efforts déployés par l'auteur, la minutie avec laquelle il traite un sujet aussi primordial que novateur, la richesse de la documentation mise en œuvre, etc., à l'indifférence probable que son livre rencontrera chez les Francophones – même lusí(tani)stes de métier –, on est saisi de vertige et de dépit. Ainsi donc, ce géographe indonésianiste se sera fait historien, anthropologue, politologue, etc., pour nous dresser le premier tableau – professionnel, face aux tentatives des amateurs qui l'ont précédé – du fait religieux dans une île obscure, et ce qui l'attend ce sera l'indifférence ou le refus des bibliothèques françaises universitaires ! Nous avons beau y être habitué, la résignation du spécialiste – cf. René PÉLISSIER, *Timor en guerre. Le crocodile et les Portugais (1847-1913)*, Orgeval, Éditions Péliissier, 1996, 368 p., cartes, ISBN : 2-902804-11-3 – est longue à venir quand tant de tapage entoure le moindre romancier à la mode ou historien du dimanche concoctant en trois coups de cuillère à pot la trentième biographie d'une maîtresse de Louis XIV. N'allons pas plus avant dans les lamentations et contentons-nous de dire que ce texte fera date dans la chétive production timorienne en français. Entre autres mérites, on lui reconnaîtra celui d'être œcuménique – et pionnier pour ce qui est du protestantisme à l'ouest de l'île –, pondéré dans ses jugements, averti des ambiguïtés vaticanes et des problèmes que pose déjà cette fulgurante christianisation (95 % de la population) dans un archipel islamisé. Religion refus ou religion refuge ? En tout cas, Durand fait une entrée en force dans ce qui, jusqu'à présent, était plutôt le domaine réservé des ethnologues, des linguistes, des militants, des humanitaires... et des journalistes rapides.

29 août 2004, René PÉLISSIER

Ricardo ROQUE, *Antropologia e Império : Fonseca Cardoso e a expedição à Índia em 1895*, Lisbonne, Imprensa de Ciências Sociais, 2001, 420 p., photos, ISBN : 972-671-070-7.

Ce livre s'adresse – semble-t-il – à deux publics différents : a) les anthropologues s'intéressant à l'histoire de leur discipline au Portugal ; b) les historiens de l'Inde portugaise ou, plus largement, ceux qui veulent connaître l'un des aspects les plus oubliés de la conquête coloniale portugaise aux XIX^e-XX^e siècles. Nous n'avons pas les compétences nécessaires pour orienter les lecteurs appartenant à la première catégorie. Pour les autres, ils y trouveront une glose et des compléments à ce que nous rapportait Gomes da Costa dans *A Revolta de Goa e a Campaha de 1895-1896* en 1939. L'auteur donne le point de vue des historiens indiens et c'est salutaire. La bibliographie est luxuriante. Une lecture plus attentive aurait peut-être permis d'attribuer à son auteur véritable (Bouda Etemad et non Breeda Antou) la paternité de *La possession du monde. Poids et mesures de la colonisation (XVIII^e-XX^e siècles)*,

Bruxelles, 2000, qui est un livre tout à fait remarquable dans son genre, mais dont l'éditeur (Complexe à Bruxelles) a fait le minimum pour le faire connaître du grand public.

29 août 2004, René PÉLISSIER

Fernando RUIVO, *O Estado labiríntico. O poder relacional entre poderes local e poder central em Portugal*, Porto, Edições Afrontamento, 2000, 278 p., bibl., ISBN : 972-36-0521-X (« Saber imaginar o social », 13).

À n'en point douter, le travail de F. Ruivo, animateur de l'Observatoire des Pouvoirs locaux au sein du Centre d'études sociales de Coimbra, est un très gros travail, témoignant d'une connaissance impressionnante de la bibliographie sur le sujet. D'ailleurs, il a été couronné du Prix « Círculo Teixeira Gomes » en 2001, dans la catégorie des ouvrages portant sur le thème du « développement économique et social des peuples ».

L'étude, publiée dans une collection dirigée par Boaventura de Sousa Santos, est très détaillée, fondée principalement sur une enquête nationale auprès des maires (*presidentes de câmaras autárquicas*), et complétée de nombreuses entrevues complémentaires. Il s'agit de montrer que le rapport entre le pouvoir central et le pouvoir local ne peut être bénéfique au second que s'il est combiné à un « pouvoir relationnel », informel mais très réel, entre dirigeants locaux et « amis centraux », qu'ils soient simplement personnels ou du même parti que la municipalité en question. Cela est, évidemment, très difficilement mesurable et produit une situation « labyrinthique » de réseaux entrecroisés, qui vont de Bruxelles au village. Dans ce « pouvoir relationnel », le seul moment de démocratie est celui de la consultation électorale. L'étude est ainsi tout à fait intéressante et questionne rien moins que la prégnance de l'État-providence : la profusion du « pouvoir relationnel » n'est-elle pas la marque de son inexistence, et, en dernière analyse, du désintérêt de ceux qui vivent de ce pouvoir relationnel, à voir émerger un véritable État webérien ? Quand les élus locaux, quotidiennement, en sont réduits à réclamer comme des faveurs du Centre (du Prince ?) ce qui relève pourtant des droits, n'en reste-t-on pas trop souvent à ce que l'on pourrait qualifier de *Lumpen Welfare State* ?

Cet ouvrage « donne à penser », et il faut en discuter certains points. On regrettera que, étude de sociologie politique nourrie de droit, il n'inclue pas plus l'apport de l'anthropologie politique sur le paternalisme et le néopatrimonialisme – même si elle n'est pas totalement absente. Mais, par exemple, la corruption n'est jamais abordée de front, ce qui étonne vu le thème étudié. Par ailleurs, le pouvoir relationnel est analysé comme tempérant le pouvoir central : c'est évidemment une lecture possible. Mais ne se coule-t-il pas lui-même, pour son fonctionnement propre, dans une confluence vers le Centre ? Y a-t-il un pouvoir relationnel « local-local », comme on parle en relations internationales des relations Sud-Sud, qui contourne le Centre comme les secondes contournent le Nord ?

En réalité, le fait que certaines questions n'amènent pas suffisamment de réponses, vient de la méthodologie sourcilleuse et prudente de l'auteur. Par exemple, il a respecté scrupuleusement l'anonymat, ce qui peut parfaitement se comprendre et pouvait être un engagement nécessaire pour obtenir des entrevues cruciales ! Mais de ce fait, outre le nom de la personne interrogée, il est obligé aussi de retirer quantité de caractéristiques des études de cas, afin qu'on ne puisse pas les reconnaître. Il aurait sans doute été possible de combiner des parties « anonymes » et des études de cas clairement ciblées et identifiées, pour lesquelles les entrevues n'auraient pas été utilisées directement. À la lecture, on finit en effet par ressentir un manque face à cet aspect éthéré qui ne facilite pas, ensuite, la démonstration dans la théorisation.

Le livre est la publication d'une thèse soutenue probablement en 1996, publié, donc, cinq ans plus tard, sans actualisation sensible. Cela ne gêne pas la « thèse de la thèse » défendue par l'auteur – le rôle déterminant du pouvoir relationnel informel

sans lequel le pouvoir institutionnel ne pourrait guère fonctionner, en tout cas au profit du local – parce que la période suivie est suffisamment longue. Mais il est dommage que l'auteur n'ait pas ajouté, par exemple, un addendum relatif au référendum sur la régionalisation de 1998. Une telle actualisation serait, en tout cas, indispensable pour une édition en langue française ou anglaise, très souhaitable afin que cette étude de cas lusitanienne puisse être mieux connue et confrontée à celles relatives aux autres pays d'Europe, si ce n'est au-delà.

Novembre 2002, Michel CAHEN

Marcos Vinícios VILAÇA, *Sociologie du camion. Le camion et son chauffeur au Brésil*, Paris, L'Harmattan, 2003, 157 p. (« Amériques latines »).

« L'influence du camion dans la vie brésilienne d'aujourd'hui rapproche l'homme, l'animal et les choses. Elle civilise, elle rapproche. Elle développe l'économie et augmente les populations. Elle enrichit le folklore. Elle crée des mythes. Elle se projette sur les moyens nationaux de publicité sous forme d'annonce d'une nouvelle espèce » (p. 40).

Tel pourrait être le résumé de ce petit livre de cent dix pages à peine (sans la préface et l'avant-propos), qui vient enfin d'être édité en français, après une longue carrière en langue brésilienne. De type monographique, il retrace l'univers social du transport par camion au Brésil dans les années 1950 et étudie le véhicule, le chauffeur, les inscriptions sur les pare-chocs, l'influence sur les arts, la présence dans les pèlerinages, les problèmes économiques y afférant, le transport de passagers clandestins. Il y est avant tout question de la tâche civilisatrice du camion dans les régions abandonnées, tel le colporteur d'autrefois qui informait des événements dans les campagnes. Et de la présence constante du camionneur qui s'impose comme une donnée essentielle du paysage brésilien.

Dès lors, l'auteur nous présente le camionneur comme un passeur, qui parle politique et critique le gouvernement, cumule des fonctions sociales et des fonctions sanitaires en transportant le médicament qui soigne, ou le malade, s'annonce au son de son klaxon à notes pour se faire reconnaître, pare son véhicule de multiples ornements et participe au concours de décoration, rapporte des cadeaux car c'est un voyageur. Il appartient à une corporation d'hommes solidaires en cas de maladie, d'agressions, ou de conflits avec la police. Les inscriptions sur les pare-chocs de son camion lui permettent d'établir un dialogue avec le lecteur, qui l'approuve, le condamne ou en sourit. Ces « légendes », en quelque sorte comparables aux devises de nos bateaux de transport fluviaux, font preuve d'imagination et d'humour, parfois de provocation. Elles ont aussi des fins politiques. Modifiées selon l'état du camion, elles sont autant de marqueurs identitaires de la firme, du chauffeur ou de la philosophie de la profession. Les inscriptions s'étendent à l'ensemble du camion, comme des messages au porteur. Le monde du camion a envahi l'univers des arts, ajoute l'auteur, de la poésie, du roman, de la peinture et de la musique, confirmant son importance dans le paysage social brésilien. Véritable fait social total, il comprend aussi sa part de religieux, des saints patrons aux pèlerinages : des milliers de camions transportant des pèlerins aux quatre coins du pays ou encore le matériel nécessaire à la construction d'une église.

C'est aussi une histoire rapide de la route qui est abordée dans cet ouvrage, de l'origine des chemins tortueux au tracé des grands axes, de la part énorme du routier (64 %) vis-à-vis du ferroviaire (19 %) et du maritime (17 %), des accidents, agressions et normes de circulation (problèmes d'hypnose, d'aveuglement et de vitesse, notamment). Une partie est consacrée aux crimes de la route et groupes spécialisés dans le vol des chargements, une autre à l'économie et à l'essor du camion brésilien, au choix du fret, aux astuces du chargement, aux trajets et destinations. Enfin, un dernier chapitre porte sur les phénomènes de migrations nordestines que ces camions ont permis et multipliés. L'auteur raconte le contexte socio-économique et les conditions de voyage de ces migrants, au départ du Sertão et à destination des villes du sud, qui, comme suspendus aux armatures des camions à la façon des

perroquets, ont conduit qu'à ces camions ait été donné le fameux nom de *pau-de-arara* (perchoir à perroquets). Il conclura son ouvrage en précisant que l'actuel président de la République du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, fut l'un de ces migrants du Nordeste, donnant aussi quelques données sur l'état de dégradation générale du transport et du statut de camionneur aujourd'hui.

Cet ouvrage qui propose une lecture à la fois rapide, complète et synthétique de l'univers social du camion au Brésil, révèle un univers de relations sociales multiples et complexes, dégageant l'impact structurant de ce moyen de transport pour le pays et privilégiant dans l'analyse la circulation des personnes et la circulation des idées. Mais au moment où sort cet ouvrage en français, en 2003, quarante-deux ans se sont déjà écoulés. La version originale date de 1961 et, bien que son intérêt demeure certain aujourd'hui, à titre de document historique pour le public non lusophone qui n'a pu y accéder plus tôt, on regrettera très fortement l'absence de réactualisation dans l'édition française, où au moins une post-face plus solide qui permette aux lecteurs de comprendre la place effective du camion dans le Brésil d'aujourd'hui.

La longue préface d'Afrânio Garcia qui resitue les ouvrages de l'auteur dans le contexte intellectuel, théorique et politique de l'époque est précieuse et éclairante.

Novembre 2004, **Fabienne WATEAU**

Revue des Revues

« **Timor-Leste** », n° spécial, *Portuguese Studies Review* (Trent, Ontario), XI (1), novembre 2003, 252 p., ISSN 1057-18515.

Le volume du mois de novembre de la revue *Portuguese Studies Review*, publiée par l'université canadienne de Trent est très largement consacré à la question de Timor-Leste. Il réunit onze contributions d'auteurs canadiens, portugais, anglais et australiens, que l'on peut regrouper en trois grands sous-ensembles : cinq articles sur la dimension internationale du conflit, trois sur des questions sociopolitiques contemporaines et enfin trois relatives à des aspects économiques.

« Non-State Diplomacy : East Timor 1975-99 », de David Webster, est une bonne synthèse d'ensemble de l'évolution de la situation internationale de Timor-Leste et particulièrement du rôle des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que des Églises, groupes de solidarité et syndicats, qui ont soutenu cette cause dans une trentaine de pays. La taille de l'article (28 pages) ne permet toutefois pas toujours d'approfondir, notamment les motivations et les modes d'action de ces acteurs qui restent souvent un peu abstraits.

« Portugal and East Timor : From a Politics of Ambivalence to a Late Awakening », d'Estêvão Cabral, traite de la position du Portugal suite à l'invasion indonésienne et des ambiguïtés de l'ancienne puissance coloniale de Timor-Leste. L'auteur divise son article en trois grandes périodes. Celle qui va de décembre 1975 à 1986 est présentée comme une phase d'apathie, face à la stratégie dynamique de l'Indonésie. 1986 marque un premier tournant, notamment du fait de l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne ; mais c'est surtout à partir de 1991, après l'annulation de la visite d'une délégation parlementaire portugaise (octobre) et la fusillade de Santa Cruz (novembre), que la position de Lisbonne va s'affirmer, allant jusqu'à déclarer en 1992 la question de l'autodétermination « non négociable ». Au

final, le bilan est clairement présenté, même si on peut regretter que l'analyse n'ait pas inclus la période 1974-1975, décrite notamment dans le livre de 1991 de l'ancien gouverneur M. Lemos Pires, qui montre l'ampleur des tractations, assez mal connues, entre le Portugal et l'Indonésie avant l'invasion.

« Canadian Complicity in the East Timor Near-Genocide : A Case Study in the Sociology of Human Rights », de Jeffery Klaehn, analyse la position du Canada à partir de 1975 et insiste sur les renoncements politiques auxquels ce pays s'est plié, comme la plupart des pays occidentaux, face à l'Indonésie, considérée comme le « paradis des investisseurs ». Les contradictions internes du gouvernement auraient sans doute pu être un peu plus soulignées et notamment la courageuse position du Canada en 1991 après la fusillade de Santa Cruz.

Les deux articles : « East Timor, *The Globe and Mail* and Propaganda : The 1990s – Saving Indonesia from East Timor with "Maoist Shields" and "Tragic Destiny" », de Peter Eglin, suivi de « Media Coverage of an Imminent Bloodbath in East Timor : What Was Known, and When ? », de Robert Everton et James Winter, qui clôturent le premier sous-ensemble de contributions sur la politique internationale, montrent à quel point la presse canadienne, y compris le *Globe and Mail*, un de ses plus grands quotidiens, a pu biaiser l'information sur le conflit est-timorais et surtout lui accorder une bien faible place, même avant le référendum de 1999, alors qu'un bain de sang était considéré comme très probable par les services de renseignement.

« Constitution for a New State : Political Context and Possible Problems in East Timor », de David Wurfel, analyse, comme son titre l'indique, les conditions d'élaboration et les problèmes potentiels que recèle la constitution est-timoraise élaborée en 2002, en s'inspirant largement de son homologue portugaise. La relative précipitation, qui a entravé la mise en place d'une véritable consultation de la population, la mise en place d'un système « semi-présidentiel », ainsi que les ambiguïtés sur les questions économiques avec une ambivalence entre socialisme et libéralisme sont, entre autres, pointées du doigt, ce qui risque d'aboutir à un gouvernement à deux têtes. L'effort de l'auteur de confronter autant que possible l'aridité des règles administrativo-juridiques aux réalités politiques locales est à souligner.

« Social Institutions in East Timor : Following in the Undemocratic Footsteps of the West » de Lyn Carson et Brian Martin, aborde les différentes options de systèmes politiques, économiques et de défenses pour Timor-Leste, en se basant surtout sur des exemples théoriques ou d'autres pays.

« Privileged Ties : Young People Debating Language, Heritage and National Identity in East Timor », de Michael Leach, qui termine le deuxième sous-ensemble de trois articles sociopolitiques, s'attache à réfléchir sur la question particulièrement délicate de ce qui peut constituer l'« identité » est-timoraise entre les multiples options linguistiques (portugais, anglais, indonésien, tétum, autres langues locales...), le fait d'être né et d'avoir vécu à Timor ou encore l'adhésion à la religion catholique. Notamment réalisées à partir de questionnaires soumis à trois cent vingt étudiants des universités de Dili, ces analyses confirment l'existence de tiraillements, en particulier intergénérationnels, sur le choix du portugais comme langue nationale.

« Future Economic Direction of Timor-Leste », de Helder da Costa, présente les grandes données macro-économiques, en référence aux approches des grandes institutions internationales. Les principales orientations et recommandations pour favoriser le « développement » se révèlent souvent abstraites et peu préoccupées des réalités humaines timoraises.

« Self-Determination after Independence : East Timor and the World Bank », de Tim Anderson, montre à quel point, par-delà les discours sur la participation et la gouvernance locale, la Banque mondiale a tendance à écarter les traditions et savoirs locaux pour promouvoir des projets fondés sur une vision très libérale de la société, avec le risque d'accroître fortement la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et de déstructurer les communautés agricoles de ce pays majoritairement rural.

« Rebuilding Agriculture in Post Conflict Timor-Leste : A Critique of the World Bank Role », de Geoffrey Gunn, continue dans le même sens. L'auteur, dont on saluera au passage la très grande qualité de son précédent ouvrage sur l'histoire de Timor (*Timor Loro Sae : 500 Years*, Macao, Livro do Oriente, 1999), a participé à la mise en place des équipes du ministère de l'Agriculture. Il montre, non sans un certain humour, les failles d'une expertocratie internationale où nombre d'« experts », n'ayant jamais mis les pieds dans la région, ne parlant pas indonésien et rarement portugais, lançaient des projets coûteux voire dispendieux en considérant que le pays n'avait pas d'histoire et qu'il fallait repartir à zéro.

Au final, ce volume de *Portuguese Studies Review* (qui s'achève par un dernier article hors thème sur le barrage de Cahora Bassa au Mozambique), mérite par ces nombreuses contributions originales de figurer en bonne place dans les bibliothèques de ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la société timoraise.

Novembre 2004, **Frédéric DURAND**

Ilídio Rocha (1925 - 2001)

Por aquilo que organizou, que escreveu e que publicou Ilídio Rocha reveste-se para a História e nomeadamente para a historiografia de Moçambique de interesse peculiar. Tendo desenvolvido uma larga actividade de carácter literário e jornalístico, a sua acção foi especialmente relevante na organização bibliográfica e documental através de instituições e de publicações especializadas que criou e em que colaborou. Pode dizer-se que em dinâmica e em organização nada de comparável ao Centro de Documentação e de Informação iniciado por ele no Banco Nacional Ultramarino, em Lourenço Marques de então, existiu em Portugal e suas colónias. Assim como as suas obras sobre a imprensa de Moçambique esgotaram o assunto quer no que respeita ao repertório de publicações, quer no que o tema encerra de conteúdo historiográfico e seja este encarado de um ponto de vista factual, seja de uma perspectiva sistemática e crítica. Obra fundamental que tem como última versão : *A imprensa de Moçambique, História e Catálogo (1854-1975)*, Livros do Brasil, Lisboa, 2000.



A poesia, a narrativa, a ficção, a crónica e a reportagem jornalística dispersaram um talento e uma capacidade que se adivinham mais do que se manifestam e as incursões em áreas como as das expressões artísticas dos Bantos de Moçambique, nomeadamente as musicais dos Chopes, revelam curiosidades intelectuais e estéticas então raras e avançadas sobre o tempo e o lugar sociais em que ele as estava a cultivar.

Ilídio Rocha desenvolvia desde longa data uma investigação meticulosa e profunda sobre a Maçonaria em Moçambique. Instituição que parecia merecer-lhe especial simpatia e curiosidade. Se não conseguiu reduzir a pesquisa de décadas à síntese final, todos quantos nos interessamos pela História de Moçambique ficámos privados do fruto de um trabalho metucioso e rigoroso como era o seu em tais domínios. Trabalho tanto mais precioso quanto é certo que a Maçonaria foi, em Moçambique, a partir de finais do século XVIII, instituição com grande capacidade de interferência no poder político, na economia, na educação e ensino, na assistência social. Tendo, no entanto, sido parcialmente sujeito a uma primeira redacção e dada a meticulosidade de organização documental, timbre do autor, resta a esperança de que o trabalho que deixou possa vir a tomar forma de publicação.

O mesmo se diga da trilogia romanesca de que apenas foi dado à estampa o primeiro volume sob o título *A Ilha das Mulheres Arcanos: Fragmentos do Livro de Iniciação* e de que restam dois volumes aprontados para publicação. Da sua extensa bibliografia destacaria ainda a coordenação do *Dicionário Cronológico de Autores Portugueses*.

Ilídio Rocha nasceu em Moledo do Minho a 19 de Março de 1925 e faleceu em Lisboa a 28 de Janeiro de 2001. Emigrou para Moçambique, Lourenço Marques, em 1948 e regressou definitivamente a Portugal em 1979. Em 1949 iniciou a sua colaboração no diário *Notícias*, no jornal literário *Itinerário* e na Rádio Moçambique. Após colaboração e correspondência para múltiplos periódicos, fez parte do grupo de jornalistas que, em 1962, lançou o diário *Tribuna* em Lourenço Marques e, em 1965, passou a chefe de redacção da delegação em Lourenço Marques, do *Diário de Moçambique* e simultaneamente director-adjunto da revista *Economia de Moçambique*. Em 1962 iniciou as suas actividades de documentalista no Centro de Documentação do Instituto de Investigação Científica, em 1965/1966 organizou o Centro de Documentação e Informação da Associação Industrial de Moçambique, em 1971 o Centro de Documentação e Informação do Banco Nacional Ultramarino (banco emissor) e em 1975 o Centro Nacional de Documentação e Informação de Moçambique (CEDIMO) de que foi director.

Março de 2004, José CAPELA

BIBLIOGRAFIA DE ILÍDIO ROCHA
(por ordem cronológica)

- Sinais do espaço*, Coimbra, [s.e.], 1957, 58 + [1] p.
- O meu outro mundo*, Coimbra, Coimbra Editora, 1957, 85 p.
- No reino do tambor*, Coimbra, [s.e.], 1959, 199 p.
- Sargaço*, Coimbra, [s.e.], 1959, 97 p.
- A arte maravilhosa do povo Chope*, Lourenço Marques, Instituto de Investigação Científica de Moçambique, 1962, 44 + [1] p.
- Sete canções de amor em Pombas de Papel*, Lourenço Marques, [s.e.] 1964 ([Coimbra : Tip. da Coimbra Editora]), 8 p.
- Os Quatro Cavalos Já Chegados (Poemas de 1958 a 1962)*, Coimbra, Coimbra Editora 1968, 72 p.
- Catálogo dos periódicos e principais seriados editados em Moçambique da introdução da tipografia à independência : 1854-1975*, Maputo, Centro Nacional de Documentação e Informação de Moçambique, 1980, ix + 224 p., [xvi] il. (« Documento de trabalho », 1).
- « Sobre as origens de uma literatura africana de expressão portuguesa : raízes e consciencialização », in *Les littératures africaines de langue portugaise : à la recherche de l'indentité*, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 1984 : 407-416 (Sep. das Actas do Colóquio, Paris, 28-30 Nov.-Dez. 1984).
- Catálogo dos periódicos e principais seriados de Moçambique : da introdução da tipografia à independência (1854-1975)*, Lisboa, Edições 70, [1985], 173 + [3] p.
- Diocleciano Fernandes das Neves, 1829-1883. Das terras do império Vátua às praças da República Boer*, Lisboa, D. Quixote, 1987, 208 p. (« Memória portuguesa », 1).
- Portugueses em África : peregrinos, pícaros e funantes*, [Lisboa], Círculo de Leitores, [1994], 190 p., ISBN : 972-42-0890-7.
- Catálogo da livraria do Convento da Arrábida e do acervo que lhe estava anexo. Catalogação, introdução e notas*, Lisboa, Fundação Oriente, 1994, 613 + [2] p., ISBN : 972-9440-26-3 [Registo bibliográfico completo].
- A ilha das mulheres-arcanos : fragmentos do livro da iniciação*, Venda Nova, Bertrand, 1994, 164, [4] p., ISBN : 972-25-0787-7 (« Estrela polar »).
- Ilídio ROCHA & INSTITUTO PORTUGUÊS DO LIVRO E DA LEITURA (eds), *Dicionário cronológico de autores portugueses*, éd. rev. e ampliada, Mem Martins, Europa-América, 1997-2001 ; vol. IV. 1997, 740 + [1] p., ISBN : 972-1-04378-8 ; vol. V, 2000, 764 + [3] p., ISBN : 972-1-04726-0 ; vol. VI. 652 + [1] p., [2001], ISBN : 972-1-04779-1 [os três primeiros volumes são coordenados por Eugénio Lisboa].
- Chronologisches Lexikon der portugiesischen Literatur*, Frankfurt am Main, Verlag Teo Ferrer de Mesquita, 1999, 328 p., ISBN : 3-925203-62-1 [Pequeno roteiro da literatura Portuguesa].
- A imprensa de Moçambique, História e Catálogo (1854-1975)*, Lisboa, Livros do Brasil, 2000, 435 p., ISBN : 972-38-1800-0.
- O Repórter X e os futuristas*, Lisboa, Câmara Municipal, 2001, 91 p., ISBN : 972-8695-04-7.

[Bibliografia compilada por Michel Cahen e sem pretensão exaustiva]